

Le Courrier du Mémorial

Novembre 2019

N°34

Bulletin de liaison des Amis du Mémorial de l'Alsace-Moselle



De l'évacuation à la résistance

SOMMAIRE

- 1 Éditorial
- 2-5 Hommage à une grande voix de l'Alsace et à ceux de sa génération
- 6-9 À Dambach-la-Ville (Bas-Rhin) : une place des Incorporés de Force
- 10-13 Les cafés d'histoire
- 14-17 La page du Mémorial
- 18-25 Rencontre des mémoires
- 26-27 Le 11 novembre : Histoire d'une commémoration
- 28-35 DOSSIER : Le siège de Strasbourg
- 36-49 France-Alsace-Lorraine 1918 : quelles retrouvailles ?
- 50-51 La Kaserne Dossin L'antichambre de la mort : la terreur nazie en Belgique
- 52 Les morceaux choisis de Françoise Du Chaxel : De l'exil à la résistance
- I à IV Fiches Pédagogiques

« Commémorer, faire mémoire, ce n'est pas seulement se retrouver ensemble pour se recueillir et se souvenir, c'est aussi mobiliser l'histoire pour tirer les leçons du passé. »

Catherine TRAUTMANN

16 décembre 1989, lors de la commémoration de l'évacuation avec les élus de Périgueux

En une même région, le sud-ouest de la France, aux heures troublées de leur évacuation, les Alsaciens-Mosellans ont vécu les tourments de l'exil mais aussi l'espoir de reconquérir une province perdue.

Les malheurs fondent sur les Alsaciens-Mosellans début septembre 1939. Un plan, tenu secret, avait été élaboré depuis plusieurs années. Il s'agissait d'évacuer préventivement les territoires bordant le Rhin et la frontière Nord afin d'éviter le massacre des Alsaciens et des Lorrains vivant dans un espace coincé entre la frontière et la ligne Maginot. Et quand vint le jour de la mobilisation générale, les sirènes ont hurlé à Strasbourg et le tocsin a sonné dans les campagnes. En quelques heures, environ 350 000 Alsaciens, un tiers de la population et 230 000 Mosellans, hommes, femmes et enfants, ont dû abandonner leur maison dans la précipitation et l'angoisse, emportant avec eux 30 kilos d'affaires personnelles au maximum. Ils s'entassèrent dans des trains – parfois des wagons à bestiaux – pour débarquer quelquefois une semaine plus tard chez des gens accueillants certes, mais qui répondaient dans des patois de la langue d'oc à des questions posées en dialectes germaniques. Ce fut un choc, un traumatisme, une infortune face auxquels les évacués montrèrent un sentiment de patience résignée (voir pages 10 à 13, les ouvrages de Catherine et François Schunck, ainsi que les pages pédagogiques au centre de ce *Courrier*).

Ces réfugiés d'Alsace et de Moselle ne rêvaient que d'une chose, c'est de rentrer chez eux. Un an après leur arrivée, quand la France fut anéantie et humiliée, l'occasion leur a été donnée d'accomplir ce rêve de retour, mais dans une région annexée de fait au 3ème Reich, en voie de germanisation et de nazification forcées. Cependant tous ne repartent pas. Certains, n'ayant admis ni la défaite ni l'annexion, veulent être acteurs de la libération de leur patrie. Des évacués réussissent à former des groupes clandestins dans un terreau fertile à la Résistance, et s'intègrent à des maquis locaux ; en attendant de combattre pour libérer leur région natale, ils joignent leurs actions aux groupes constitués pour libérer la Dordogne... Leurs combats conjugués sous le commandement d'Antoine Diener aboutirent à la formation de la brigade Alsace-Lorraine, menée par André Malraux vers la Libération de tout le territoire. Une épopée qui compte de nombreux martyrs qui « ont accompli leur devoir en donnant à la France, au nom des valeurs de la République, leur bien le plus précieux, leur vie » (discours de Richard Seiler, président du Souvenir Français, le 12/08/2019 au cimetière St Urbain de Strasbourg, devant la tombe de Charles Mangold, résistant alsacien assassiné en Dordogne). ■

Marcel Spisser, 19 septembre 2019



ÉMILE ROEGEL

Hommage à une grande voix de l'Alsace et à ceux de sa génération

Le 6 mai 2019 s'éteignait paisiblement Émile ROEGEL, dans le silence et l'amour des siens, de sa famille.

Quelques jours plus tard, nous étions plus de 200, rassemblés dans la chapelle catholique de l'Hôpital Civil de Strasbourg, où durant tant d'années, Émile Roegel exerça la médecine, à proximité de la faculté où il enseigna la pneumologie.

Dans le livret de messe d'enterrement, composé par lui en prévision de ce jour, une photo, dans une nature rude sur laquelle on le voit avancer d'un pas décidé vers la suite (...), en vêtement de randonneur, tel un scout âgé, avec un sac à dos, un bâton de marche et un béret, ce couvre-chef dont les nazis avaient voulu interdire le port. Et sous cette photographie le message suivant :

« Ne soyez pas tristes, la mort est notre destin inévitable et je crois en une autre vie ».



Émile Roegel, scout à 14 ans

Le monde médical évoqua son engagement exemplaire au service de la médecine, de ses patients, de ses étudiants et confrères et de la science. La famille exprima tout son amour et enfin, au nom de l'Association des Anciens de Tambov Fabienne Pfeiffer, la fille de Robert Lang, vieux compagnon de route d'Émile Roegel¹ exprima le respect profond et la grande amitié des Anciens pour l'un des leurs qui leur était très cher et dont le départ allait être ressenti comme un grand vide.

À l'issue de la cérémonie, sachant qu'au cours des dernières 25 années, j'avais eu assez régulièrement l'occasion d'échanger avec le Professeur Roegel sur quelques uns des nombreux thèmes qui comptaient pour lui, Marcel Spisser me demanda de rédiger un article sur celui auquel nous venions de dire « À Dieu ».

Parler d'Émile Roegel ? Émile Roegel aurait-il souhaité qu'on le fasse et le cas échéant « qui devait le faire » - Moi, qui était incompetent pour parler de sa carrière de médecin et de bien d'autres de ses engagements ? - et le cas échéant, « de quelle manière ? » **En outre, au moment où deux de ses plus proches camarades de l'Association des Anciens de Tambov venaient de décéder, aurait-il souhaité qu'on parle uniquement de lui ? Le souvenir encore frais et bien ancré en moi du caractère extrêmement fraternel des liens de très longue date qui unissaient Émile Roegel aux membres de l'Association des Anciens de Tambov, et la place humble de bon camarade qu'il tint toute sa vie à y avoir, fidèlement, jusqu'à ses derniers jours, m'ôta mes doutes.**

Alors, me souvenant de la bienveillance de ses sourires d'encouragement, et persuadé que de là haut cela lui conviendrait, j'ai choisi, en paix, de présenter dans cet article d'une part la profonde et touchante amitié qui le reliait au dernier carré des Anciens de Tambov et d'autre part de mentionner à quel point son adhésion totale aux valeurs du scoutisme fut décisive dans la fidélité et la profondeur de son engagement au sein de l'association des Anciens de Tambov, mais à n'en point douter, certainement bien au-delà.

Une grande voix de l'incorporation de force

Parmi ceux qui liront ces lignes beaucoup se souviendront des interventions toujours très claires et struc-

1 - F. Pfeiffer parla au nom de cette association et en place et lieu de son père, décédé l'avant-veille, qui en avait été le dernier président.

LE CHANT DE LA PROMESSE

- 1 -
Devant tous je m'en-
gage
Sur mon honneur
Et je te fais hommage
De moi, Seigneur !

(refrain)
**Je veux t'amer sans
cesse
De plus en plus
Protégé par ma pro-
messe
Seigneur Jésus !**

- 2 - (scouts)
Je jure de te suivre
En fier Chrétien
Et tout entier je livre
Mon cœur au Tien.

(refrain)
- 3 - (guides)
Je jure d'être fière
De notre foi
De vivre à ta lumière
Tout près de Toi.

(refrain)
- 4 -
Fidèle à ma patrie
Je le serai
Tous les jours de ma vie
Je servirai.

(refrain)
- 5 -
Je suis de tes apôtres
Et chaque jour
Je veux aider les autres
Pour ton amour

(refrain)
- 6 -
Ta règle a sur nous-
mêmes
Un droit sacré
Je suis fiable, tu
m'aimes
Je maintiendrai !

(refrain)

turées du Professeur Roegel au cours des conférences ou lors de cafés d'histoire du Michel, mais également du souhait qu'il exprima à plusieurs reprises, qu'on ne le considère pas comme « une sorte » d'icône de « Malgré-Nous », mais seulement un Témoin parmi d'autres.

Émile Roegel était une grande voix de l'Incorporation de Force et de l'Âme alsacienne, mais pas une de celle qui demandait aux autres de se taire; une voix qui encourageait les autres témoins à s'exprimer, comme ils le pouvaient, le savaient. Cela le conduisit à rassembler et à mettre en forme et en valeur dans le bulletin des Anciens de très nombreux témoignages qui constituent un legs important pour l'histoire de l'Alsace et des relations franco-allemandes, (et de manière plus limitée « franco-russes ») durant la guerre et les décennies qui suivirent. En aucun cas il ne tenta de s'accaparer du débat sur les Malgré-Nous. Il était important pour lui de laisser la parole aux plus petits, aux moins à même de s'exprimer en public. C'est parce qu'il tint à être au sein des Anciens, non le Président (un poste qui lui fut plusieurs fois proposé mais qu'il refusa), mais seulement un membre (presque) comme les autres qu'il y occupa parmi les autres une place particulière. Il y était apprécié, profondément respecté pour son grand esprit de camaraderie, d'humilité et je crois parfois aussi considéré comme

un grand frère auquel on pouvait toujours s'adresser, parce qu'il était toujours à l'écoute des besoins du groupe, et dont ils étaient tout de même rudement fiers. À « l'écoute », « scout ». 2 mots qui se ressemblent, s'assemblent, rassemblent ?

La ferveur et la vigueur avec laquelle mon voisin de banc et ami, un Monsieur très âgé, très respectable, un immortel de l'Académie Française², entonna avec toute son âme et avec une vitalité dont je ne l'aurai pas cru encore posséder le chant des scouts qu'il connaissait par cœur, me fit me prendre plus conscience de l'importance qu'avait eu le scoutisme dans sa vie.

Scout. Émile Roegel l'avait été jusqu'au bout des ongles. Dès le milieu des années 1930 lui, l'Alsacien bien conscient de la richesse de la part germanique de sa culture alsacienne enracina le développement de ses valeurs autour de celles que contenaient le terme britannique « scout³ ». Surprenant ? Non car Émile Roegel avait profondément fait siennes les généreuses valeurs de Baden Powell qu'il découvrit dans la version alsacienne du scoutisme français de l'entre-deux guerres.

À l'épreuve de la guerre

Être à l'écoute de son prochain, être fidèle à son pays, la France, à Dieu, être toujours à l'écoute du plus faible, faire un avec ceux de son groupe sans jamais chercher à se placer au-dessus des autres, ne jamais chercher à écraser l'autre par son savoir, son statut, sa richesse, un sentiment de supériorité ethnique. Le III^e Reich proposa au scout alsacien de troquer ces valeurs généreuses contre un engagement pour le Führer au nom d'une prétendue supériorité du sang et de sa communauté germanique étriquée, structurée, broyant les individualités.

Lui qui avait rêvé de faire Saint-Cyr fut pourtant incorporé comme tant d'autres de sa génération contre ce que lui disait sa conviction d'âme. Il s'était engagé scout. On « l'engagea » soldat allemand.

Imbu de sa prétendue supériorité germanique le système qui le contraignit à entrer dans ses troupes comme tant d'autres Alsaciens-Lorrains reposait sur des valeurs diamétralement opposées à celles du scoutisme et à sa conception d'une Nation Française, issue d'une histoire glorieuse et d'idées généreuses.

Dans le cas d'Émile Roegel l'impossibilité d'adhérer aux « valeurs nazies » allait doublement de soi, d'une part à cause de son engagement scout qu'il n'oubliera jamais, allant jusqu'à nous le rappeler dans sa messe d'adieu et d'autre part à cause de ses sentiments pour la France.

2 - L'intéressé se reconnaîtra et les habitués des cafés d'histoire du Michel également.

3 - Un terme tout de même d'origine française car dérivé du verbe « écouter ».



Moment d'échange entre une classe de 3^{ème} et Émile Roegel et Charles Helmbacher : deux anciens Malgré-nous

C'est parce que le III^e Reich ne pouvait pas le concevoir qu'il incorpora tant d'Émile Roegel, qui, de leur côté, ressentirent leur incorporation forcée comme une salissure dans leur âme qui allait leur coller à la peau jusqu'à leur mort; que celle-ci fut rapide, au front ou en captivité, ou dans le siècle qui allait suivre. Il y eut en tout quelque 130 000 Malgré-Nous alsaciens-mosellans. Une bonne partie de ceux-ci, comme Émile Roegel en août 1944, allait prendre le risque de se présenter désarmés face à ceux d'en face, avec le risque de se prendre une balle dans le dos de la part de ceux dont ils refusaient de défendre les idées et les positions militaires.

Malgré son jeune âge, les douleurs au corps et à l'âme, le froid, la faim, la soif, la fatigue, la maladie, le scout français empreint de ses valeurs humanistes resta présent même sous l'uniforme allemand, même sous l'uniforme de prisonnier.

À l'issue de ses classes militaires Émile Roegel se trouva au Danemark où malgré son uniforme d'occupant il sympathisa avec des scouts locaux⁴ proches de la Résistance, avant d'arriver sur le front germano-soviétique où, le jour de ses 19 ans, il se jeta « un peu naïvement » devant un Russe qui ne l'avait absolument pas vu venir, sans vraiment penser que celui-ci aurait pu le tuer (et pensant des années plus tard que lui aussi aurait facilement pu tuer ce jeune Russe éloigné des siens).

Sa foi et son désir de servir les autres aidèrent Émile

Roegel à côtoyer la mort, sur le front bien sûr, mais également à Tambov, mais pas seulement puisque quelques jours après sa désertion, près de Kiev, dans une usine, il vit un étage de prisonniers s'effondrer sur ceux qui dormaient en-dessous, tuant et mutilant plusieurs dizaines d'hommes.

Tambov : le froid, mais surtout l'impuissance à se rendre maître de son destin. Il survécut comme tant d'autres dans ce camp où chacun luttait pour sa survie et contre la désespérance. Au milieu des épreuves la joie d'avoir découvert un jour des plantes comestibles sur le toit d'une baraque. Dans la morosité, dans la faiblesse des corps, dans le désespoir des âmes... rien de particulier à signaler de plus ou de moins par rapport à ce que vécurent tant d'Alsaciens-Mosellans, si ce n'est que sa carrière en pneumologie ne fut certainement pas étrangère à son séjour durant quelques semaines à la filiale de l'hôpital de Kirsanov à Rada-Tambov au milieu des tuberculeux, pour cause de pneumonie.

Le retour : solidaire de ceux de sa génération

À son retour, comme tant d'autres, il se maria, eut des enfants, une carrière professionnelle. Dotée de capacités intellectuelles et morales remarquables il fit cette grande carrière médicale qui nous fut décrite par ses ex-confrères et élèves lors de la messe d'enterrement.

Son intelligence doublée d'une capacité d'enga-

4 - Des Danois qui 70 ans plus tard, rédigèrent sur internet un article mentionnant leur rencontre avec un scout français, un certain « Émile Roegel » sous uniforme allemand.

gement extraordinaire contribua rapidement à démarquer ce médecin, et le propulsèrent rapidement « tout en haut », là où il aurait pu ne plus être en contact avec ceux de sa génération qui n'évoluaient pas dans ces hautes sphères dans lesquelles lui, l'intellectuel « arrivé », aurait pu se complaire. Mais cette capacité d'être toujours à l'**écoute**, avec son cœur, avec son bon sens, avec humilité et un goût prononcé pour la nature n'avait jamais quitté celui qui était devenu le Professeur Roegel. Il refusa de s'isoler de ceux de sa génération qui avaient partagé avec lui l'épreuve du feu, mais plus encore, d'avoir été sali dans leur âme par le port de cet uniforme, aux antipodes des valeurs du scoutisme et de la France des Droits de l'Homme dont il se reconnaissait.

Sur la douloureuse question de l'incorporation de force Émile Roegel était tout simplement totalement solidaire de ceux de sa génération. Il faisait bloc avec eux, au nom de ceux qui avaient eu moins de chance que lui. Parmi les rescapés de l'incorporation de force, Émile Roegel n'était plus le Professeur, mais seulement un camarade comme les autres, comme un scout dans sa cordée, pas meilleur, totalement inclus.

Jusqu'à ses derniers moments Émile Roegel conserva la conscience d'être un de ces 135 000 de sa génération qui, parce qu'Alsaciens-Mosellans, eurent à partager comme lui un destin mortifère pour l'âme. Il savait que les siens, ceux de sa génération de son « Ländle » n'avaient pas eu le choix de faire autrement et que néanmoins ils portaient en eux des blessures qui ne cicatrifieraient jamais totalement. Alors, quand il le pouvait, il s'exprimait à ce sujet, témoignait.

Il aurait pu se faire le héraut de ceux de sa génération, mais il préféra rester camarade parmi ses camarades comme un simple scout reste lié à sa troupe. Émile Roegel aimait cette base populaire qui lui rappelait l'Alsace des campagnes de son enfance, et la simplicité de son monde d'origine. Il aimait être parmi eux, pour parler (ou d'ailleurs parfois aussi pour ne pas parler), mais jamais pour ne pas être à l'écoute les uns des autres avec bienveillance et amitié.

Et n'en déplaise à certains historiens c'est parce que dans certains cas « ceux qui y étaient » ont le droit de s'affranchir des canons de la grammaire que, comme ses camarades issus de milieux simples, Émile Roegel se disait « Malgré-Nous » et non « Malgré-Moi » ou Incorporé de force comme ses camarades qui n'avaient pas été choisis par Montaigne et La Boétie, ils avançaient tout simplement ensemble et quand ils se retrouvaient, toutes voiles dehors, ils s'appréciaient et se comprenaient.

Même lorsque l'âge vint, cet esprit, cette amitié au nom du vécu de ceux de leur génération, union sacrée de ceux qui savaient, pouvaient et se devaient de témoigner au nom des camarades disparus, per-

dura. Même lorsque la troupe des survivants fondit, au point de ne devenir qu'une dernière sizaine, ils continuèrent à s'apprécier et à parler de tout, même de leur mort à venir, le charbonnier, l'apiculteur passionné, l'ex-boulangier, l'ex-instituteur ou employé et lui le Professeur de médecine.

Et lorsque les plus lettrés d'entre eux – tel ce général 5 Étoiles ex Malgré-Nous – prenaient la plume ou la voix, ce n'était pas pour parler de leur « Moi » de « Malgré-moi » mais de leur « Nous » de Malgré-nous. Ils avaient consciemment ou pas prêté un jour le serment de rester jusqu'au bout au service de ceux de leur génération qui étaient morts, durant la guerre⁵ ou plus récemment, qu'ils soient passés par Tambov ou non.

C'est dans cet esprit que, quelques mois avant sa mort, malgré la maladie, Émile Roegel nous reçut plusieurs fois, Monique Fuchs, la directrice du Musée historique de Strasbourg, et moi-même, pour répondre en compagnie du professeur Rapp, réfractaire à l'incorporation de force, à nos questions insolites aux derniers représentants de leur génération sacrifiée sur fonds de Seconde Guerre mondiale.

Merci au bon camarade de ceux de sa génération pour ces nouveaux legs aux fonds d'archives de l'Alsace mais aussi pour vos leçons d'amitié et d'humanité toujours à « l'**escoute** » de vos camarades Robert Lang, André Muller, André Faber ou Charles Helmbacher pour ne citer que quelques uns des dignes représentants du dernier carré des Anciens de Tambov.

Quand l'un d'eux manquait à bord c'est qu'il était mort. Ils se retrouveront les uns après les autres sur l'autre bord de la vie. Parmi eux il y avait de très grandes âmes à l'écoute les uns des autres dans l'esprit de camaraderie et de droiture prôné par Baden Powell, dont l'une s'appelait Émile Roegel. L'Alsace peut être fière de l'avoir compté parmi ses enfants. ■

Régis Baty



5 - Au front ou avant comme le scout Marcel Weinum, décapité pour avoir commis un attentat à la grenade sur le gauleiter Wagner, un scout avec lequel durant été 1940 Émile Roegel avait exploré des blockhaus de la ligne Maginot.



À Dambach-la-Ville (Bas-Rhin) : une place des Incorporés de Force

Dambach-la-Ville compte 69 morts ou disparus sous un uniforme non désiré. Soucieux de garder la mémoire de ces enfants « sacrifiés », le conseil municipal a décidé d'appeler « place des Incorporés de Force » l'espace qui se situe devant le monument aux morts de la cité. L'inauguration eut lieu le 25 août 2019, 77 ans jour pour jour après la promulgation, par le Gauleiter Wagner, du sinistre décret mettant en place l'incorporation de force. L'initiateur du projet, l'adjoint au maire et trésorier de l'AMAM, Philippe Schuhler, maître de cérémonie, sut émouvoir l'assistance par un discours à portée historique et mémorielle, un discours pour se souvenir d'un événement historique tragique, de ses victimes, des souffrances subies, afin de faire en sorte que ce type d'événement ne se répète pas. Nous lui laissons la parole :

Mesdames, messieurs, chers amis.

Je vous remercie, au nom de la municipalité et bien entendu en mon nom personnel, d'être venus aussi nombreux en cette fin d'après-midi assister à la commémoration des décrets du 25 août 1942 instaurant l'incorporation de force en Alsace et au dévoilement de cette plaque donnant le nom de **PLACE DES INCORPORÉS DE FORCE** à ce lieu situé devant le monument aux morts.

Mon salut s'adresse à l'ensemble des personnes ici présentes et bien sûr à vous, fils, filles ou descendants de Malgré-Nous. Leur destinée fut identique, mais leur destin fut personnel.

**Nous avions 18 ans ou un peu plus,
Nous aimions la vie, le bruit et même plus encore,
Nous aimions notre maison, notre village et même un peu plus,
Nous aimions nos pères, nos mères et beaucoup plus,
Nous aimions les filles, leurs sourires et beaucoup plus,
Mais ils nous ont cassé nos rêves, nos espoirs et beaucoup plus,
Ils nous ont pris nos joies, nos espérances et beaucoup plus.**

Je viens de vous lire ces quelques vers issus d'un poème écrit par l'ancien incorporé de force André Bechtel. Sept vers lus par le président Nicolas Sarkozy le 8 mai 2010 à Colmar. Il était venu en Alsace réparer une injustice

et dire aux français ce que fut le drame de l'Alsace et la Moselle

Devoir de mémoire ou devoir d'histoire

Vous êtes encore quelques dizaines de milliers à avoir subi ces heures sombres. Le jour viendra, où ces mémoires vivantes se seront tues. Alors ce moment pourrait constituer le passage de la mémoire à l'Histoire (avec un grand H).

Le devoir de mémoire est important, il s'est imposé dans le paysage national. Il suffit de voir l'inflation galopante des journées commémoratives. On commémore aujourd'hui la libération de Paris en 1944, là l'abolition de l'esclavage ou la journée d'hommage des morts de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie. Chez nous en Alsace, quelques communes se souviennent, chaque année, des décrets du 25 août 1942, c'est le cas à Dambach.

Mais ce devoir de mémoire doit impérativement s'accompagner d'un devoir d'histoire. À quoi cela sert-il d'être là devant ce monument ou devant cette plaque si nous ignorons la finalité de notre geste. Permettez-moi de citer l'universitaire et historien français Antoine Prost : « Rappeler un événement ne sert à rien, même pas à éviter qu'il ne se reproduise, si on ne l'explique pas (...). Si nous voulons être les acteurs responsables de notre propre avenir, nous avons d'abord un devoir d'histoire ». Et là nous avons toutes et tous un rôle à jouer. À Schirmeck, se dresse le Mémorial qui retrace en détail l'histoire et les paradoxes de notre région. À charge pour nous d'expliquer et de transmettre cette histoire. Mais ce but incombe surtout à l'Éducation Nationale et à ses professeurs d'histoire. Et là



Jean Kaemmerlé, né en 1926, incorporé de force dans la Waffen SS a dévoilé la plaque en compagnie de Philippe Schuhler, adjoint au maire

je tiens à féliciter, ici présent, Marcel Spisser, ancien inspecteur pédagogique régional d'histoire et actuel président des Amis du Mémorial d'Alsace-Moselle. Au début des années 2000, grâce à sa pugnacité, il a réussi à consacrer deux pages du Manuel d'Histoire Hachette de première à la tragédie des Malgré-Nous. Malheureusement, l'enseignement de l'histoire n'est pas un si long fleuve tranquille. Au gré des réformes que l'EN subit ou endure, un homme politique en charge de ce ministère, régalien par nature, a décidé en 2010-2011 de supprimer les cours d'histoire en terminale et de mettre ainsi à la trappe l'histoire des Malgré-Nous. Heureusement que les enseignants de notre académie et ceux de Moselle savent appréhender l'histoire si complexe de nos trois départements martyrs durant la première moitié du 20^{ème} siècle.

L'incorporation de force et son histoire

Mais non, il n'y a jamais eu d'incorporé de force en Alsace, les Alsaciens ont accueilli à bras ouverts la Wehrmacht venue les délivrer du joug français, de ces fonctionnaires ou enseignants venus de Paris arrogants envoyés par la très jacobine 3^{ème} république. Nous avons été libérés en 1940, nous étions tous volontaires pour combattre dans les steppes de l'Est et à Oradour sur Glane il n'y avait que des incorporés alsaciens volontaires dans la Waffen SS. Cette uchronie, ce récit d'événements fictifs à partir d'un point de départ historique nous fait mal, nous blesse. C'est violent, indécent.

Nous autres, Alsaciens, nous avons entendu, lu et subi ces inepties que je viens de vous livrer.

Un journal du Sud-Ouest annonçait encore, il y a quelques années, aussi sèchement que 130 000 Alsaciens-Mosellans auraient été, je dis bien auraient été enrôlés de force (à noter l'emploi du conditionnel). Un survivant d'Oradour affirmait encore douter du caractère forcé de l'incorporation des jeunes alsaciens ayant participé au massacre d'Oradour en 1944. Souvenons-nous de ce documentaire sur la Waffen SS diffusé sur la 3 à charge contre les Malgré-Nous. Marcel Spisser, à chaque visite du Mémorial qu'il anime ou à chacune de ses interventions cite toujours les propos tenus à la sortie du Mémorial par un inspecteur d'académie de Toulouse : « Je vous demande pardon. Vu depuis le sud de la France, j'étais convaincu que tous les Alsaciens étaient des collaborateurs et des volontaires dans la Wehrmacht. J'ai compris mon erreur. Pardon ». Petit rappel qui s'impose ce sont les miliciens de la France occupée qui ont traqué inlassablement juifs et résistants et participé à leur déportation et leur assassinat. Et c'est la division SS Charlemagne composée de volontaires français qui fut la dernière à défendre le bunker d'Hitler à la fin de la guerre.

De là, vient probablement le mutisme des incorporés de force à leur retour en France libérée. Ils refusaient d'évoquer leurs années de guerre, honteux d'être revenus vivants de l'enfer alors que le voisin d'en face avait vu périr un, deux ou ses trois fils, honteux d'avoir dû porter un uniforme ennemi, honteux peut-être aussi d'être parmi les vaincus, on ne connaît et estime que le vainqueur, « malheur aux vaincus ». Silence des expulsés, de ceux qui ont pu échapper à l'enrôlement, silence des volontaires dans les rangs des armées allemandes (ils furent, d'après des études récentes menées par un étudiant de Master de l'université de Strasbourg, moins de 2800), silence de ceux qui ont pactisé avec l'ennemi, « die wo geschewellt han », silence des résistants ou silencieux pour avoir tout simplement fait le dos rond pendant l'annexion. Désormais loin est le temps du fameux « enfin, Redde m'r nemm devon » titre d'une pièce de Germain Muller et que je traduirai en ces quelques mots « n'en parlons plus ... de la guerre et de l'annexion nazie ». Les incorporés de force ont pris leur temps pour en parler, pour se livrer.

Dès la mobilisation du 2 septembre 1939, une partie des localités alsaciennes, dont Strasbourg, proches de la frontière allemande sont évacuées principalement dans le Sud-Ouest de la France. Ces Ya-Ya, on appelait ainsi les réfugiés d'Alsace, regroupés entre eux sont souvent vus d'un mauvais œil par une population locale qui fait l'amalgame Alsacien = Boche, réminiscence de 14-18 ou de 1870.

La Wehrmacht lance le 10 mai 40 son offensive non pas sur les rives du Rhin mais au nord-est de la France. C'est la fin de la drôle de guerre. Envahie par les troupes allemandes à partir du 15 juin, l'Alsace est rapidement occupée. En moins de six semaines, la France défaite capitule. Pétain, héros de Verdun, signe l'armistice le 22 juin 1940. La convention d'armistice ne comporte aucune clause territoriale relative à l'Alsace et à la Moselle et aucun traité de paix n'est signé par la suite. En droit international, les alsaciens sont et restent citoyens français. Entre-temps Hitler a nommé Robert Wagner Gauleiter de Bade, un de ses plus fidèles lieutenants, chef de l'administration civile en Alsace. Le régime nazi faisant fi de ce droit révoque maires et enseignants, ainsi Joseph Muller maire de Dambach fut démis de ses fonctions le 20 septembre 1940, envoyé au camp de sûreté de Vorbrück-Schirmeck puis assigné à résidence à Saverne. Wagner zélé s'engage auprès d'Hitler à nazifier l'Alsace en moins de cinq ans. Il germanise dans un premier temps puis nazifie, débaptisant rues et prénoms, spoliant, convertissant de façon forcée le franc en mark, chassant juifs, francophiles et patriotes, et quadrillant villes et villages.

Et c'est bien là la différence fondamentale, méconnue en Vieille France et certainement aussi chez nous en Alsace, entre nos trois départements martyrs et le reste de la France, certes divisée en deux zones dans un pre-

mier temps, la zone dite libre au sud de la Loire et au nord la zone occupée. L'Alsace était donc annexée au III^{ème} Reich Allemand. Les Alsaciens étaient, selon les dignitaires nazis, des Volksdeutsche, des Allemands de souche, et le but final de Hitler et de Wagner est d'en faire des Reichsdeutsche, des citoyens du Reich. Il y a eu des appels du pied au volontariat des jeunes alsaciens dans la Waffen SS et dans la Wehrmacht, mais qui n'apportèrent pas le succès escompté du Gauleiter.

En 1941, l'engrenage morbide propice à une incorporation se déclenche, Wagner rend obligatoire en Alsace le Reichsarbeitsdienst (le RAD). Ainsi plus de 130 Dambachois et Dambachaises vont devoir quitter la région, partir dans le Reich pour y recevoir un endoctrinement nazi et un entraînement paramilitaire. Mais Robert Wagner veut et tente d'obtenir l'incorporation des jeunes Alsaciens dans l'armée allemande. Cela dans l'immédiat lui est juridiquement impossible, seuls les ressortissants allemands peuvent être incorporés dans les armées du III^{ème} Reich. En plus la convention de la Haye de 1907 signée par l'Allemagne et celle de Genève de 1929 ne permettent pas à un belligérant de forcer les nationaux de la patrie adverse à prendre part aux opérations de guerre contre leur pays. Mais la menace d'une incorporation se précise, de plus en plus de jeunes souhaitant s'y soustraire fuient l'Alsace, franchissent les Vosges ou gagnent la Suisse. Par un artifice juridique, Wagner donne la nationalité allemande aux jeunes alsaciens en âge d'être incorporés par l'ordonnance scélérate du 24 août 1942 relative à la nationalité. Je vous cite l'article principal de ce décret :

a) Sont ou seront incorporés dans la Wehrmacht ou la Waffen SS

Ou b) sont reconnus comme des Allemands éprouvés ».

Ordonnance diabolique suivi le lendemain 25 par le décret le plus funeste de l'histoire contemporaine de notre région. Je vous livre son 1er article :

« Les hommes appartenant au peuple allemand en Alsace et faisant partie des classes qui seront ultérieurement indiqués par un règlement spécial sont soumis au service militaire dans la Wehrmacht ».

Robert Wagner contrairement aux Gauleiter de Moselle et du Luxembourg obligera même des classes d'âge à servir dans la Waffen SS, c'est le cas notamment de la classe 1926 qui sera versée partiellement dans ces unités SS.

C'est le premier crime de guerre du Reich Allemand à l'encontre des Alsaciens.

À partir de ce moment les jeunes alsaciens tentent en masse de quitter l'Alsace, non sans risques, rappelons nous les 18 fusillés de Ballersdorf dans le Haut-Rhin.



La plaque commémorative

Des mesures coercitives ont déjà été prises contre les parents de jeunes réfractaires qui refusent l'incorporation de force, mais Wagner durcit sa politique répressive en instaurant le 1^{er} octobre 1943 la responsabilité de la famille, du clan, la « Sippenhaft » en cas de refus de se laisser incorporer d'un membre de la famille, du clan. Ainsi des familles dont un des leurs se soustrait à l'obligation forcée de porter l'uniforme allemand sont envoyées dans le camp de Schirmeck, leurs biens confisqués, expulsées d'Alsace et transférées dans des camps en Allemagne. Sont concernés par la « Sippenhaft », père, mère, sœur, frère, grands-parents ainsi que l'employé au service de la famille du réfractaire. L'entrée en vigueur de ce décret inique fut fixée rétroactivement au 25 août 1942, date de l'ordonnance de l'incorporation en force.

C'est là le deuxième crime de guerre des nazis.

Quelle épée de Damoclès au-dessus de la tête des jeunes gens en passe d'être incorporés. Parmi ceux-ci, dont certains avaient à peine 17 ou 18 ans, lequel pouvait prendre le risque d'envoyer ses proches en camp en Prusse Orientale ? Un de nos membres de l'AMAM, qui a fui, a envoyé ses parents en camp de concentration : il a dit, en larmes : j'ai tué mes parents. Son père est mort déporté au Struthof, sa mère meurt à Ravensbrück.

Les autorités de Vichy par leur silence ont ainsi livré près de 130 000 Alsaciens Mosellans, des classes 1907 à 1928, à la Wehrmacht et à la Waffen SS.

10 000 sont portés disparus, 30 000 sont morts.

Ils furent près de 190 Dambachois âgés de 16 à 36 ans à devoir porter l'uniforme honni. Une trentaine d'entre eux furent prisonniers dans les sinistres camps ou hôpitaux russes de Tambov, Kirsanov ou Batnadorf.

69 compatriotes furent victimes de ce conflit. Ils reposent, si la sépulture existe, en terre russe, dans les pays baltes, en Grèce, dans l'ex-Yougoslavie, en Roumanie, en Hongrie, en Italie, dans l'ex-Allemagne de l'Est ou dans des tombes communes à jamais détruites.

Des familles espéraient encore dans les années 1950 au retour de l'être cher ; « er esch vermisst ».

Les survivants à leur retour en France ont été déclarés Déporté Militaire.

Les incorporés de force ou leurs ayant-droits ont reçu comme compensation à cette cruelle épreuve de l'état allemand l'équivalent de 1 400 euros entre 1984 et 1986 et en 1989.

Les jeunes femmes incorporées dans le RAD ou dans le KHD ont quant à elles touché 800 euros entre 2008 et 2017.

Les incorporés de force ont droit de la part de l'État français à une retraite du combattant et pour certains

d'entre eux à une pension d'invalidité.

Les morts ou disparus ont été reconnus « Mort pour la France », par le Général de Gaulle. Leurs noms malheureusement ne sont pas gravés sur ce monument.

Cette plaque rappelle une page douloureuse de notre histoire. Puisse-t-elle être l'ultime hommage et réconfort de notre village pour ce qu'ils ont enduré pendant ces années de feu et de sang. Nous nous inclinons devant leurs souffrances et devant leur souvenir.

Je terminerai cette longue intervention en citant une réflexion tirée du témoignage de Charles Mitschi, incorporé de force, libéré du camp de Tambov, directeur d'école, chef de chorale et profond humaniste.

« Nous en sommes sortis mûris, conscients des forces intérieures qui sommeillent en nous (...). Nous nous sentons plus sensibles à la dignité, à la tolérance, à la solidarité, à la justice et surtout à la Paix ».

Mon père, né en 1920, rentre au pays en septembre 1945 grièvement blessé, retrouve ses deux frères, Malgré-Nous comme lui, mais il a perdu son frère Adolphe en janvier 45 près de Francfort sur Oder. Il a pardonné aux Allemands.

Un pardon sans oubli.

À méditer. ■

Philippe Schuhler

APPEL AUX FAMILLES DE MALGRÉ-NOUS

Deux musées russes recherchent des objets ayant appartenu à des anciens prisonniers du camp de Tambov.

Cet été, l'association *Pèlerinage à Tambov* a été contactée par ses amis russes avec une demande particulière : les musées des villes de Tambov et de Kirsanov ont décidé de consacrer une salle à la présence sur leur territoire de prisonniers Malgré-nous alsaciens, mosellans et luxembourgeois entre 1943 et 1946.

Pèlerinage à Tambov lance un appel aux familles de Malgré-nous alsaciens pour tenter de récupérer des cuillers, gamelles, ou pièces d'uniformes, carnets, ayant appartenu à des rescapés du camp

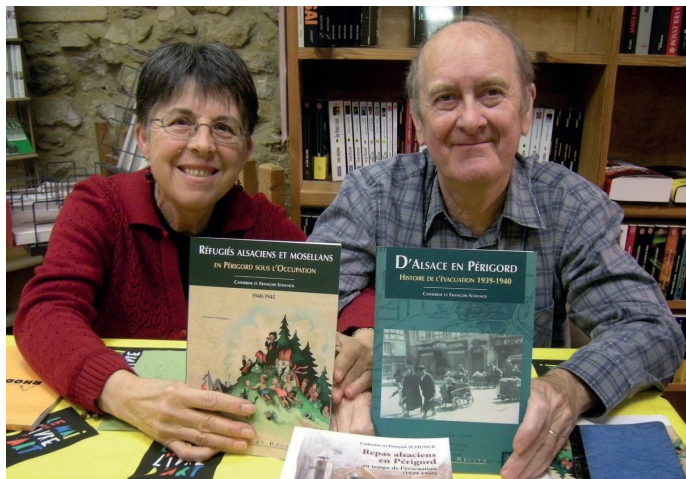
de Rada-Tambov afin de présenter ceux-ci de manière non anonymisée dans ces musées russes. Relier chacun des objets à la photo de celui qui les a ramenés et expliquer ce que ce Malgré-nous est devenu par la suite, doit servir à montrer aux Russes que certains des prisonniers furent par la suite des hommes qui s'engagèrent avec passion dans la société française, comme parents, ou sur un plan professionnel, associatif, communal... et parfois militaire, en présentant également une photo d'eux lors de leurs dernières années.

► Si vous possédez de tels objets et souhaitez leur permettre de donner un visage aux Malgré-nous auprès des populations des sites où ils furent internés, merci de contacter **Marlène Dietrich**, présidente de *Pèlerinage à Tambov* au 03 88 09 09 07. Vos objets pourront être déposés sur Colmar, Strasbourg et Reichshoffen. ◀

Les rendez-vous de l'AMAM

Les 80 ans de l'évacuation

AU MÉMORIAL DE SCHIRMECK



Catherine et François Schunck

Affluence exceptionnelle le samedi 31 août 2019, au Mémorial de Schirmeck, pour un café d'histoire consacré au 80^{ème} anniversaire de l'évacuation de septembre 1939. Catherine et François Schunck sont spécialement venus de Périgueux pour nous présenter leur dernier livre « Strasbourg Périgueux, villes soeurs » (Édition Secrets de Pays, 2019)

Catherine est périgourdine, François est d'origine alsacienne. Voilà qui explique leur intérêt commun pour la venue des Alsaciens en Dordogne... Parmi les nombreuses publications qui rendent compte de leurs travaux, citons : *D'Alsace en Périgord, Histoire de l'évacuation 1939-1940* (2006), *Repas alsaciens en Périgord au temps de l'évacuation, 1939-1940* (2008), *Alsace-Périgord, Le choc culturel* (2009), *Réfugiés alsaciens et mosellans en Périgord sous l'Occupation, 1940-1945* (2012), *1940 en Dordogne, année de rupture* (2015).

Dans leur sixième livre, qu'ils présentent aujourd'hui, ils explorent, avec leur rigueur habituelle, « le temps de la cohabitation » suivi par « le temps du souvenir ». Une iconographie très riche et souvent inédite, contribue à faire de cet ouvrage un document incontournable, préfacé par Catherine Trautmann, ancienne maire de Strasbourg et ministre de la Culture.

Les deux auteurs ont bien voulu répondre à nos questions :

Q - À l'occasion du 80^{ème} anniversaire de l'évacuation des Alsaciens en Dordogne, vous faites paraître aux éditions Secrets de Pays un livre intitulé *Strasbourg Périgueux, villes soeurs*. Pourquoi ce titre ?

Strasbourg était à Périgueux pendant l'année d'évacua-

tion et certains Strasbourgeois, dont le maire élu, Charles Frey, y sont restés jusqu'à la fin de la guerre.

Après guerre, comme d'autres communes d'Alsace et de Dordogne, Strasbourg et Périgueux ont envisagé un jumelage. Mais, jugé trop contraignant, il ne s'est pas fait. Cependant, en 1984, les deux maires, le Strasbourgeois Marcel Rudloff et le Périgourdin Yves Guéna, ont signé un protocole de « villes sœurs », formule beaucoup plus souple.

Le protocole nous dit que des villes sœurs sont des « villes qui ont accompli une partie de leur histoire en commun et sont unies par des rapports privilégiés ».

Ce titre nous a paru approprié puisque notre livre décrit l'histoire commune des deux villes, qui commence en septembre 1939, puis aborde les liens qui se sont tissés entre elles jusqu'à nos jours.

Q - Comme vos livres précédents, celui-ci parle de l'Évacuation. Ne craignez-vous pas de vous répéter ?

Ce risque, dont nous étions conscients, n'existe que pour la première partie du livre intitulée « Le temps de la cohabitation ».

Il nous a bien fallu planter le décor en expliquant pourquoi l'évacuation de Strasbourg et comment elle a été mise en œuvre. Ceux qui ont lu nos précédents ouvrages reconnaîtront sans doute la trame.

Mais ils la découvriront au travers de témoignages différents de ceux de nos livres précédents, de documents nouveaux et de photos inédites consacrés uniquement à Strasbourg et Périgueux.

Cette partie comporte aussi quelques notices originales consacrées à des personnalités strasbourgeoises évacuées à Périgueux

Q - Vous avez évoqué la première partie du livre. C'est donc qu'il en comporte au moins une deuxième ?

Il y a en effet une seconde partie : « Le temps du souvenir ».

Entièrement nouvelle, cette partie traite des rapports d'après-guerre entre les deux villes, jusqu'à nos jours. Elle décrit les hauts et les bas d'une relation qui ne fut pas un long fleuve tranquille avec plusieurs moments forts séparés par de plus ou moins longues périodes de calme plat.

Nous y montrons le rôle majeur, dans l'entretien du souvenir, de l'amicale des anciens de la Dordogne, devenue plus tard l'amicale Alsace Lorraine Périgord, ainsi que l'influence de la personnalité des maires des deux villes

dans l'attention et l'importance accordées aux commémorations.

Q - En feuilletant le livre on découvre que l'iconographie est plus fournie et variée que dans vos ouvrages précédents. Quelle en est la raison ?

L'importance de l'iconographie résulte d'une demande de notre éditeur, Jacky Tronel. Dans l'idéal, il aurait voulu une image par page. Cela n'a pas été possible mais nous en approchons...

De nombreuses photos et plusieurs des documents qui illustrent cet ouvrage nous ont été offerts par les lecteurs de nos précédents livres ou bien des personnes que nous avons rencontrées dans les salons du livre et les conférences que nous donnons.

Il nous a paru intéressant de proposer en fin d'ouvrage trois pages avec les photos de soixante personnalités qui, à des degrés divers, ont joué un rôle dans cette histoire. Cela permet de mettre des visages sur la plupart des noms rencontrés au cours de la lecture.

Q - Une fois n'est pas coutume, nous terminerons par la préface. Elle est signée Catherine Trautmann. Pouvez-vous nous en dire plus ?

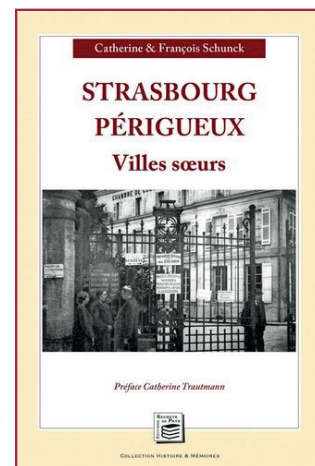
Notre premier livre, *D'Alsace en Périgord*, a été préfacé par Yves Guéna, maire de Périgord et ancien ministre. Roland

Ries, maire de Strasbourg, et Michel Moyrand, maire de Périgord, ont préfacé nos *Repas alsaciens en Périgord au temps de l'évacuation*.

C'était pour nous une évidence de demander à Catherine Trautmann de préfacier *Strasbourg Périgord villes sœurs*, parce qu'elle est un des personnages principaux de la seconde partie du livre où une photo la montre dansant la bourrée en 1989 à Atur. Son entente avec Yves Guéna, alors qu'ils étaient de camps politiques opposés, fut une des causes de l'éclat des commémorations du cinquantenaire de l'évacuation.

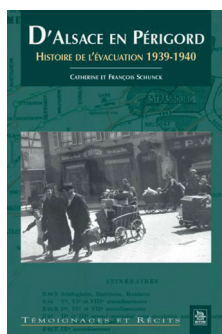
Par ailleurs, nous trouvions une sorte de symétrie à lui demander de préfacier notre dernier livre alors qu'Yves Guéna avait préfacé le premier : comme lui, elle avait été maire de sa ville et ministre.

Encore fallait-il qu'elle acceptât, ce qu'elle fit avec gentillesse, et elle nous livra une préface qui n'est pas seulement de circonstance. Nous en sommes très honorés. ■



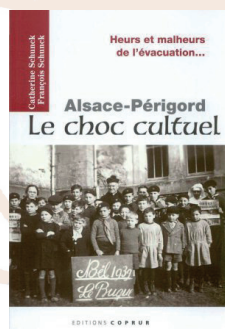
Confert les fiches pédagogiques

► Les publications de Catherine et de François sur l'évacuation.



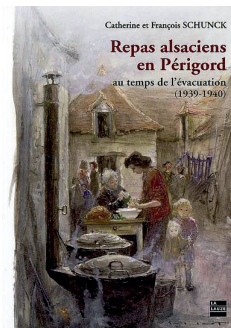
D'alsace en Périgord, histoire de l'évacuation entre 1939 et 1940

Grâce à de nombreux témoignages, à l'exploitation des documents d'archives et des journaux de l'époque, nous présentons les causes de l'Évacuation et la cohabitation entre les évacués alsaciens et leurs hôtes périgourdiens.



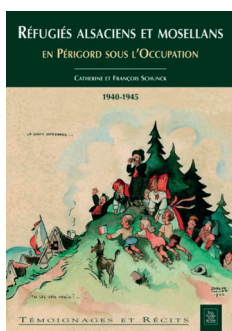
Alsace-Périgord, le choc culturel

Nous décrivons la difficile cohabitation à l'école du régime concordataire alsacien avec celui de la séparation de l'Église et de l'État, ainsi que les moyens mis en œuvre par les autorités religieuses pour permettre la célébration du culte.



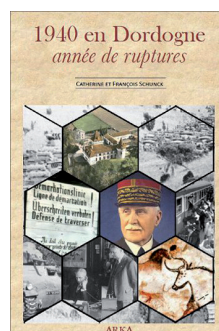
Repas alsaciens en Périgord, au temps de l'évacuation (1939-1940)

Dans ce livre, paru à l'occasion du Salon du Livre gourmand de 2008, nous tentons d'approcher du mieux possible la rencontre de deux traditions culinaires en période de guerre et d'en montrer les conséquences.



Réfugiés alsaciens et mosellans en Périgord sous l'occupation

Ce livre, qui fait suite à *D'Alsace en Périgord*, traite de la présence alsacienne et lorraine en Dordogne, résultat de l'Évacuation, de l'Exode et des expulsions, depuis l'armistice de 1940 jusqu'à la fin de la guerre.



1940 en Dordogne, année de ruptures

Ce livre présente les ruptures territoriale, politique, institutionnelle, démographie, militaire et sociale consécutives à l'armistice de 1940 et leur conséquences pour le département de la Dordogne et les Périgourdiens.

Les rendez-vous de l'AMAM

Le saviez-vous ? Ils étaient évacués !

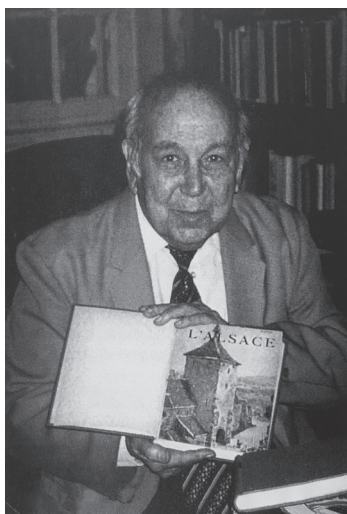


GERMAIN MULLER : Germain Muller a été très jeune en 1937 à 14 ans élève au Conservatoire de théâtre de Strasbourg sous le pseudonyme de Germain Meunier. Il crée à Strasbourg un ensemble vocal de sept filles et trois garçons, « La bande à Fred et Jo » qui anime des soirées locales et connaît d'emblée un grand succès.

Évacué à Périgueux avec sa famille, Germain reconstitue son groupe avec des Périgourdins et des Alsaciens sous le nom de « Compagnie Germain Meunier » et retrouve très vite le succès

Dans le journal local « L'Argus du Périgord » du 16 décembre 1939 on peut lire « Signalons que nous aurons le plaisir d'entendre au cours de ce gala deux rescapés des cabarets strasbourgeois : Melle Andrée Paradis, dans son répertoire de chansons de genre, et le trépidant fantaisiste Germain Meunier du cabaret Fred et Géo (sic) »

Simultanément il s'inscrit en 3^{ème} année d'enseignement dramatique au Conservatoire de Bordeaux où il rencontre François Périer son aîné de quatre ans. À l'issue de son cursus bordelais Germain sortira major de sa promotion.



GEORGES LIVET

Quand la guerre est déclarée en 1939, Georges Livet effectue son service militaire à Orléans. Après l'exode et la débâcle de mai-juin 1940 il est affecté à la surveillance de la ligne de démarcation. Démobilisé, il s'installe à Périgueux. Là, l'inspecteur d'Académie le nomme comme professeur d'histoire-géographie au lycée de garçons et à l'École Normale où ont été regroupés les jeunes alsaciens et lorrains des Écoles Normales de Strasbourg et Colmar.

Parallèlement il poursuit ses études à la faculté des Lettres de Clermont-Ferrand où il passe un diplôme d'études supérieures sur « La Double du Périgord » qui sera publié en 1942 dans la « Revue géographique des Pyrénées et du Sud-ouest ». Ce diplôme est complété par une étude de « la vie paysanne avant la révolution dans la Double du Périgord » à partir des cahiers de doléances des paroisses de la région. Suite à ces travaux Georges Livet sera nommé à l'Institut de Clermont-Ferrand.

En 1945, de retour à Strasbourg, il est nommé au lycée Kléber et deux ans plus tard à la Faculté des Lettres dont il deviendra doyen en 1963.



MARCEL MANGEL, « Le mime Marceau » : Né à Strasbourg en 1923, Marcel Mangel, fils d'un boucher d'origine polonaise est passionné de théâtre depuis son enfance. Il trouve l'opportunité de donner des spectacles à la colonie de vacances de Schirmeck, non loin de l'actuel Mémorial. Élève au lycée Fustel de Coulanges durant l'année 1938-39 il se retrouve dans la même classe que Germain Muller et, comme lui, prend le chemin de Périgueux.

Là, on le retrouve en février 1941 où, pour la fête de Pourim, il joue dans la pièce « Le Dibbouk » de Shalom Anski, dans la salle des fêtes de la communauté israélite. Il y incarne un rôle de Pierrot un peu benêt. Pour la circonstance le coiffeur lui confectionne un masque avec une mixture à base de farine et d'eau de vie qui lui fait un visage blanc. Une préfiguration du personnage de Bip qui fera plus tard sa renommée !

Mais dès 1942 il entre dans la Résistance dans la région de Limoges. Il participera activement au sauvetage de centaines d'enfants juifs convoyés vers la Suisse. Dans la clandestinité il prit le nom de Marceau...nom sous lequel il fera après la guerre la carrière que l'on connaît.



LE RACING CLUB DE STRASBOURG : Geste de solidarité exceptionnel, les clubs périgourdiens accueillent les footballeurs strasbourgeois évacués et forment avec eux une entente pour la durée de la guerre. Le Racing se reconstitue sous l'autorité de Charles Rumbold, son entraîneur autrichien qui l'a suivi. Et, à la surprise générale les Strasbourgeois volent de victoire en victoire écrasant la « redoutable » équipe de Ruelle et éliminant les Girondins de Bordeaux...pour finalement devenir champion de Dordogne. Une consécration ! Malheureusement la finale du Centre Ouest pour laquelle l'équipe championne de Dordogne était favorite ne peut avoir lieu par suite de l'offensive allemande de 1940.

« La victoire de la courageuse équipe de football du Racing strasbourgeois a été accueillie avec allégresse dans le milieu du football et du sport périgourdin. Par la discipline, la jeunesse, le cran, l'équipe alsacienne que dirige avec tant d'autorité Mr Rumbold, a monté un difficile échelon de plus vers la victoire, c'est merveilleux lorsqu'on considère que les sportifs alsaciens, repliés en Dordogne, ont dû tout recréer pour former un onze homogène » in L'Argus du Périgord du 18 janvier 1940.

Christophe Woehrlé, l'historien de Clairvivre

En septembre 1939, il fallut non seulement évacuer les populations mais aussi les institutions et les services, notamment ceux de la ville de Strasbourg. La plupart furent recasées à Périgueux même : ainsi les bureaux du maire et ses services financiers occupent les locaux de la Chambre de Commerce ; l'Assistance et prévoyance ainsi que les services sanitaires se logent dans l'immeuble Véchembre ; l'état-civil, les pensions, l'hébergement trouvent refuge rue de la République etc...Mais la place manque pour abriter les Hospices Civils de Strasbourg et finalement on opte pour une installation à Clairvivre, une cité perdue dans la campagne de Dordogne, alors réservée aux soins des tuberculeux.

Récemment cet épisode a trouvé son historien : Christophe WOEHRLÉ qui vient de publier « La cité silencieuse-Strasbourg Clairvivre » aux éditions « Secrets de pays »

Le sujet : À travers l'histoire de l'établissement de

Clairvivre « C'est toute l'histoire de l'évacuation et de l'exode de millions de personnes qui est mise au centre de l'ouvrage. Le lieu devient un phare pour les exilés de toutes origines, républicains espagnols, juifs alsaciens et étrangers, réfractaires au S.T.O, résistants, handicapés... L'hôpital soigne mais c'est aussi un établissement où l'on meurt. Un homme, Marc Lucius, administrateur des Hospices Civils, gère l'ensemble de l'établissement, refuse de retourner en Alsace occupée et fonde avec d'autres, l'Hôpital des Réfugiés de Clairvivre. Il n'aura de cesse de faire fonctionner son hôpital pour y sauver des vies et pas seulement celle des malades dont il a la charge. Le cimetière de Clairvivre est le témoin d'une époque, il a figé l'espace-temps et nous fait découvrir, au travers des destins individuels, ce que fut Clairvivre et quelle histoire la cité silencieuse nous révèle.

L'auteur Docteur en histoire contemporaine à l'université de Bamberg en Bavière, professeur d'histoire-géographie bilingue à l'Académie de Strasbourg, spécialiste de la captivité lors de la Seconde Guerre mondiale, Christophe Woehrlé est l'instigateur des premiers Stolpersteine en France, notamment dans le Sud-ouest et à Muttersholtz (67) puis Herrlisheim près Colmar (68).

C'est au cours de l'émission « retour aux sources » avec Franck Dubosc qu'il rencontre Serge Barcellini, Président du Souvenir Français, qui lui propose d'écrire l'histoire d'un lieu intemporel, le cimetière des Alsaciens de Clairvivre en Dordogne. Il se lance dans l'aventure, parcourt les archives et découvre toute l'histoire d'un lieu incroyable qu'il fait découvrir.

En parallèle, il édite avec « Secrets de pays » un second ouvrage sur les « Prisonniers de guerre français dans l'industrie du Reich 1940-1945 ».

Vous pouvez découvrir et suivre ses travaux sur www.prisonniersdeguerre.com ainsi que sur www.elif.fr également sur la page Facebook @prisonniers de guerre

Prochainement Christophe Woehrlé viendra à Strasbourg pour un café d'histoire. ■



Vue d'ensemble de la cité de Clairvivre aujourd'hui. Œuvre de l'architecte Pierre Forestier, elle a été construite en 1930 et 1933 pour les tuberculeux et les gazés de la Première guerre. Elle devient le centre de repli de l'hôpital de Strasbourg évacué.

Photo des DNA du 1^{er} septembre 2019

PLEINS FEUX SUR LE SERVICE ÉDUCATIF

Le Mémorial donne à voir et à entendre au public scolaire le nazisme en actes en Alsace et en Moselle et l'aventure de la construction européenne de 1945 à nos jours à partir d'une scénographie dynamique, interactive et inédite.

Le service éducatif propose des visites et des ateliers en lien avec les programmes scolaires d'histoire, de géographie et d'enseignement moral et civique et les parcours éducatifs, tout particulièrement le parcours citoyen et le parcours d'éducation artistique et culturel.

Activités éducatives proposées au public scolaire

➔ VISITES GUIDÉES

visite générale

Durée : 1 h 30

Le parcours de visite aborde, à partir de l'histoire de l'Alsace-Moselle entre 1940 et 1945, un exemple de mise en œuvre d'un régime totalitaire. Aussi, le nazisme en actes occupe une place centrale dans la muséographie. Et, parce que de cette histoire tourmentée a pu naître la paix, le parcours se termine par un espace dédié à la réconciliation et à la construction européenne de 1945 à aujourd'hui.

visites thématiques

Durée : 1 h 45

Jean, un enfant au cœur de la tourmente est une visite contée où les élèves de primaires découvrent l'histoire de l'Alsace-Moselle à travers la vie de Jean, âgé de 8 ans en 1939, au destin bouleversé par la guerre.

Durée : 1 h + 30 mn en salle pédagogique

Propaganda consiste à s'arrêter et à analyser des images fixes et animées incontournables qui jalonnent le parcours pour entrer par un autre biais dans la machine totalitaire.

Cette visite nécessite de réserver un créneau particulier.

visites sensorielle

Durée : 1 h 30

« **Les sens** » du nazisme consiste à visiter certains espaces du parcours initial les yeux bandés en prenant appui sur la scénographie, et plus particulièrement sur la prégnance du son et la spécificité des décors, pour aborder autrement l'essence d'un régime totalitaire.

Cette visite ne s'adresse qu'à des lycéens et nécessite de réserver un créneau particulier.

➔ LES ATELIERS PÉDAGOGIQUES

DÉCRYPTER DES IMAGES ET DES SONS

LA PROPAGANDE NAZIE PAR L'AFFICHE

Pour les élèves du primaire

Comment lire les images pour mieux comprendre notre histoire ?

Cet atelier propose une lecture approfondie d'une affiche devenue le symbole de la nazification de l'Alsace.

Les élèves doivent repérer les objets, les symboles et les mots utilisés afin de mieux comprendre les sens général et implicite d'un objet produit par un régime totalitaire et placé au service d'une idéologie.

D'un devoir d'étude à la diffusion d'une affiche placardée dans toute l'Alsace, l'histoire d'*Hinaus mit dem welschen Plunder* sera aussi l'occasion d'aborder

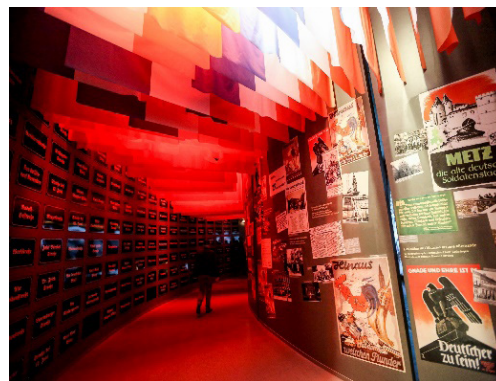
LA GUERRE PAR L'AFFICHE

Pour les élèves de la 3^{ème} à la Terminale

Comment l'affiche est devenue un instrument de propagande privilégié par les différents belligérants des deux conflits mondiaux ?

L'étude d'une sélection d'affiches produites par des régimes démocratiques et totalitaires permet de comprendre comment des moyens d'expression modernes ont été mis au service d'une idéologie.

Cette animation donne aux élèves les outils pour analyser et décrypter tout type d'affiches.



LE CINÉMA NAZI DANS LES SALLES STRASBOURGEOISES

Pour les élèves de la 3^{ème} à la Terminale

Quel regard peut-on porter aujourd'hui sur le cinéma nazi en général et son cinéma de propagande en particulier ?

Faire découvrir le cinéma nazi par le biais de courts extraits portant sur des films de fiction issus de la programmation des salles de cinéma du Strasbourg annexé.

Faire réfléchir sur la manière dont le régime utilise le cinéma pour endoctriner les masses, mais aussi pour les distraire, les éduquer et les séduire.

Aborder concrètement l'imagerie antisémite à travers le visionnage de larges extraits de films antisémites produits à partir de 1940.

Cette animation, qui donne un langage technique simple d'analyse de l'image animée, est aussi l'occasion d'aborder autrement l'histoire spécifique de l'Alsace.

VIVRE SOUS UN RÉGIME TOTALITAIRE

JEAN, PIERRE, ANDRÉ, ANNA ET LES AUTRES...

Pour les élèves du primaire

Dès l'annexion, les nazis vont mener une politique de germanisation et de nazification des populations.

L'école et les organisations de jeunesse participent pleinement de cette politique.

Aussi, par petits groupes, à l'aide d'extraits de manuels scolaires, de documents iconographiques et de témoignages originaux, les élèves prennent conscience que la jeunesse était la cible privilégiée d'un régime qui cherchait avant tout à rappeler aux Alsaciens et aux Mosellans qu'ils étaient des membres à part entière de la communauté allemande.

DESTINS ALSACIENS

Pour les élèves de la 3^{ème} à la 1^{ère}

Nous proposons aux élèves d'approfondir la visite de la nazification de l'Alsace en étudiant des parcours de vies des différents membres d'une même famille imaginaire construits à partir des nombreux documents d'archives originaux. Ils pourront alors aborder exclusivement « la jeunesse nouvelle » autour des thèmes traitant de la nazification des écoles, des organisations de jeunesse nazies (HJ & BDM), du RAD, de l'Incorporation de force, du KHD (les Malgré-elles), de Tambov et de l'extermination des malades mentaux alsaciens en suivant le destin de 2 enfants et de 2 jeunes adultes.

À moins qu'ils ne préfèrent examiner les parcours des adultes, et ainsi traiter la place de la femme, le cinéma, la vie quotidienne, la résistance et la terreur exercée sur les opposants au régime.

Ils pourront, s'ils le souhaitent, étudier l'ensemble des thèmes en choisissant de travailler sur les 6 membres de la famille.

LE CAMP DE SÛRETÉ DE SCHIRMECK-LA BROQUE : RÉPRIMER, TERRORISER ET RÉÉDUCER (JUILLET 1940-DÉCEMBRE 1945)

NOUVEAUTÉ à partir de mars 2020

Pour les élèves de la 3^{ème} à la Terminale

Que connaît-on de ce camp nazi unique en son genre, souvent confondu avec le camp de concentration du Struthof ?

À partir de documents et de témoignages inédits à visionner et à écouter sur tablettes, les élèves, par groupes, pourront ainsi aborder différentes thématiques telles que l'architecture du camp, les causes de l'internement, l'administration, le quotidien des détenus, les *kommandos*, l'infirmerie et les expériences médicales mais aussi l'utilisation du camp après la Libération, soit autant d'entrées par lesquelles ils découvriront l'histoire méconnue de ce camp nazi.

CNRD

« 1940, ENTRER EN RÉSISTANCE, COMPRENDRE, REFUSER, RÉSISTER »

pour les élèves de la 3^{ème} à la 1^{ère} à partir de décembre 2019

Le contenu de chacun des ateliers se trouve sur le site internet.

FORMATION ENSEIGNANTS

Une journée de formation pour les enseignants de primaire = à définir.

PROJETS D'EUROPE

LE JEU DES ÉTOILES

Pour les élèves du primaire

Au sortir de la visite qui aborde la Seconde Guerre mondiale, la nazification de l'Alsace et la construction européenne, les élèves, en groupe, participent à un jeu de plateau en répondant à des questions portant sur la visite, et plus largement sur les programmes d'histoire, de géographie et d'enseignement moral et civique.

Une occasion ludique d'expérimenter le vivre ensemble.

DEMAIN, JEU M'ENGAGE EN EUROPE

Pour les élèves de la 3^{ème} à la 1^{ère}

En groupe et équipés de tablettes, les élèves pourront s'engager pleinement au sein du territoire alsacien en développant un projet dans un domaine défini, à dimension locale ou transfrontalière, qu'ils devront construire, financer à l'aide de fonds européens, puis défendre devant leurs camarades.

Ils pourront également entreprendre un volontariat dans le domaine de la culture, de l'économie solidaire, de l'environnement, du sport... dans un des pays membres de l'Union européenne en répondant à une annonce du Service Volontaire Européen (S.V.E.) ou encore s'engager dans un échange d'étudiants entre les universités européennes (Erasmus+).

Aussi, pour apprendre à entreprendre, à innover et à voyager au cœur des territoires, les élèves pourront utiliser des mallettes pédagogiques comprenant différents documents indispensables au montage des projets et à la réalisation des stages.

Tantôt porteurs de projets, tantôt volontaires sur des missions, les élèves vivront l'Europe.



LES EXPOSITIONS À DISPOSITION

- Le camp de redressement de Schirmeck - La Broque : réprimer, rééduquer, terroriser
- Les Malgré-Elles
- L'incorporation de force en Europe
- Gagner le match : les Alsaciens sous le maillot nazi

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉMORIAL ALSACE MOSELLE

Allée du Souvenir Français

T. 03 88 47 45 50 - F. 03 88 47 45 51

contact@memorial-alsace-moselle.com

site officiel : www.memorial-alsace-moselle.com

professeur relais : Sébastien Soster

sebastien.soster@ac-strasbourg.fr

EXPOSITION « LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE EN ALSACE »



Ou comment enrayer la machine du totalitarisme, grâce à un maillage de résistants.

Tout a commencé lors du vernissage de l'exposition de « la résistance des Alsaciens » réalisée par l'AERIA le 10 mars 2017 et dont l'IHS CGT (Institut d'histoire sociale de la CGT) Alsace a été partie prenante.

L'exposition était conséquente, toute les facettes de la résistance étaient abordées mais il a été décidé par une équipe de cheminots d'approfondir le volet réservé à la résistance ouvrière.

Le second point de départ à cette exposition a été les 75 ans de la mort de George Wodli. C'est ainsi qu'ont débuté des recherches qui vont durer 1 an.

Une des bases de référence a été également un livre de 2002 écrit par Léon Tinelli ancien syndicaliste aux Mines de potasse d'Alsace et membre fondateur de l'IHS « l'Alsace résistante de juin 1940 à février 1945 ».

Ce livre a permis de faire un inventaire des documents disponibles à l'IHS, tracts clandestins et iconographies etc...

Des recherches aux archives municipales de Mulhouse ont permis de trouver un document daté de 1951 écrit par Eugène Dessoud comportant 80 pages s'intitulant « Pfastatt dans la tourmente 1940-1944 ». Ce récit retrace mois par mois la mise en place de la résistance, son organisation et son fonctionnement jusqu'à la libération de ce village de la banlieue de Mulhouse qui était aussi le siège de l'antenne du PC dite de « Mulhouse-Nord. »

Des recherches dans les archives de la SNCF ont permis également de trouver un document très intéressant composé d'une centaine de photos qui retrace le quotidien des cheminots des ateliers de Bischheim pendant l'annexion.

Des supports iconographiques ont également été obtenu auprès de différentes sociétés d'histoires notamment celle de Kingersheim avec un fonds de 4000 photos issu des mines, mais aussi celle de Riedisheim avec un fonds photos spécifique des installations ferroviaires.

Plus d'une centaine d'ouvrages sur le sujet ont été consultés dont notamment le tome 4 de « L'Alsace dans les griffes nazis » de Charles Béné qui apporte des informations très intéressantes sur ce réseau « ouvrier ». Le travail effectué par Joël Forthoffer a été également d'une grande aide, en particulier son livre sur Georges Wodli.

L'IHS possédant également une série d'archives que Léon Tinelli a récolter dans les années 90, ce sont 6 actes d'accusations concernant plus de 35 résistants du réseau Wodli.

Une construction d'exposition a été faite selon 3 axes :

8 panneaux s'intitulent « Le réseau Wodli ».

9 panneaux « la résistance ouvrière »

7 panneaux « les ateliers de Bischheim dans la tourmente »

Cette conception permet ainsi d'avoir une immersion complète dans le monde ouvrier de cette époque. Les témoignages des ouvriers racontent leur résistance au quotidien sur les lieux de travail, par la mise en place du réseau son fonctionnement, sa dimension, son évolution et ensuite la nazification dans l'entreprise qui a rythmé le quotidien des ouvriers.

Des photos inédites pour cette exposition qui éclairent sur la résistance, son essence, son fonctionnement par-delà les risques encourus, au cœur d'une Alsace sous le joug nazi.

Un café d'histoire a été consacré à ce thème. ■



Les Actes de la Rencontre des Mémoires 2019 sont parus.



Commandez le livre - 25€ (port compris)
à amam.schirmeck@laposte.net
T. 03.88.92.48.40



CHARTRE D'ÉTHIQUE DES LIEUX DE MÉMOIRE

Préambule

La charte d'éthique vise à affirmer les valeurs démocratiques et républicaines pour un tourisme de mémoire respectueux. Elle a également pour objectif d'établir une déclaration de déontologie professionnelle à l'attention des responsables des lieux de mémoire. Elle s'inscrit également en complémentarité des critères qualité définis dans le référentiel national Qualité Tourisme™ spécifique aux lieux de mémoire.

Est défini comme « lieu de mémoire » au titre de la présente charte, un site en lien avec un conflit contemporain auquel la France a participé depuis 1870, qu'il soit le lieu d'un événement ou érigé pour en rappeler un aspect, et qui apporte des éléments de compréhension ou incite au recueillement

Article 1 : Les lieux de mémoire contribuent à la transmission de l'histoire et de la mémoire des conflits contemporains.

Article 2 : Les lieux de mémoire participent au développement d'une société capable de réflexion et fondée sur des valeurs démocratiques et républicaines.

Article 3 : Les lieux de mémoire garantissent le respect et l'esprit des lieux, qu'ils reposent sur un lieu-martyr et/ou un événement douloureux ou encore sur un fait marquant.

Article 4 : Les informations présentées sont conformes à la déontologie de l'historien, dans la continuité d'une démarche scientifique.

Article 5 : Les dispositifs de médiation répondent à la particularité du site et sont garants de son intégrité.

Article 6 : Les lieux de mémoire présentent un volet pédagogiques développé et adapté.

Sommaire

- 8 - Transmettre, pourquoi et comment ?
Jean-Pierre Rioux
- 14 - Ce que nous dit le Centenaire de la Grande Guerre
Joseph Zimet
- 29 - Milou en mai ou l'art d'interloquer
Michel Cieutat
- 40 - L'héritage, un bien comme un autre ?
Anne Gotman
- 53 - L'héritage catholique : seulement un patrimoine ?
Guillaume Cuchet
- 63 - Passé, présent et devenir du patrimoine immatériel
Christian Hottin
- 73 - L'Œuvre Notre-Dame de Strasbourg
Éric Fischer
- 82 - Mémoires plurielles en Champagne
Aurélien Melin
- 85 - L'immatériel et le matériel en Lorraine du fer
Pascal Raggi
- 90 - Une affaire de famille, entre individualisme et outils tactiles
Martine Segalen
- 102 - Instruire, transmettre
Dominique Ottavi
- 119 - Quelle histoire de France enseigner ?
Dominique Borne
- 132 - L'ancien et le nouvel esprit de défense
Monique Castillo
- 143 - L'ambition nationale : vingt remarques
Gil Delannoi
- 153 - Être solidaire
Marie-Claude Blais
- 168 - Le fil des générations
Jean-François Sirinelli
- 176 - La question laïque dans la France contemporaine
Philippe Portier
- 196 - Que sont devenues les Lumières ?
Philippe Raynaud



Ce que nous dit le centenaire de la Grande Guerre



Après avoir travaillé à l'ambassade de France à Washington, puis à la direction de la mémoire du patrimoine et des archives du ministère de la Défense, Joseph Zimet a été nommé directeur général de la Mission du Centenaire de la Première guerre mondiale. En janvier 2019, il a ouvert la Rencontre des Mémoires en faisant le bilan de cette commémoration que nous reproduisons ci-après. Ce travail achevé, Joseph Zimet a été nommé par Emmanuel Macron directeur de la communication présidentielle.

Le Centenaire de la Première Guerre mondiale s'est déployé durant plus de cinq années, entre le mois de novembre 2013¹ et le mois de novembre 2018². À cheval sur trois présidences, celles de Nicolas Sarkozy, de François Hollande et d'Emmanuel Macron, il a été précédé et prolongé par de nombreux événements et manifestations à caractère commémoratif. On peut ainsi considérer qu'il s'est en réalité déroulé entre 2011 et 2019³, soit durant plus de huit années. En cela, il dépasse, en amplitude chronologique, la dernière grande commémoration publique qui faisait jusqu'à présent référence dans la mémoire collective des Français, à savoir le Bicentenaire de la Révolution de 1789 célébré en 1989.

Un écho mondial

Le Centenaire se distingue ainsi du Bicentenaire par sa durée — rappelons que les manifestations du Bicentenaire de la Révolution de 1789 ont été concentrées sur la seule année 1989, conformément aux vœux du président de la Mission du Bicentenaire, Jean-Noël Jeanney — mais il se différencie aussi par sa projection spatiale dans la mesure où la commémoration

de la Grande Guerre a été mondiale. Les célébrations⁴ du Bicentenaire de 89 ont naturellement eu un écho mondial et comportaient une dimension internationale avec notamment l'accueil du sommet du G7 à Paris par le Président de la République François Mitterrand en 1989, ou encore l'invitation de dissidents chinois dans la parade civile du 14 juillet organisée par Jean-Paul Goude, en écho à la répression des manifestations étudiantes de la place Tien An Men à Pékin. L'historien américain Steven Kaplan a montré dans son ouvrage pionnier, *Adieu*⁵, comment la célébration du Bicentenaire avait été captée par les responsables politiques de l'époque pour réaffirmer la tradition universaliste de la France, par le prisme du messianisme révolutionnaire et la célébration contemporaine des Droits de l'Homme, son véritable fil rouge. Mais en dépit de son écho ou de sa projection internationale, le Bicentenaire a été principalement d'initiative française, alors que près de cinquante pays ont été d'emblée partie prenante du Centenaire, selon des modalités naturellement très différentes.

Si la France a joué un rôle central dans la commémoration internationale de la Première Guerre mondiale — elle a notamment accueilli près de soixante-dix chefs d'Etat et de gouvernement le 11 novembre 2018 à Paris en point d'orgue du Centenaire — elle n'a pas été le seul pays en lice. En Océanie, en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, d'importantes commémorations ont en effet été organisées par différents gouvernements, centraux ou régionaux, afin de rappeler le moment fondateur qu'a été la Grande Guerre. Depuis 2014, l'Australie, le Canada, l'Irlande, la Slovaquie, ou encore le gouvernement régional flamand, ont ainsi tenu à rappeler l'importance de la Grande Guerre dans la formation de leurs identités nationales contemporaines.

¹ Le Centenaire 14-18 a été lancé officiellement par le Président de la République François Hollande le 7 novembre 2013.

² On peut sans doute considérer que les manifestations organisées à Paris et partout en France le 11 novembre 2018 ont été le point d'orgue du cycle commémoratif ouvert en 2013.

³ On peut citer l'inauguration du Musée de la Grande Guerre de Meaux par le Président Nicolas Sarkozy le 11 novembre 2011, à la faveur de laquelle le Chef de l'Etat annonce la préfiguration du Centenaire. On commémore en 2019 en Slovaquie la disparition du général Stefanik, père fondateur de la Tchécoslovaquie, ou encore le Traité de Versailles, autour du 28 juin 2019.

⁴ On emploiera ici volontairement le terme « célébrations » pour 1789 et de « commémorations » pour la Grande Guerre, tant il paraît difficile d'accoler le concept de célébration à un conflit qui a engendré 1,4 millions de morts en France. Mais le couple célébration/commémoration mériterait néanmoins une étude savante approfondie car les deux termes ne sont pas synonymes.

⁵ Steven L. Kaplan, *Adieu* 89, Fayard, 1993.

D'importants budgets publics ont été alloués aux commémorations dans ces pays, où les plus hautes autorités se sont mobilisées et fortement impliquées tout au long du cycle commémoratif. Le Centenaire a été dans ces pays un enjeu central du débat public. Au Canada, la bataille de Vimy du 9 avril 1917 ou celle de Villers-Bretonneux, le 25 avril 1918, en Australie, jouent littéralement un rôle de mythe fondateur national. Ces batailles de la Grande Guerre sont pour ces nations un véritable « dimanche de Bouvines » pour reprendre la célèbre formule de l'historien Georges Duby. Pour la Slovaquie contemporaine, la Grande Guerre est un point de départ historique et politique, un temps « 0 » ou « l'an 1 » de l'histoire nationale, partagée aujourd'hui avec la République Tchèque malgré le divorce de 1993. Les deux pays se sont d'ailleurs rapprochés en 2018 pour commémorer ensemble la Tchécoslovaquie, pays défunt né sur les décombres de l'Empire austro-hongrois. Pour la Pologne, la fin de la Grande Guerre est un moment essentiel de renaissance historique. Pour l'Irlande, la Grande Guerre s'enchaîne dans une narration plus vaste d'une guerre d'indépendance contre la couronne britannique, amorcée dès 1912 et conclue en 1922 avec l'indépendance d'une partie de l'île. Pour les autorités régionales flamandes, le Centenaire est à la fois un projet culturel identitaire très fort et l'embryon d'un agenda politique face au pouvoir fédéral et au bloc francophone. On peut voir, à travers ces exemples étrangers, les divers usages politiques contemporains qui ont pu être mis en œuvre à la faveur de la commémoration. Dans ce paysage mondial, la France a joué un rôle particulier.

La France au carrefour

Épicentre géopolitique du conflit entre 1914 et 1918, la France a été durant le Centenaire un véritable carrefour, accueillant durant toute la durée du cycle commémoratif un nombre très important de visiteurs en provenance du monde entier. Ces visiteurs, auparavant appelés « pèlerins de la mémoire », participent désormais d'un phénomène global que l'on nomme le tourisme de mémoire. La France a également accueilli de très nombreuses cérémonies commémoratives

étrangères sur son sol, avec leurs cortèges d'autorités. À titre d'exemple, on peut citer la cérémonie du centenaire de la bataille de Vimy, le 9 avril 2017, dans le Pas-de-Calais, qui a réuni 23 000 spectateurs parmi lesquels 19 000 ressortissants canadiens ; on pense également aux 8 000 spectateurs, à 90% australiens, de la cérémonie du centenaire de la bataille de Villers-Bretonneux, le 25 avril 2018 à l'aube, le jour de « l'Anzac Day »⁶, en présence du Premier ministre Édouard Philippe et de son homologue australien Malcolm Turnbull, qui inaugurerait ce jour-là un impressionnant Mémorial financé à hauteur de 70 millions d'euros par son gouvernement⁷.

Pour la seule année 2018, la France a accueilli pour des cérémonies bilatérales les chefs d'État et de gouvernement du Portugal, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni, de la République Tchèque et de la Slovaquie, sans compter « l'apothéose » du 11 novembre 2018 à Paris. En 2018 toujours, le Président de la République Emmanuel Macron a accompli des gestes mémoriels forts en lien direct avec le Centenaire à l'occasion de plusieurs déplacements à l'étranger. On peut citer la plantation, dans les jardins de la Maison Blanche, d'un arbre prélevé dans le village de Bois-Belleau dans l'Aisne, lors de sa visite d'État effectuée aux États-Unis au mois d'avril 2018⁸, ou encore la cérémonie commémorative à l'Anzac Mémorial de Sydney, le 2 mai 2018, à la faveur de son déplacement en Australie. Une « diplomatie du Centenaire » s'est ainsi déployée durant le cycle commémoratif. François Hollande a accueilli à deux reprises le



Commémoration de l'armistice du 11 novembre à Moosch

⁶ L'Anzac Day commémore le premier engagement militaire australien hors de son territoire national sur les plages de Gallipoli, le 25 avril 1915. Cette date, au statut éminent dans la vie publique australienne, est un syncrétisme avec le 25 avril 1918, date de la reprise du village de Villers-Bretonneux par les troupes australiennes dans la Somme. L'Anzac Day est également commémoré par la Nouvelle-Zélande dont les ressortissants faisaient alors corps avec les soldats australiens au sein du New Zealand and Australian Army Corps dont ANZAC est l'acronyme.

⁷ Inauguré le 25 avril 2018, le Centre Sir John Monash est la clé de voûte du dispositif commémoratif australien sur le Front Ouest pour le Centenaire. Il consiste en un centre d'interprétation reposant très largement sur les nouvelles technologies, adossé au cimetière et mémorial national australien de Villers-Bretonneux, dans la Somme. Voir : <https://sjmc.gov.au>



Commémoration officielle

Premier ministre britannique David Cameron sur les champs de bataille de la Somme en 2016. Emmanuel Macron accueillera lui aussi la Première ministre britannique Theresa May dans un cimetière franco-britannique, le 8 novembre 2018, dans la Somme. Le chef de l'État fédéral allemand est accueilli à deux reprises en Alsace durant le Centenaire. Joachim Gauck est ainsi invité le 3 août 2014 par François Hollande au Hartmannswillerkopf pour le centenaire de la déclaration de guerre, alors qu'Emmanuel Macron choisit lui aussi d'inviter le président fédéral allemand Franck-Walter Steinmeier au Hartmannswillerkopf, le 10 novembre 2017, pour inaugurer l'Historial franco-allemand érigé sur le site. Le Hartmannswillerkopf est consacré durant le Centenaire comme lieu de mémoire franco-allemand à part entière, aux côtés de Verdun et de Reims. Le Centenaire a ainsi permis la mise en œuvre d'une forme de diplomatie commémorative qui a conduit la France à occuper un espace central dans la commémoration mondiale de la Grande Guerre. On peut sans aucun doute retenir l'image d'un « carrefour commémoratif ».

À l'instar du Bicentenaire de 89, la France s'est également projetée vers l'extérieur durant la commémoration. Pays hôte de nombreuses commémorations étrangères, on l'a vu, la France a également été exportatrice du phénomène commémoratif. Elle a naturellement — quoique discrètement — commémoré ses faits d'armes extérieurs tels que les combats du front d'Orient, en Grèce et en Macédoine du Nord principalement, mais elle a surtout fait de la commémoration un élément de diplomatie culturelle extérieure. Durant plus de cinq années, des artistes, des historiens et des intellectuels français ont

en effet sillonné la planète, allant à la rencontre de vastes publics étrangers pour raconter la Grande Guerre. Musiciens, chercheurs, archivistes, documentaristes, conférenciers, étudiants et élèves se sont ainsi succédé dans les centres culturels français à l'étranger, dans les alliances françaises, dans des universités ou les musées étrangers, sur des champs de bataille extérieurs ou dans des lieux emblématiques du souvenir de la Grande Guerre à l'étranger. Ces coopérations ont emprunté des formes multiples : colloques universitaires, conférences, expositions, cycles commémoratifs pluridisciplinaires, projections audiovisuelles ou projets pédagogiques. À compter de 2014, la France a donc exporté sa commémoration, phénomène politique et social qui a servi pour fabriquer des coopérations avec des partenaires étrangers.

À ces trois échelles commémoratives internationales — la France comme pays hôte de commémorations étrangères, les commémorations françaises en pays tiers et les coopérations multiformes organisées par la France à l'étranger — il convient naturellement d'ajouter le front commémoratif intérieur. La France a été en effet significativement mobilisée sur ce front à un rythme et avec une intensité qui soulèvent d'importantes questions.

Le Centenaire d'en haut

Le Centenaire en France a été un phénomène à la fois polycentrique et asymétrique, qui s'est déployé sur de nombreuses échelles, parfois difficiles à recenser de façon exhaustive. Pour tenter de déchiffrer ce phénomène, on peut mobiliser un outil conceptuel simple et commode forgé par des historiens qui ont été des acteurs de la commémoration : le couple Centenaire « d'en haut » et Centenaire « d'en bas ». Le Centenaire « d'en-haut » peut être défini comme le centenaire officiel, celui de l'État, grand ordonnateur, en principe, de la politique de mémoire de la Nation. Le Centenaire « d'en haut » a été complété par un Centenaire « d'en bas » animé par des entités décentralisées, plurielles et plus informelles. On doit cette formule à l'historien Antoine Prost, président du conseil scientifique de la Mission du centenaire, qui l'utilise pour la première fois lors des Rendez-vous de l'Histoire de Blois, au mois d'octobre 2013⁹. L'historien Stéphane Audoin-Rouzeau l'a ensuite complétée et enrichie à l'automne 2014, dans un article ré-

⁸ La bataille de « Belleau Wood » — Bois-Belleau en Français — est le mythe fondateur du corps des Marines qui est engagé le 6 juin 1918 dans ce secteur situé dans le nord de l'Aisne.

digé pour l'Observatoire du Centenaire, distinguant le Centenaire « d'en haut », jugé raté, du Centenaire « d'en bas », jugé globalement réussi. Dans cet article intitulé « 2014 : centenaire d'en haut, centenaire manqué ? » et publié à la fin de l'année 2014¹⁰, il soulève un problème important en faisant remarquer que l'État n'est pas parvenu à proposer une vision claire ni à donner un sens véritable à la commémoration et qu'il a échoué à cerner son enjeu. Stéphane Audoin-Rouzeau avance une explication de ce « vide » : « Avant même l'ouverture du Centenaire, on pouvait s'inquiéter de ce que celui-ci ne disposât pas réellement d'un concept. Il 'fallait' commémorer, la commémoration allait en quelque sorte de soi. Mais pour dire quoi ? Cette question, assurément très difficile, n'a pas été réellement posée à l'origine. Chassée par la porte, elle est donc revenue par la fenêtre, mais sous la forme d'un vide : le vide de la parole politique depuis l'ouverture officielle du Centenaire, le 7 novembre 2013¹¹ ».

Ainsi, l'absence de « sens » s'expliquerait par l'incapacité de l'État — ou plus précisément du pouvoir politique — à définir une ligne politique claire pour le Centenaire. Cette analyse est partagée par l'historien Nicolas Offenstadt, spécialiste de la mémoire de la Grande Guerre et des politiques mémorielles, qui estime que l'entourage de François Mitterrand disposait d'un concept politique pour le Bicentenaire, alors que François Hollande et la gauche, de retour au pouvoir en 2012, au moment de la préfiguration du Centenaire, n'ont pas proposé de vision politique. Cette absence de cap politique de la gauche expliquerait selon lui la faiblesse du Centenaire « d'en haut », en tout cas l'absence de production d'un discours clair et intelligible au plus haut niveau. Pour Nicolas Offenstadt et Stéphane Audoin-Rouzeau, si l'État s'est exprimé durant le Centenaire, on n'en a rien retenu de fondamentalement marquant.

Ce constat est bien évidemment très sévère pour les responsables politiques qui se sont succédé depuis 2012. Le Chef de l'État s'est en effet exprimé à plusieurs reprises depuis le lancement officiel du cycle commémoratif en 2013¹². Sévère, cette analyse suppose qu'il y a des nuances politiques possibles dans une commémoration, sujet qui mériterait sans doute une étude approfondie. Le reproche implicite adressé ici par les historiens à la parole présidentielle consiste à penser que celle-ci a été inaudible à force de rechercher le consensus mémoriel.

Le Centenaire d'en bas

Toutefois, à la débâcle conceptuelle supposée du Centenaire « d'en-haut », les historiens estiment que s'y est néanmoins arrimé un Centenaire « d'en bas », qui semble, lui, avoir été plébiscité. Dans son article, Stéphane Audoin-Rouzeau évoque ainsi la « réussite, difficilement discutable, du Centenaire d'en-bas¹³ ». C'est évidemment en premier lieu celui des collectivités territoriales : les régions, les départements, les grandes métropoles, les communautés de communes, les communes, les bourgs et les villages, acteurs de la commémoration, opérateurs de cycles commémoratifs ou bailleurs de fonds pour des initiatives qu'ils ont encouragées, portées et soutenues. Il est impossible de résumer de façon exhaustive le nombre de projets mis en œuvre entre 2014 et 2018. Ce travail devra être fait le moment venu à partir des archives de la Mission du Centenaire et surtout des archives des comités départementaux et académiques du Centenaire créés par la Mission à partir de 2012. Les collectivités territoriales se sont constitué un arsenal commémoratif impressionnant, définissant des axes directeurs thématiques, établissant des conseils scientifiques locaux, des missions commémoratives avec des personnels dédiés, des univers de communication spécifiques — logos, labels, sites internet, comptes twitter, pages Facebook —, des publications, etc. Les collectivités territoriales ont ainsi déployé de bout en bout un activisme soutenu et impressionnant. Mais elles n'ont été elles-mêmes souvent qu'un niveau intermédiaire, avec très fréquemment une réalité commémorative bouillonnante autour d'elles.

Les collectivités locales ont été en effet un échelon institutionnel de proximité souvent concurrencé par d'autres acteurs de proximité : associations, sociétés savantes, titres de presse quotidienne régionale, acteurs culturels, collectionneurs, historiens amateurs, particuliers... Ainsi, à une échelle même très locale, la commémoration a parfois échappé à tout cadre institutionnel. Le Centenaire de proximité, celui des familles ou des généalogistes, est difficile à recenser pour le moment, faute d'études dignes de ce nom. La « Grande collecte »¹⁴, opération « vide-grenier » organisée à trois reprises avec le concours des services d'archives, est un témoignage vivant du Centenaire « d'en bas ». Mais participer à la « Grande Collecte », n'est-ce pas déjà participer au Centenaire institutionnel ?

⁹ La formule exacte d'Antoine Prost à Blois en octobre 2013 était « *Le Centenaire vient d'en bas* ».

¹⁰ « 2014 : Centenaire d'en haut, Centenaire manqué ? », Stéphane Audoin-Rouzeau, Observatoire du Centenaire, 2014. <http://bit.ly/2NH9LFF>

¹¹ Ibid.

¹² François Hollande s'est exprimé à cinq reprises entre 2013 et 2017 et Emmanuel Macron à deux reprises, en 2017 et en 2018.

Apporter des archives familiales dans un service d'archive, même municipal, n'est-ce pas déjà entrer dans une interaction ou une transaction institutionnelle ? Jugé ainsi « plutôt réussi » par les observateurs, force est de constater que le Centenaire « d'en bas » a bel et bien existé, à la fois dans la durée, c'est-à-dire à l'échelle des cinq années du cycle commémoratif, et sur l'ensemble du territoire national.

Le Centenaire « d'en bas » a connu naturellement d'importantes variations en fonction des territoires concernés ou des acteurs impliqués, mais on doit insister sur le fait que leur commémoration n'a pas connu de rupture entre le « champ de bataille » et l'arrière. Si les départements du front situés dans le Nord et l'Est de la France ont pu naturellement s'appuyer sur la rente mémorielle et patrimoniale du champ de bataille, l'ensemble des territoires de la République, y compris les collectivités d'Outre-mer, s'est impliqué. La Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale a publié en 2014, 2016 et 2018 un programme commémoratif recensant les initiatives labellisées par la Mission à l'échelle des départements¹⁵. Au total, plus de 6 000 projets de toute nature ont reçu ce label attribué à compter du mois de novembre 2013 par le conseil scientifique de la Mission. Ce qui frappe lorsqu'on consulte ces documents, c'est l'ampleur de la mobilisation territoriale. Lorsqu'on parcourt en effet ces ouvrages assez volumineux, il faut s'attarder dans les espaces inattendus de la commémoration, c'est-à-dire s'éloigner de la ligne de front et des régions Grand Est et Hauts-de-France. Il faut feuilleter les pages du programme commémoratif pour mesurer la profonde empreinte territoriale et donc sociale de la commémoration.

Au hasard de la lecture de ces documents, on relève en effet quelques cas emblématiques du Centenaire « d'en bas » : « La Vallée d'Aspe pendant la Première Guerre mondiale » dans le département des Pyrénées atlantiques en 2014 ; « Chaussenac, un village du Cantal pendant la Première Guerre mondiale » dans le Cantal, toujours en 2014. Au total, 30 projets sont labellisés en 2014 dans le département voisin du Puy de Dôme : « Les Riomais dans la Grande Guerre », « Les soldats du canton d'Olliergues durant la Grande Guerre », « 1914, Clermont-Ferrand et Berlin, mobilisations et premiers combats » par le collège Jeanne d'Arc... Même sentiment lorsqu'on

regarde de près la mobilisation dans les départements de l'Yonne, du Morbihan, dans l'Indre et Loire ou le Val de Marne... L'absence de tranchées ou de traces matérielles des combats n'a pas été un problème. Au contraire, cette absence a été souvent compensée par un élan de créativité : valorisation des ports, des lieux de cantonnement, des camps d'entraînement, des usines de guerre, des hôpitaux de l'arrière, mise en valeur de thèmes sociaux, des prisonniers de guerre, des femmes, etc. A l'arrière, on a fait feu de tout bois pour compenser l'absence de tranchées.

Il reste toutefois un Centenaire encore mal connu, infra-institutionnel, qui est celui des projets commémoratifs non labellisés : le Centenaire des petites expositions en mairie, celui des églises communales, des monographies savantes, des récits locaux, des projets pédagogiques de l'enseignant avec sa classe, etc. On connaît mal le Centenaire de la recherche généalogique en ligne, du « battlefield tour », du voyage en famille à Verdun ou sur le Chemin des Dames. Ces pratiques commémoratives n'ont pas nécessairement laissé de traces mais ont pourtant nourri la commémoration en profondeur. Celle-ci a été nourrie par deux ingrédients fondamentaux qui sont le souvenir familial et le souvenir communal, qui ont été les deux combustibles essentiels de la machine commémorative, de ce qu'il convient d'appeler le phénomène commémoratif. Le Centenaire « d'en bas » a pu se déployer grâce au souvenir familial et communal. On pourrait résumer la pulsion fondamentale du Centenaire par la formule suivante : « Moi, mon grand-père... ma commune dans la Grande Guerre ». Voilà l'ADN véritable du Centenaire, la pulsion de base de la commémoration. Il suffit de parcourir les milliers de projets recensés dans les départements, portés par les collectivités territoriales et les associations et parfois même par les particuliers pour s'en rendre compte. Les Français ont vécu la commémoration à travers le prisme du souvenir familial et du souvenir communal, à travers le monument aux morts qui relie les deux éléments.

Une question se pose implicitement face à cette effervescence commémorative : la mobilisation des acteurs sociaux durant le Centenaire a-t-elle été un phénomène nouveau, stimulé par le cadre institutionnel de la commémoration ? En d'autres termes le Centenaire marque-t-il une rupture ou s'inscrit-il dans une continuité ?

¹³ Op. cit.

¹⁴ La Grande collecte est une opération grand public initiée par la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale en 2013 avec le ministère de la Culture et la Bibliothèque nationale de France. Elle a proposé aux Français d'apporter leurs archives privées de la Première Guerre mondiale dans les services d'archives afin qu'ils soient examinés, conservés et le cas échéant valorisés. Voir www.lagrandecollecte.fr

¹⁵ Voir www.centenaire.org/fr/presse-communication



Travail de mémoire au Mémorial d'Alsace-Moselle

Dans son ouvrage *14-18 aujourd'hui, la Grande Guerre dans la France contemporaine* publié en 2012¹⁶, l'historien Nicolas Offenstadt a décrit le mécanisme du retour de 14-18 dans l'espace public, qu'il date à la fin des années 1980, au moment de l'effacement des derniers acteurs de la Grande Guerre. À l'appui de sa démonstration, il souligne l'irruption de la Grande Guerre dans l'univers des productions culturelles telles que le roman, le cinéma, la bande dessinée ou la musique. On pense naturellement à la bande dessinée de Jacques Tardi, au cinéma de Bertrand Tavernier ou au travail littéraire de Jean Rouaud. À cela, il ajoute l'essor des pratiques culturelles et sociales des Français autour du souvenir de la Grande Guerre : la prolifération des associations de « reconstituteurs », les sociétés savantes à la recherche de leurs Poilus ou de leurs monuments aux morts, la préservation et l'entretien des sites de la Grande Guerre, ou encore le phénomène généalogiste... Le retour de 14-18 dans l'espace public dès les années 1980 et l'émergence de pratiques sociales liées au souvenir de la Grande Guerre excluent, dès lors, de considérer le Centenaire comme un phénomène émergent. Mais s'il n'y a pas rupture, il est tout de même difficile de parler de continuité face à l'effervescence commémorative constatée durant le Centenaire. En réalité, c'est l'échelle de mobilisation qui a changé et c'est là que réside sans doute la spécificité du Centenaire.

Si le souvenir de la Grande Guerre s'est en effet installé dans l'espace public depuis le milieu des années 1980, l'approche du Centenaire l'a considérablement stimulé et dynamisé. Les collectivités territoriales du champ de bataille ont parfaitement appréhendé et anticipé le ren-

dez-vous commémoratif très en amont, avant même l'État. Les élus et les collectivités territoriales ont investi la ruée vers l'or commémoratif. Cet engouement des collectivités territoriales s'est traduit notamment par la réalisation et la rénovation de nombreux équipements, l'aménagement de chemins de mémoire, l'organisation ou le financement de riches programmes commémoratifs.

Ce qui s'est exprimé

Après ce rapide survol, non exhaustif, des principales caractéristiques du Centenaire, on peut tenter de comprendre ce qui s'est exprimé à travers lui et les mutations que l'on a pu observer dans le paysage commémoratif hexagonal. Il est évident en effet que par son ampleur, le Centenaire a exprimé des choses importantes que l'on peut tenter de rassembler ici de façon synthétique pour conclure.

Ce qu'il nous dit en premier lieu, c'est que nous sommes passés de l'ère des cérémonies commémoratives isolées à l'ère des cycles commémoratifs, du continuum de manifestations au sein desquelles les anciens combattants et la forme cérémonie ont perdu leur quasi-monopole. On se souvient en effet de la cérémonie du cinquantenaire de la bataille de Verdun, en 1966. Le chef de l'État, le général de Gaulle, ancien combattant de Verdun, se déplaçait alors en grande pompe et prononçait une allocution face à un parterre d'anciens combattants encore nombreux. On retrouve peu ou prou le même schéma pour le centenaire de la Première bataille de la Marne, en 1964, à Reims, ou pour la Seconde bataille de la Marne, en juillet 1966, à la Butte Chalmont, dans l'Aisne. À l'ère du Centenaire, la cérémonie publique dans le cadre de laquelle s'exprime l'autorité politique est devenue un élément parmi d'autres, noyé dans un halo de manifestations qui dilatent considérablement l'événement : expositions d'objets ou d'archives (sous vitrines ou sur panneaux, en intérieur et en extérieur, etc.), inaugurations d'équipements (musées, mémoriaux, centres d'interprétation, panneaux, etc.), illuminations de façades, sons & lumières populaires, projets pédagogiques, marathons et « trails » du souvenir, émissions de télévision, publications, événements sportifs, etc. Naturellement, il n'y a pas équivalence entre ces différentes formes ou supports commémoratifs, mais il est incontestable que la cérémonie n'est plus en situation de

¹⁶ Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui, la Grande Guerre dans la France contemporaine*, Odile Jacob, 2012

monopole, qu'elle n'est plus nécessairement centrale pour la mobilisation des acteurs de la mémoire et, enfin, que la transmission peut s'opérer par différents canaux. Ce phénomène n'est pas en soi inquiétant. Que l'on songe au rapport de l'historien André Kaspi de 2008¹⁷, qui offrait une vision crépusculaire des cérémonies publiques. Le Centenaire est la preuve vivante qu'il y a eu en réalité renouvellement et non dévitalisation de la vie commémorative. L'autre enseignement du cycle commémoratif, c'est que ses troupes de choc ne sont plus les anciens combattants. Ces derniers sont en effet aujourd'hui puissamment concurrencés par les touristes de la mémoire, les publics scolaires, les généalogistes, le public des expositions d'histoire, les excursionnistes du Chemin des Dames ou de Verdun, les consommateurs de documentaires historiques ou d'émissions d'histoire, les téléspectateurs des « télé-commémorations » du 11 novembre, etc. Au diapason du renouvellement des rites, il y a ainsi un renouvellement du public. La file d'attente devant un service d'archives lors de la « Grande collecte » est une pratique commémorative. La traditionnelle marche de l'aube du 16 avril au Chemin des Dames également. L'excursion au Hartmannswillerkopf, la consultation d'archives en ligne sur le site « Mémoire des hommes », la discussion des internautes sur le « Forum 14-18 » ou l'indexation collaborative des registres matricules par des bénévoles dans un service d'archives départemental sont autant de preuves de l'extraordinaire diversification des pratiques commémoratives durant le Centenaire. Un espace numérique de la commémoration a émergé durant le Centenaire. Dans un récent ouvrage¹⁸, une équipe de chercheurs a tenté d'analyser ce phénomène. Un espace commémoratif est apparu sur le web, animés par des amateurs motivés par le goût de l'histoire et de la généalogie. Cet espace se matérialise par une multitude de forums, blogs, comptes Twitter, pages Facebook, etc. Un « web 14-18 » a ainsi émergé, espace de commémoration et même de socialisation. Plus de 500 sites sont recensés par l'étude conduite par l'équipe du Labex de Nanterre. On constate ainsi que la traditionnelle cérémonie publique a perdu son monopole. Il y a eu dilatation et renouvellement du rite commémoratif.

Ce que dit le Centenaire, en second lieu, c'est le ré-ordonnancement des rôles et des attributions des acteurs institutionnels de la politique de mémoire. Au crépuscule du Centenaire, l'État n'est plus le grand ordonnateur de celle-ci. Il est concurrencé et parfois même dépassé par les acteurs territoriaux, en particulier les

collectivités territoriales. Ces dernières se sont illustrées par leur engagement précoce dans la préparation du Centenaire, dès la fin du précédent cycle commémoratif en 2008. D'ores et déjà, les grandes manœuvres de « l'après-Centenaire » ont débuté, et trois grandes régions administratives devront s'entendre sur l'avenir du souvenir qu'elles conservent pieusement. La Normandie, les Hauts-de-France et le Grand Est auront en effet la responsabilité d'entretenir et de transmettre aux générations futures le patrimoine hérité des conflits contemporains. Ce que le Centenaire nous dit, c'est qu'il y a dilatation du phénomène commémoratif et renouvellement — enrichissement — des rites commémoratifs, mais également éclatement du paysage de la gouvernance commémorative. Les commémorations du Centenaire ont été un archipel. Dans la Somme en 2016, pour le centenaire de la bataille du mois de juillet 1916, on rencontrait sur le terrain une multitude d'acteurs : le gouvernement britannique, la *Commonwealth War Graves Commission*, la *Royal British Legion*, les associations régimentaires, les collectivités territoriales françaises - la Région des Hauts-de-France, le département de la Somme, la Métropole et la Ville d'Amiens, les communautés de communes, les villes, les villages, chacun ayant à cœur de proposer son programme commémoratif, son action, son label, ses publications... Cette prolifération d'acteurs illustre le caractère vivant des commémorations à l'échelle des territoires. Mais elle souligne également la nécessité de constituer des cadres de gouvernance rénovés et repensés, susceptibles de coordonner ces nombreuses entités.

Ce que nous dit le Centenaire, c'est également la légitimité de la parole historienne pour « historiciser » le temps mémoriel et jouer le rôle de garde-fou de la commémoration. Durant tout le Centenaire, la parole des historiens a été plébiscitée : par les médias, par les élus, par les respon-



Commémorer par des expositions

sables politiques au plus haut niveau de l'État. Aucun musée digne de ce nom n'a ouvert durant le Centenaire sans le concours d'un conseil scientifique. Aucune exposition d'envergure n'a été présentée au grand public sans un encadrement scientifique rigoureux préalable opéré par des historiens. Durant les quatre années de commémoration, les médias ont fait abondamment appel aux historiens pour animer leurs plateaux de télévisions ou les colonnes de leurs numéros spéciaux et hors-séries. La Mission du Centenaire s'est entourée d'un conseil scientifique auquel elle a attribué des pouvoirs étendus. Cela ne signifie pas que les historiens ont eu le dernier mot, mais ils ont été très largement présents dans le paysage commémoratif, pour faire face aux nombreux « embarras de mémoire » rencontrés en chemin : la question en 2013 des « Fusillés pour l'exemple », celle du génocide arménien de 1915 ou encore l'enjeu des mutineries de 1917. À l'approche de la commémoration de l'Armistice de 1918, les historiens ont pris la plume pour rappeler que le 11 novembre 1918 n'était ni la fin de la guerre ni la paix... À plusieurs reprises, les présidents de la République qui se sont succédé durant le Centenaire ont rencontré et consulté les historiens. Le 8 novembre 2018, Emmanuel Macron a conclu son itinérance mémorielle sur le champ de bataille par une rencontre avec les historiens du conseil scientifique de la Mission du Centenaire à Péronne. Ainsi, la parole historique a-t-elle été de bout en bout sollicitée et écoutée par les responsables politiques et par les médias.

Ce que le Centenaire nous dit, c'est aussi la sélectivité avec laquelle opère toujours la mémoire collective. Si le Centenaire a brisé le monopole mémoriel verdunois, sortant de l'oubli des sites comme celui de Notre-Dame-de-Lorette, du Hartmannswillerkopf ou du Chemin des Dames, il a aussi pérennisé ou conforté des oublis étonnants si on pense au relatif silence, au printemps 2018, autour de la Seconde bataille de la Marne ou encore des combats de Champagne de 1915 pourtant terriblement meurtriers, pour ne pas parler du Front d'Orient.

En conclusion, on peut sans doute considérer que le Centenaire a été un grand cru commémoratif et même un véritable phénomène social qui devra être étudié comme l'a été le Bicentenaire de la Révolution française. Il nous a rappelé l'attachement des Français au passé, à leur passé, en particulier par le prisme de l'his-

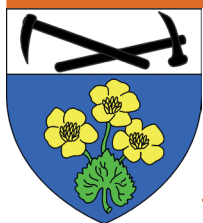


Monument aux morts

toire familiale et locale. On peut ainsi sans doute considérer que le phénomène social qui s'est déployé en filigrane du Centenaire touche à l'identité. Derrière des questions récurrentes comme « Mon grand-père a-t-il fait Verdun ? » ou « Dans quelle nécropole mon aïeul Mort pour la France est-il enterré ? » il y a sans doute la question « qui suis-je ? » et « d'où viens-je ? » qui a motivé des millions de généalogistes, amateurs ou chevronnés. Dans cette recherche d'identité et de repères, les pouvoirs locaux ont été plus à l'aise que le pouvoir central, qui a été à la peine pour apporter une réponse unifiée susceptible de rassembler l'ensemble de la communauté nationale. Après huit années de commémoration, force est néanmoins de constater la pérennité et l'ancrage social du souvenir de la Grande Guerre dans la société française. Faute de grande épreuve collective nationale susceptible de remplacer le récit fondateur que représente la Grande Guerre pour la France contemporaine, on peut encore parier, sans doute, sur le bel avenir du souvenir de 14-18. ■

¹⁷ Voir le rapport de la Commission de réflexion sur la modernisation des commémorations publiques présidée par l'historien André Kaspi, novembre 2008.

¹⁸ Valérie Beaudoin, Philippe Chevallier et Lionel Maurel (dir.), *Le Web français de la Grande Guerre, réseaux amateurs et institutionnels*, Presses Universitaires de Paris Nanterre, 2018.



LE 11 NOVEMBRE :

Histoire d'une commémoration

Après une carrière exemplaire de professeur d'histoire-géographie, José Schruoffeneger, aujourd'hui maire de Moosch, met en pratique ce qu'il a appris autrefois à ses élèves en éducation civique. Pour son discours du 11 novembre 2018, il a eu l'idée originale d'évoquer non pas d'héroïques faits d'armes, ou les terribles souffrances des Poilus dans les tranchées, mais de mener une réflexion sur les pratiques et le sens de cette commémoration à travers le temps.

Allocution du 11 Novembre 2018

En ce 11 novembre 2018, toutes les communes de France commémorent avec solennité et émotion la fin des combats d'une guerre qui restera dans l'Histoire comme l'une des illustrations de la folie des hommes.

Cette folie s'est déclinée tout au long de ces quatre années de conflit, offrant une extraordinaire richesse, richesse historique s'entend, à celles et ceux qui ont la passion de l'histoire.

Ainsi aurions nous pu évoquer les rivalités internationales coupables de la Belle Époque, les nationalismes exacerbés dans une Europe en tension qui voyait les uns affirmer que l'Allemagne était au-dessus de l'univers et les autres appeler à « la Revanche » enseignée aux enfants des écoles. Nous aurions pu évoquer également ces stratégies militaires dévoreuses de jeunes hommes, imaginées par des états-majors pour qui la vie d'un homme ne comptait pas ou bien rappeler les terribles souffrances des soldats dans les tranchées qui ont conduit aux mutineries de l'année 17 et aux fusillés pour l'exemple exclus presque un siècle de la communauté nationale... ou encore nous pencher sur le sort des femmes, des veuves en particulier, devenues chef de famille et d'exploitation agricole ou « munitionnettes » dans les usines d'armement. Nous aurions pu discourir gravement sur les conséquences démographiques, économiques et morales dramatiques de cette guerre et rappeler comment le centre de gravité du monde s'est déplacé du vieux continent vers l'Amérique. Enfin regretter ce mauvais traité de Versailles signé par des hommes sans visions, avides de territoires et qui portait en germes le conflit mondial suivant encore plus barbare.

Pour ma part, je voudrais aborder succinctement, puisque le temps qui m'est imparti ce soir est limité, l'histoire de la commémoration du 11 novembre parce que j'ai le sentiment que ce centenaire célébré avec ferveur, sera peut être la dernière célébration sous la forme que nous connaissons.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, le 11 novembre 1919 a été commémoré dans la discrétion, dans une approche intimiste et privée. Les autorités ont tenu à ces commémorations familiales, à ces recueils des communautés villageoises autour des veuves portant le deuil, comme pour effacer une forme de culpabilité devant tant de malheurs.

En 1920, la République donnera véritablement naissance à une commémoration à dimension nationale. C'est l'heure de la célébration du soldat inconnu, « le fils de toutes les mères qui n'ont pas retrouvé leur fils » comme l'affirmait le général Weygand. Nous avons tous appris à l'école comment Auguste Thin du 132^{ème} Régiment d'Infanterie a choisi l'un des cercueils placés dans la citadelle de Verdun. Verdun où sont passés tous les régiments de l'armée française. L'inconnu sera inhumé à l'Arc de triomphe, le lieu qui réunit les soldats de la Révolution, de l'Empire et des guerres du 19^{ème} siècle dans un esprit de continuité historique.

Le 11 novembre 1922, devient officiellement journée nationale et jour férié pour honorer les morts. Les Anciens combattants ont milité quatre ans pour faire de ce jour une journée entièrement dédiée à la commémoration de leurs camarades morts ou disparus, mais aussi aux sacrifices de tous ceux qui étaient rentrés vivants, mais blessés, gazés, « la gueule cassée », psychologiquement détruits et que la société des « Années Folles » ne parvenait pas à reconnaître ou à intégrer quand elle ne leur faisait pas comprendre qu'il y avait désormais mieux à faire que de ressasser la fraternité du Front. Le rituel de la commémoration va prendre forme. La nation réunie se recompose dans toutes les communes lors de défilés où prennent place les autorités, les familles des soldats tués, les anciens combattants, les enfants des écoles. Devant le monument aux morts souvent fraîchement inauguré, les maires prononcent des discours centrés sur les valeurs d'exemplarité du sacrifice et la nécessité de ne pas le rendre vain en lui donnant du sens en poursuivant l'œuvre des poilus morts pour la France.

Le 11 novembre 1923 André Maginot le ministre de la Guerre, ancien combattant mutilé allume la flamme pour la première fois...et ce ravivage de la flamme, symbole de mémoire et de foi en l'avenir, se poursuit depuis tous les soirs à 18h30. Il y a quelques années, nous les maires de la vallée, avec le président du Souvenir Français, nous avons fait ce geste sacré, déposé une gerbe au nom de tous les habitants de la vallée, observé une minute de silence, chanté « la Marseillaise » sous l'Arc de Triomphe et signé le livre d'or au nom de nos communes. Nous avons tous ressenti un ineffable frisson engendré par le sentiment d'accomplir un geste qui a du sens.

Dans l'entre-deux-guerres, l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie, et plus tard l'Espagne franquiste peuvent compter sur des hommes et des femmes qui, en France, partagent leurs idées et qui les affichent dans la presse et dans la rue.



Le discours de José Schruoffeneger

Le 11 novembre va devenir le théâtre d'affrontements entre courants de pensées qui véhiculent chacun une mémoire de guerre particulière. Il s'agit d'abord des Ligues d'extrême droite qui ne conçoivent la France qu'ethniquement pure, fondée sur le sang versé et le rejet de la République, puis le Parti Communiste qui affirme une foi aveugle dans le socialisme et rejette la République bourgeoise et enfin les Pacifistes et parmi eux des Anciens combattants, qui se démarquent des deux autres camps.

Dans de nombreuses communes, on verra deux défilés du 11 novembre, l'un le matin, l'autre l'après midi. L'hommage aux morts sera devenu manifestation politique marquée souvent par des affrontements violents.

Le 11 novembre 1940, cinq mille étudiants ont bravé l'interdiction prononcée par les occupants et la France collaborationniste et ont manifesté à Paris devant l'Arc de Triomphe. Un acte de résistance brutalement réprimé et qui va donner à cette journée une dimension nouvelle.

En 1944, le général De Gaulle choisira le 11 novembre pour honorer les résistants de la deuxième Guerre mondiale. Les victimes du nazisme et de Vichy rejoignent ainsi les morts de la Grande Guerre, faisant de la période 1914/1945 une sorte de guerre unique.

Depuis les années cinquante, les cérémonies du 11 novembre sont mises au service de la mémoire et de la paix, illustrées par la réconciliation puis l'amitié franco-allemande dont l'image la

plus emblématique est celle du président François Mitterrand et du chancelier Helmut Kohl, main dans la main à Verdun. Depuis, les allocutions de l'armistice permettent aux uns et aux autres de dire que l'Europe est désormais notre avenir.

Je crois sincèrement que l'on commettrait une faute si on effaçait cette journée particulière dans laquelle s'est niché un morceau de l'âme de notre nation parce que...comme l'a affirmé le président de la République, « commémorer, c'est tout sauf ringard »...

Mais commémorer c'est aussi, se souvenir,
Commémorer, c'est combattre l'amnésie,
Commémorer, c'est dire l'Histoire,
Commémorer, c'est se tourner vers l'avenir,
Commémorer, c'est œuvrer pour la paix.

Vive la République et vive la France. ■

José Schruoffeneger

Le siège de Strasbourg (15 juillet - 28 septembre 1870)

« En aucun cas ce que les historiens appellent un événement n'est saisi directement et entièrement ; il l'est toujours incomplètement et latéralement, à travers des documents ou des témoignages, disons à travers des tekmenia, des traces.... Même si j'étais Bismarck qui prend la décision d'expédier la dépêche d'Ems, ma propre interprétation de l'événement ne sera peut-être pas la même que celle de mes amis, de mon confesseur, de mon historien attitré et de mon psychanalyste, qui pourront avoir leur propre version de ma décision et estimer mieux savoir que moi ce que je voulais »

Paul VEYNE,
Comment on écrit l'histoire, Paris,
éditions du Seuil 1971

Alors quelle approche pour aborder historiquement le siège de Strasbourg ? Les témoignages, les photographies, les traces abondent mais leur interprétation demeure délicate dans la mesure où les passions nées de l'antagonisme franco-allemand ont été violentes.

Pour tenter d'approcher cet événement nous avons utilisé les journaux tenus par deux strasbourgeois pendant cette période. Le premier est celui de Rodolphe Reuss, historien qui a fait ses études en France et en Allemagne et qui a passé plusieurs années à reconstituer la Bibliothèque incendiée. Le second, récemment exhumé par l'équipe de Marie-Claire Vitoux de l'Université de Haute-Alsace, a été rédigé par Ernest Frantz, strasbourgeois employé aux écritures aux Hospices civils et musicien. À cela s'ajoute les *Documents relatifs au siège de Strasbourg*, rassemblés par l'un des protagonistes du siège : le général Jean-Jacques Alexis Urich, commandant de la place. Il faut encore mentionner l'apport précieux de la Médiathèque André Malraux qui a consacré une exposition en 2010 sur le thème « Strasbourg brûle-t-il »

Le contexte.

Le siège s'inscrit dans le cadre du conflit franco-allemand de 1870. A ce moment la France est isolée diplomatiquement et elle va foncer tête baissée dans le piège conçu par Bismarck. Pour ce dernier, il est impératif de rallier les états catholiques du Sud de l'Allemagne pour réaliser l'unité allemande. Seule une guerre contre la France pourra concrétiser son dessein.

La gestion de la crise liée à la candidature de Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne va être habilement utilisée par Bismarck. Malgré le désistement de Léopold, Paris exige une confirmation qui va aboutir à la dépêche d'Ems. Le texte original, amputé de toutes les formules diplomatiques de rigueur par Bismarck va provoquer un tollé à la cour d'autant qu'il est transmis par un « adjudant » terme mal traduit à Paris car il ne s'agit pas en Allemagne d'un sous-officier mais d'un aide de camp. La France déclare la guerre le 19 juillet. Le piège se referme.

Les forces en présence.

Du côté français. Au moment de la déclaration de la guerre, il n'est pas question d'une guerre avec des sièges. Le général Urich note :

« Qu'il est évident qu'on n'admettait pas que les Allemands puissent venir nous attaquer chez nous. Un plan n'avait-il pas été combiné ? Ne devait-on pas passer le Rhin le 8 août, séparer les forces de la confédération en deux parties et les battre l'une après l'autre ? »

in Documents relatifs au siège de Strasbourg Paris,
E.Deuter, libraire éditeur 1872.

Lorsqu'il prend le commandement de la 6^{ème} division territoriale qui inclut Strasbourg, il sort de sa retraite à 68 ans. Son analyse de la situation militaire est lucide et pessimiste. Strasbourg et surtout sa citadelle ne sont plus adaptées pour soutenir un siège. L'environnement immédiat de la citadelle constitue un handicap. Le glacis cher à Vauban a disparu. Le général va demander au Ministre de la défense de

« Faire raser immédiatement les constructions et les plantations nombreuses comprises dans la zone de servitude militaire de la place... De plus les arbres étaient en nombre tel et si rapprochés que sur bien des points des remparts on ne pouvait découvrir à plus de cent mètres en avant » (ouvrage cité) Refus du ministre.

« Malgré tout, il me fallut obéir »

Il dispose de 10 000 à 11 000 hommes appartenant à toutes les armes y compris la Marine mais avec seulement 23 hommes dans le Génie. A cela il faut ajouter la Garde Nationale, composée de civils que l'on va rapidement armer. Ernest Frantz ironise sur la vétusté des

armes et sur ses compatriotes pleins de bonne volonté mais qui ignorent tout du maniement des armes. Uhrich dénombre 240 à 250 bouches à feu de 14 calibres différents et pas toutes en état de marche. Les plus modernes se chargent encore par la gueule.

En haut lieu, pour la préparation de cette guerre on n'a retenu aucun enseignement de la victoire de Sadowa. Seul Thiers écrira qu'après la défaite de l'Autriche, « la France n'avait pas eu de plus grand malheur depuis 800 ans ».

La rapidité de cette bataille s'explique par de nouvelles stratégies : troupes fraîches emmenées par chemin de fer, liaisons télégraphiques efficaces, canons performants. À Paris on se berce d'illusions car le soldat français dispose du Chassepot et d'une toute nouvelle mitrailleuse, mais à portée réduite surtout opérationnelle pour des combats d'infanterie. Méconnaissance aussi de la géographie : « Combien d'officiers, et des plus hauts placés, ne nourrissent-ils pas, ostensible ou non, le mépris pour toutes les cartes (Citée par A. Dupuy, *la guerre, la Commune et la presse* », Paris, Armand Colin, 1959.

Dès les premiers jours de la guerre Ernest Frantz fait une analyse inquiétante de la situation :

« Nous voyons nos soldats mécontents promener leur ivresse parfois repoussante dans nos rues ; nous voyons les officiers ne songeant qu'à s'amuser, pour entrer en campagne, nous constatons de leur part des erreurs géographiques incroyables, leur légèreté et leur insouciance sont outrées, même pour des Français ».



La charge de Reichshoffen à destination des écoliers. In *Petite histoire de France*, Editions Mame 1951

in *Le récit du siège d'après le journal inédit d'Ernest Frantz*, Editions Place Stanislas, 2011.

Un autre strasbourgeois assiste à la débandade qui fait suite à la défaite de Froeschwiller :

« Le lendemain, l'aspect de la ville était désolant. Les soldats consignés dans les casernes virent défiler devant eux les tragiques groupes de fuyards de la grande bataille perdue. C'était des trains d'équipage sans harnais, des cuirassiers sans casque et sans cuirasse, des lanciers sur des mulets ; rue d'Austerlitz, je vis passer un groupe de turcos, clairon en tête, sonnait la charge en portant le drapeau du régiment. ...Les nouvelles nous arrivaient maintenant bien plus graves que nous n'avions pu les présumer. Nous apprîmes l'horrible charge de Morsbronn, le passage de Mac-Mahon par Saverne sur Chalons, bientôt nous vîmes arriver les fugitifs de banlieue. Ils emmenaient sur des voitures les ustensiles de ménage les plus indispensables, femmes et enfants les entouraient et



Photo de la carte utilisée par le général von Werder pour le siège de Strasbourg. Collection personnelle

les suivaient, portant des cages à poules ou conduisant des bestiaux. (in *Jours vécus* par Charles Bastian, Strasbourg, librairie alsacienne 1927)

Du côté allemand : 50 à 60 000 soldats bien entraînés dont certains, incorporés dans les régiments badois connaissent bien la région :

« Ce matin, des soldats ennemis se sont fait fournir du pain et des vivres par les habitants de Schiltigheim. Quelques uns d'entre ces derniers ont été vivement surpris d'entendre plusieurs de ces soldats les appeler par leur nom, leur demandant des nouvelles de la famille, d'autres personnes de la localité, etc...

... On se reconnut bien vite, ces soldats avaient travaillé comme garçons brasseurs et depuis la déclaration de guerre avaient dû rejoindre le régiment de la *Landwehr* dont ils font partie » (E. Frantz ouvrage cité) journée du 10 août.

À l'abri des constructions et du couvert végétal, von Werder a eu tout le temps nécessaire pour installer ses batteries au Nord et au Nord-Ouest de la ville. Quelques canons à Kehl pour viser la citadelle. Rien au Sud, car Urich a repris l'idée de Vauban et inondé cette zone en avant des fortifications. Von Werder a à sa disposition des canons redoutables, rapides qui se chargent par la culasse et qui projettent bombes et obus avec précision. Les munitions ne manquent pas. Le général Urich mentionne le chiffre de 192 600 projectiles qui ont touché la ville et la citadelle pendant 46 jours. On peut encore apercevoir l'un de ces obus Place du Corbeau, fiché dans le mur de la maison qui fait le coin avec la rue d'Austerlitz.

Il est permis de s'attarder sur la personnalité des deux généraux qui se font face.



Jean-Jacques Alexis Urich, papa Urich pour Ernest Frantz, est né à Phalsbourg en 1802 d'une famille de soldats. August von Werder, de six ans son cadet est prussien. Il a participé à la bataille de 1866 comme général de division (Generalleutnant). Il sera encore victorieux contre Bourbaki à Villersexel en 1871 et participera aux batailles de Héricourt et de Belfort. Il sera fait comte par Guillaume 1er (in Nouveau Dictionnaire de biographie alsacienne t VIII). Il a fait siennes les théories d'un autre prussien Karl von Clausewitz (1780-1831). : « La guerre n'admet pas de philanthropie ; pour battre un adversaire, toutes les ressources sont mises en jeu, sinon lui les utilisera et vaincra... Chaque adversaire tente de tourner à son profit la

violence extrême, il l'emploie s'il veut vaincre... » in Encyclopedia Universalis corpus 4.

Cette violence tournée contre les civils vaudra à von Werder le surnom de von Mörder = l'assassin.

Cependant ces deux officiers généraux se respectent et leur correspondance a aujourd'hui un caractère suranné. Il a été reproduit par le général Urich lorsque ce dernier a été inquiété au lendemain de la guerre pour fautes de tactique et surtout sa capitulation.

Dès le début de l'état de siège proclamé par le préfet Pron le 6 août, le général Urich demande à von Werder d'évacuer les femmes et les vieillards et celui-ci lui fait cette réponse :

« Monsieur,

Je conçois parfaitement les sentiments pénibles dans lesquels se réunissent les devoirs du soldat et l'inquiétude pour 80 000 citoyens sans abri. Les fortifications des grandes villes ont leur faiblesse dans les souffrances de la population, qui est exposée sans abri aux boulets ennemis, surtout, si comme à Strasbourg elles sont sans casemates. La sortie que vous souhaitez d'une partie de la population, augmenterait donc la force de la fortification ; c'est pourquoi je ne suis pas en état, quelque douloureux que ce soit pour moi, de donner à votre désir la suite que dans l'intérêt de l'humanité je voudrais lui donner.

Si des personnes isolées, notamment des étrangers, devaient avoir des considérations particulières à faire valoir, je suis tout disposé, après vérification de la position, à les laisser passer.

Quant à ce qui vous concerne en particulier, je crois pouvoir conjecturer que vous avez peut-être le désir d'envoyer des lettres à votre famille à Paris. Je vous prie donc de me les envoyer, étant persuadé de leur contenu tout à fait personnel et privé. En terminant, je me réserve de vous fixer le moment où tout le plein poids de l'attaque commencera pour Strasbourg [les premiers obus sont tombés le 13 août]

Agréez ma considération particulière avec l'assurance que j'ai le désir le plus vif de faire concorder, autant que possible, ma mission avec vos sentiments.

von Werder, 21 août
(in *Documents relatifs au siège*, op.cité)

On comprend que seul le refus de l'évacuation sera communiqué au Comité de défense constitué pour assumer la situation.

Malgré la pluie des bombes la correspondance entre les deux généraux va se poursuivre et fait état d'échanges de bons procédés. Lorsque des médicaments destinés aux blessés français restent bloqués à l'entrée de Strasbourg, von Werder a besoin de glace pour ses propres blessés. Ils se mettront d'accord, la glace des caves de Schiltigheim parviendra sans encombre à Mundolsheim et les médicaments aux blessés de Strasbourg.

Des laissez-passer sont obtenus pour des femmes notamment d'officiers et pour des religieuses. Des échanges de prisonniers ont lieu.

Von Werder fait même parvenir des journaux au général Uhrich pour l'informer de la situation exacte des événements. Ses arrière-pensées sont évidentes. Les intérêts des deux généraux sont bien sûr antagonistes. Von Werder a hâte d'en terminer et il y a une certaine incompréhension des Allemands devant l'acharnement des Strasbourgeois à refuser de se rendre. Ernest Frantz écrit le 20 septembre (op.cité) :

« Leur étonnement, [des Prussiens] qui paraît sincère, de voir les Strasbourgeois – qu'ils considèrent comme des Allemands- s'entêter à une vaine résistance, préférer la ruine complète de la cité à un retour, j'allais écrire « repentant » à leur mère l'Allemagne »

De son côté le général Uhrich a peine à admettre l'étendue du désastre :

Quand von Werder lui écrit :

« ... Je ne vous dissimulerai pas que la général Mac-Mahon a été battu le 29 août à Beaumont et qu'il a été rejeté de l'autre côté de la Meuse avec des pertes considérables à Mouzon.

L'armée du prince royal de Prusse continue sa marche en avant.

Le maréchal Bazaine est enfermé à Metz. Si dans cette situation que vous pouvez examiner chaque jour, la cessation de la défense de Strasbourg non seulement est justifiée au point de vue militaire, mais encore du point de vue de l'humanité, ce que je laisse à votre examen. »

Uhrich écrira : « Les nouvelles contenues dans la lettre du général de Werder, en date du 3 septembre, [*Sedan est tombée la veille*] sur les désastres de nos armées me paraissent, comme je l'ai dit, exagérées, impossible à admettre. » in *Documents relatifs au siège de Strasbourg*, ibid

Le général refuse d'informer la population pour ne pas créer de panique.

La vie quotidienne des Strasbourgeois pendant le siège : six semaines d'enfer.

Le bombardement.

Von Werder a mis ses menaces à exécution dès le 13 août

« Hier soir, le canon a retenti pour la première fois. Les soldats postés sur les remparts près de la Porte de Pierre ont ouvert une vive fusillade et les canons des deux côtés ont lancé quelques bordées de mitraille » E. Frantz, ibid

Mais pour un tir français, quatre tirs allemands. Les cibles sont la citadelle mais aussi la ville elle-même. Ils ont lieu surtout la nuit car les lueurs des incendies augmentent la précision des tirs et épouvantent la population. Rodolphe Reuss écrira dans son journal le 28 septembre : « On n'est plus habitué à la tranquillité nocturne : elle empêche de dormir. »

Toutes sortes de projectiles explosent dans la ville et Ernest Frantz les répertorie

« Les obus que l'ennemi lance sur la ville sont généralement de deux calibres : les plus gros pèsent de 25 à 30 kilogrammes, d'autres ne dépassent guère 15 kilogrammes. Beaucoup sont remplis d'une composition incendiaire qu'il est impossible d'éteindre avec de l'eau et qui brûle pendant près de dix minutes après l'explosion du projectile. En outre, il tombe dans les faubourgs des bombes dont le poids atteint jusqu'à 75 kilogrammes ; une seule de celles-ci suffit pour écraser toute une maison. L'ennemi lance aussi dans les faubourgs et spécialement sur les points où il aperçoit un incendie, des projectiles dont l'effet est des plus meurtriers. »

« Il devient impossible de relater tous les malheurs, toutes les ruines, toutes les désolations dont nous sommes témoins. Qui m'aurait dit au lendemain du 15 août, quand je citais, maison par maison, celles qui avaient été atteintes par les obus, qu'il viendrait un jour où, m'égarant dans un dédale d'horreurs, j'en arriverais à confondre celles de la veille avec celles du lendemain ? J'ai traversé hier des quartiers qui brûlaient, j'y suis passé aujourd'hui, ils étaient en flammes ; demain ils brûleront encore peut-être. » ibid

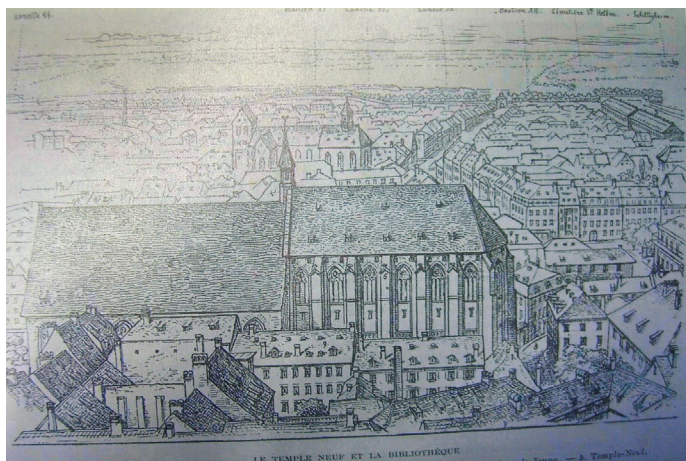
Un état des dégâts causés par les bombardements a été dressé par la Commission municipale adressée au général Uhrich :

« En tout 404 maisons détruites [sans compter les maisons inhabitées], non compris le théâtre, la préfecture, le Temple Neuf, l'église de l'hôpital et d'autres édifices publics...6 200 personnes sont sans abri » document officiel récupéré par E. Frantz



Les ruines du quai des Pêcheurs dessinées par J. Brouta, éditions du Musée historique Strasbourg 1923

Ruines du quai des Pêcheurs dessinées par J. Brouta, éditions du Musée historique Strasbourg 1923



Le temple Neuf avant le bombardement et après l'après les documents exposés à la Médiathèque André Malraux



In Saisons d'Alsace n°45 :
« 1870-1910 Alsace, le grand tournant » septembre 2010

La destruction de la Bibliothèque du Temple Neuf.

Elle va profondément marquer les esprits.

« Ceux qui les ont vécues, ces journées et ces nuits du 24 et du 25 août, ne les oublieront jamais ! A trente ans de distance, j'entends encore les appels lugubres et les cris d'épouvante, qui parvenaient au poste des veilleurs volontaires de mon quartier, à travers le sifflement aigu des projectiles et le fracas des toitures qui s'effondrent, et les rouges lueurs qui illuminaient le ciel sombre quand un nouveau brasier était allumé par les obus incendiaires. Cette première nuit ce fut la plus grandes des églises protestantes, le Temple Neuf, qui flamba ; puis ce furent les deux bibliothèques de Strasbourg, célèbres dans toute l'Europe par leurs manuscrits précieux et leurs livres rares : une pluie d'obus à balles est concentrée sur l'édifice en flammes, dont la toiture, dépassant les remparts, se voyait parfaitement dans les lignes ennemies et rien ne put être sauvé ; de tant de trésors il ne reste que quelques pinces de cendres ! »

Rodolphe Reuss : *Strasbourg à travers les âges* (conférence qui était prévue le 18 janvier 1900 et qui ne fut pas prononcée en raison de la maladie de l'auteur
(compilation jointe à la transcription du journal faite par Léa Ackermann)

Parmi toutes les richesses de la Bibliothèque que Ernest Frantz énumère soigneusement il ya le Hortus deliciarum de Herrade de Landsberg !

Cette destruction va provoquer deux réactions dans la population : la première est la germanophobie :

« Personne n'aurait cru possible qu'en plein XIX^{ème} siècle, une nation qui prétend marcher à la tête de la civilisation, qu'un souverain chrétien donneraient l'ordre de réduire en cendres des temples et des églises (...) Naïves illusions, dont nous avons chèrement acheté la perte (...) »

Rodolphe Reuss : *Les bibliothèques publiques de Strasbourg incendiées dans la nuit du 24 août 1870.*

Chronique du Journal général de l'imprimerie et de la librairie. 1872

La seconde va à l'encontre de l'effet escompté par von Werder. Ce bombardement va renforcer la détermination des Strasbourgeois : « Ouvrir nos portes à de pareils barbares, disait-on, à de pareils assassins, jamais ! Plutôt nous laisser enterrer sous les mines » (E. Frantz)

Le toit de la cathédrale brûle le 25 août.

Les conditions sanitaires

Les bombes et obus ont des effets dévastateurs. E. Frantz évalue le 21 septembre à 1 700 le nombre des blessés. Les lits des hôpitaux ne suffisent plus, il faut réquisitionner le palais impérial (Rohan), des couvents, des séminaires et même le lycée (Fustel). Tous arborent le drapeau à croix rouge qui sera souvent d'une protection dérisoire. Ainsi le lycée sera touché par deux obus et l'un des responsables de l'ambulance, monsieur Dufour écrira une lettre indignée au « *Courrier du Bas-Rhin* ».

Les habitants se réfugient dans les étages inférieurs et dans les caves ce qui va favoriser le développement d'épidémies sans doute de variole. E. Frantz inclut dans son journal un avis du corps médical

« La section médicale de la Société de Secours aux blessés [Croix Rouge] croit de son devoir d'attirer l'attention du public sur le danger des séjours prolongés dans les caves, danger résultant des défauts d'aération, de l'humidité, de l'encombrement. Les caves ne doivent servir de refuge que momentanément et en cas de bombardement.

Au nom de la section médicale,
le secrétaire de la section médicale
Dr F. Monoyer

L'accès au cimetière Sainte Hélène étant devenu impossible, on enterre les morts au Jardin botanique.

Le général Uhrich dénombrera 279 civils tués, 738 militaires et 965 pour d'autres causes.

Les rumeurs

Les plus folles circulent car la ville est isolée et les liaisons télégraphiques ont été interrompues. On croit désespérément à la venue de secours. Une flotte est même annoncée sur le Rhin ! La précision des tirs fait croire à des espions que l'on voit partout.

L'attitude du préfet Pron (contre lequel Ernest Frantz semble avoir une dent particulière) ne contribue pas à rétablir la confiance :

Strasbourg, le 3 septembre

Monsieur le Maire,

Diverses dépêches télégraphiques ou autres ont été colportées dans la ville depuis trois jours. Ces dépêches annoncent d'éclatants succès pour nos armées...

Veillez croire une fois de plus que si nous avons reçu des documents certains, nous n'aurions garde de les tenir secrets, quelle qu'en dû être la nature et la portée.

Je vous serai donc reconnaissant d'affirmer que nos renseignements indirects et extra-officiels sont tous très favorables, mais que nous ne pouvons rien publier de positif, faute de communication gouvernementale à cet égard. A. Pron cité par E. Frantz ouvrage cité

Pourtant des exemplaires de la *Karlsruher Zeitung* passent mais on se refuse à considérer les articles comme fondés.

La préoccupation quotidienne : le ravitaillement

Bien que les réfugiés aient emporté avec eux leur bétail et leurs réserves qui vont s'ajouter à celles de la ville, les vivres vont commencer à manquer. Le marché noir se développe. Seul le prix du pain reste modéré grâce aux provisions de farine mais tout le reste fait défaut et surtout les produits frais. Un œuf se négocie 25 centimes pièce, le lait, un franc le litre. Et ce dernier va rapidement manquer surtout pour les enfants. Ernest Frantz parle d'une vache laitière négociée à 1 500 francs ! [le revenu moyen disponible par habitant sous le Second Empire est évalué à 477 francs. Alain Plessis. Le Point Histoire. Paris Le Seuil 1973].

Le sel et la bière (les brasseries étaient installées à Schiltigheim) font défaut. A plusieurs reprises Rodolphe Reuss évoque des menus composés avec de la viande de cheval. Même remarque chez Ernest Frantz : « J'ai commencé à en manger dès le 8 août [du cheval] et ne m'en trouve pas mal... Il n'y a que le commencement qui coûte, le préjugé à vaincre et disons-le, un certain dégoût à surmonter »

Pour pallier ce problème notamment pour les plus démunis, des soupes populaires sont installées : menu : viande de cheval, riz ou pois. La mendicité se répand. Rodolphe Reuss et Ernest Frantz rapportent des scènes de pillage.

Cependant la nouvelle du siège de Strasbourg se répand en Europe et surtout en Suisse. C'est de là que viendront les secours tant attendus.

L'arrivée des Suisses.

Selon une vieille tradition remontant à l'époque médiévale, Strasbourg et les villes suisses avaient signé un traité d'assistance mutuelle et pour la concrétiser, un équipage avait rejoint Strasbourg avec un chaudron de millet (conservé au Musée historique) encore chaud à leur arrivée.

La délégation suisse négocie son entrée dans la ville avec von Werder le 10 septembre qui transmet au général Urich la lettre suivante :

Excellence,

Les délégués de Zurich, Berne et Bâle munis des pouvoirs du Conseil Fédéral, viennent, au nom de leurs concitoyens, offrir l'hospitalité suisse aux habitants de Strasbourg les plus en détresse.

Notre conférence avec le général de Werder a eu pour résultat l'autorisation de son Excellence du passage par les lignes des assiégeants des familles qui désiraient émigrer, mais dont la liste doit être soumise à son Excellence...

In Documents relatifs au siège ibid

Et le dimanche 11 septembre Rodolphe Reuss note dans son journal .sa préoccupation de recevoir dignement ces sauveteurs qui vont permettre d'évacuer les plus vulnérables.

« (Monsieur Boersch) avait interpellé Humann [le maire qui va être remplacé par Émile Kuss] pour savoir si l'on ne convoquerait pas la garde nationale pour faire la haie. Le maire répond que le général Urich ne veut pas exposer les pères de famille...Urich avait fièrement refusé un armistice de deux heures pour l'entrée des délégués suisses ; les pauvres pékins en pâtissent car les obus tombent durs pendant le début de notre station surtout. Il y a cependant assez de monde ; nous sommes une centaine de gardes nationaux en uniforme mais sans fusils. Enfin le Conseil se porte vers la porte extérieure. Stationnés près des ruines du Moulin militaire nous le voyons revenir avec quelques messieurs, dont un très grand, qui dit être le colonel de Buren. Avec eux le banquier Staehling, qui confirme à la foule qui l'entoure l'entière défaite de nos armées et la proclamation de la République...[4 septembre à Paris] »

Rodolphe Reuss, *Chroniques strasbourgeoises*.

Juillet-septembre 1870

Transcription Léa Ackermann CRDP de Strasbourg

La fin du cauchemar.

L'arrivée des Suisses a confirmé que les conditions politiques avaient changé. Le préfet Valentin, nommé par la République est arrivé à Strasbourg le 14 septembre en traversant les lignes ennemies au terme d'une odyssée rocambolesque avec ses lettres d'accréditation cachées dans un étui à cigares. Cela va donner des arguments à von Werder qui continue de pilonner systématiquement la ville et la citadelle.

Dès le 5 septembre il exhorte le général Urich à se rendre :

...Déjà, à la date du 27 août, vous avez dit à ce sujet,



Arrivée de la délégation suisse. 11 septembre 1870. Peinture de Théophile Schuler. Musée historique de Berne in travail de Léa Ackermann sur la bibliothèque de Strasbourg

dans une dépêche adressée au Ministre de la guerre et au général Douay que vous regardiez Strasbourg comme perdu, si vous ne receviez pas *sans délai* du secours. Que dans les circonstances actuelles ce secours ne peut venir de votre armée, cela doit vous paraître indubitable...

Avec l'assurance d'une haute considération particulière, j'ai l'honneur d'être votre tout dévoué

De Werder in *Documents relatifs au siège de Strasbourg* ibid

Le Grand duc de Bade enfonce le clou :

... « mon général, veuillez écouter la voix d'un prince allemand qui combat pour la gloire de sa patrie, mais qui néanmoins connaît son devoir envers Dieu, devant lequel il n'y a qu'une vraie gloire : l'amour des frères.

Je vous prie donc d'en finir avec ce terrible drame et de profiter franchement de ce bon moment pour faire vous même des propositions acceptables au général en chef de l'armée de siège devant Strasbourg, qui vous a souvent fait preuve de son bon vouloir »

Lampertheim 23 septembre
Frédéric Gand Duc de Bade in *Documents relatifs au siège de Strasbourg* op.cité

Le grand duc insiste sur le fait que le gouvernement qui l'a chargé de défendre la place n'est plus et qu'il

est donc dégagé de ses obligations.

« La canonnade continue toujours et deux brèches sont ouvertes, l'une à droite à environ 800 mètres de la Porte de Pierre ; l'autre à gauche tout près de la porte, donne en même temps accès dans une espèce de casemate débouchant dans un enclos militaire »

27 septembre E. Frantz ouvrage cité

Les soldats des deux camps sont si proches les uns des autres qu'ils peuvent s'entendre et E. Frantz note qu'avant de tirer certains avertissent leurs adversaires : « Bück't euch »

La reddition.

La situation est désespérée et le drapeau blanc est hissé sur la cathédrale le 27 septembre. Cela engendre des réactions violentes dans la population. Certains se réjouissent, taxés de poltrons par Ernest Frantz et d'autres restent déterminés à poursuivre la résistance.

Le même jour le général Uhrich envoie une délégation à von Werder pour négocier les conditions de la reddition. Il écrira :

« Les rapports que j'ai eu avec le général de Werder depuis le commencement du siège, rapports toujours empreints de courtoisie et de loyauté de sa part me donnent la confiance qu'il déterminera avec équité et en ennemi chevaleresque le traitement que les survivants auront à subir »

Les troupes se rendent mais de façon peu glorieuse comme le notera Ernest Frantz :

« Et cette sortie de nos troupes dans le plus grand désordre ajoute encore au lugubre du départ. Combien elle aurait pu être plus digne ! Quelle meilleure impression elle aurait fait sur nous d'abord, sur l'ennemi ensuite...Quelle débandade sans non ! Quel désolant spectacle !

...Une heure plus tard, les Prussiens étaient dans Strasbourg. Les rues se vidèrent comme par enchantement, les maisons se fermaient...Leur entrée a dû être étudiée et combinée longtemps à l'avance peut-être. Ils sont presque tous le casque pendu au côté et portent une casquette sans visière, bordée d'un galon rouge qui leur donne, aux officiers surtout, l'air de domestiques en livrée.

Après le traumatisme du siège, les Strasbourgeois vont devoir affronter une autre réalité : l'annexion. Et là la prise de Strasbourg va devenir pour von Werder et l'Empire une victoire à la Pyrrhus. Le *Courrier du Bas-Rhin* publie le 6 octobre une lettre de son correspondant de la *Gazette de Carlsruhe* :

« Quant à l'esprit politique qui prédomine à Strasbourg, il ne faut pas qu'on se livre à l'illusion qu'il est favorable à la réunion avec l'Allemagne ; ou même qu'il l'admettrait facilement. Il y a à Strasbourg beaucoup de personnes qui connaissent l'Allemagne, qui la

tiennent en haute estime, qui l'aiment ; il en est même bon nombre qui dans les circonstances actuelles voteraient, quoique le cœur gros, pour l'annexion.

Mais il y a pour ainsi dire pas un strasbourgeois qui accueillerait avec joie un changement de condition politique ; les liens qui unissent Strasbourg à la France trop étroits, l'impression des derniers événements est trop rude. Néanmoins, je n'en doute point pour ma part, on réussira, dans un temps qui n'est pas trop éloigné à transformer cette excellente ville en un membre de l'Allemagne. » ■

Médiathèque André Malraux

Monique Klipfel

Remerciements

Ils vont à Léa Ackermann du CRDP de Strasbourg (aujourd'hui Canope) qui a su avec une sympathie indéfectible pallier toutes mes faiblesses ainsi qu'à Agathe Bischoff-Morales et Mireille Petry-Neyroud qui m'ont fait partager leur passion des archives avec beaucoup de patience et de sourire.

Cet article publié en 2009 a été dû être retouché et cela n'a été rendu possible que grâce à la toujours disponibilité et efficacité d'Agathe Bischoff-Morales.



État d'une des portes de la citadelle. Photo Charles David Winter numérisée par Thierry Hatt

France-Alsace-Lorraine 1918 : quelles retrouvailles ?

L'armistice signé le 11 novembre 1918 stipulait dès son article deux « l'évacuation immédiate des pays envahis par l'Allemagne, ainsi que l'Alsace-Lorraine ». Si les Français se souvenaient de la protestation des députés alsaciens et lorrains qui avaient déclaré, en 1871, « conserver à la France, absente de leurs foyers, une affection filiale jusqu'au jour où elle viendra y reprendre sa place »⁽¹⁾, l'entrée de l'armée française dans les anciens départements ne pouvait être un simple retour de la France alors que 48 années s'étaient écoulées depuis l'invasion allemande de 1870. Tout en entretenant majoritairement un attachement particulier à la France, les Alsaciens-Lorrains avaient changé, d'abord en raison de la longue durée de l'annexion. Parmi ceux qui virent le retour de la France en 1918, ceux qui avaient été Français avant 1870 n'étaient plus qu'une minorité de gens âgés. À la veille de 1914, l'intégration des Alsaciens-Lorrains à l'Empire allemand, sans être achevée, était une réalité. D'ailleurs, exception faite de quelques transfuges, ils combattirent loyalement dans l'armée impériale. Mais la France avait aussi changé depuis 1871. La République s'était installée, incarnant désormais les promesses libérales et démocratiques de la Révolution. Cette réalité nourrissait un motif particulier d'attachement à la France pour certains Alsaciens-Lorrains. Mais pour d'autres, en particulier les catholiques, la laïcisation de l'Etat républicain constituait un motif d'inquiétude, voire de rejet. Les retrouvailles de la France et de l'Alsace-Lorraine s'inscrivent dans ce contexte évolutif et complexe dont témoigne un observateur de l'entrée de l'armée française à Strasbourg : « On attendait, en tremblant de joie et de crainte, ne pouvant presque pas croire à ce qui devait arriver »⁽²⁾.

Dans un premier temps on rappellera pourquoi l'Alsace-Lorraine avait été annexée par l'Empire allemand en 1871, comment elle avait été administrée et comment elle avait évolué jusqu'en 1914, restant pour la France un obstacle à la réconciliation avec l'Allemagne. On examinera ensuite la période de la guerre marquée par les tentatives de reconquête de la France, le loyalisme des Alsaciens-Lorrains envers le Reich et le rejet final de celui-ci, le retour de la France dans ses anciens départements à la suite de l'armistice du 11 novembre 1918. Enfin, on analysera la complexité et les difficultés de la réintégration de l'Alsace-Lorraine dans la République.

1. Le temps de l'annexion (1871-1918)

1.1 L'Alsace-Lorraine est née de la conquête



Carte du traité de Francfort

Vainqueur de la guerre de 1870-1871 contre la France, l'Empire allemand exigea la cession du territoire composé de l'Alsace et de la Lorraine du Nord, annexion ratifiée par le traité de Francfort (10 mai 1871). Le Reichsland (terre d'empire) ainsi constitué s'étendait sur 14 522 km² et était peuplé d'environ 1,5 million d'habitants. Il comprenait le département de la Moselle, à l'exception du canton de Longwy et de l'arrondissement de Briey, qui furent incorporés au département de la Meurthe pour la former la Meurthe-et-Moselle ; les arrondissements de Château-Salins et de Sarrebourg, détachés du département de la Meurthe ; les cantons de Saales et de Schirmeck, détachés du département des Vosges ; le département du Bas-Rhin dans sa totalité ; le département du Haut-Rhin à l'exception des

1 - Mémorial d'Alsace-Moselle, Schirmeck.

2 - Thomas Seltz, rédacteur en chef de l'*Elssasser* (catholique) cité par François Grandhomme, "Retrouver la frontière du Rhin en 1918", Revue d'Alsace 139/2013, L'Alsace et la Grande Guerre.

cantons de Belfort, Delle, Giromagny et de l'Ouest du canton de Fontaine, ces derniers territoires formant un nouveau département dénommé « Territoire de Belfort ».

Le Reichsland était une création ex-nihilo, l'Alsace et la Lorraine du Nord n'ayant jamais fait partie du même ensemble géopolitique. Partisan d'une conception ethnique de la nation, le chancelier allemand Bismarck considérait qu'il s'agissait de territoires allemands car les populations y parlaient l'allemand, en réalité des dialectes germaniques, certains étant par ailleurs des langues romanes comme le *welche* de Lorraine et du Val d'Orbey et le franc-comtois des environs de Belfort. Néanmoins, pour Bismarck, l'annexion de l'Alsace-Lorraine achevait l'unité de l'Allemagne⁽³⁾.

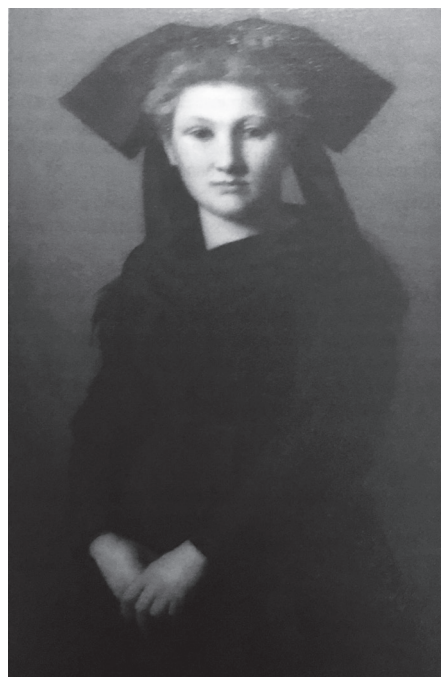
À Bordeaux, où était réunie l'assemblée nationale élue en février 1871, les députés alsaciens et lorrains protestèrent contre l'annexion lors du vote des préliminaires de paix du 1er mars 1871 : « Livrés, au mépris de toute justice et par un odieux abus de force, à la domination de l'étranger, nous avons un dernier devoir à accomplir. Nous déclarons encore une fois nul et non avenue un pacte qui dispose de nous sans notre consentement. » Parmi les signataires on relève Gambetta, alors élu du Bas-Rhin⁽⁴⁾. Dans leur ensemble, les Français ressentirent le traité de Francfort comme une grave injustice. Le Reichsland Elsass-Lothringen devint, pour les Français et les Alsaciens-Lorrains eux-mêmes, une entité, « L'Alsace-Lorraine », que personne ne confondait avec les anciennes provinces d'Alsace et de Lorraine.

Le traité de Francfort prévoyait pour les Alsaciens-Lorrains le droit d'opter pour la France avant le 1^{er} octobre 1872, ce qui supposait qu'ils quittent le territoire annexé. 160 878 firent une déclaration d'option pour la France. 49 926 quittèrent effectivement l'Alsace-Lorraine. Parmi eux, on compte la famille Dreyfus, dont le benjamin n'est autre qu'Alfred, le futur capitaine, famille de filateurs et de tisseurs de coton établie à Mulhouse et qui part s'installer à Bar-le-Duc. De même, le père d'André Maurois et ses grands oncles, manufacturiers lainiers de Bischwiller (usine Fraenckel-Herzog), vont s'établir à Elbeuf, centre lainier près de Rouen. Ces industriels entraînent avec eux un certain nombre de leurs cadres et de leurs ouvriers.

1.2 Le temps de la protestation (de 1871 au début des années 1890)

Le Reichsland fut administré par un gouverneur siégeant à Strasbourg dépendant directement de l'empereur. Une « Délégation » (Landesausschuss), élue par les conseils généraux⁽⁵⁾, les cercles et les municipalités des grandes villes. Elle n'avait qu'un pouvoir consultatif. L'immigration allemande, encouragée par le gouvernement impérial, était constituée de fonctionnaires, d'officiers et d'entrepreneurs résidant principalement en ville ; elle créait une situation de type colonial. Alsaciens-Lorrains et Vieux Allemands vivaient en général dans des mondes séparés. C'est cette séparation que le dessinateur Hansi, alias Jean-Jacques Waltz, s'est plu à caricaturer, ridiculisant les mœurs vestimentaires et alimentaires des Allemands d'Alsace. Les mariages mixtes furent rares, à l'exception de quelques soldats allemands en garnison qui contractèrent des mariages avec des alsaciennes et des lorraines.

Bismarck considérait que l'Alsace-Lorraine était le « glacis de l'empire » face à ce qui restait à ses yeux la menace de revanche française. Les affaires militaires étaient du ressort du ministère prussien de la Guerre et du cabinet militaire de l'Empereur qui veillait aux nominations des chefs de corps à Strasbourg et à Metz. Avec 15 000 soldats, la capitale de la Lorraine

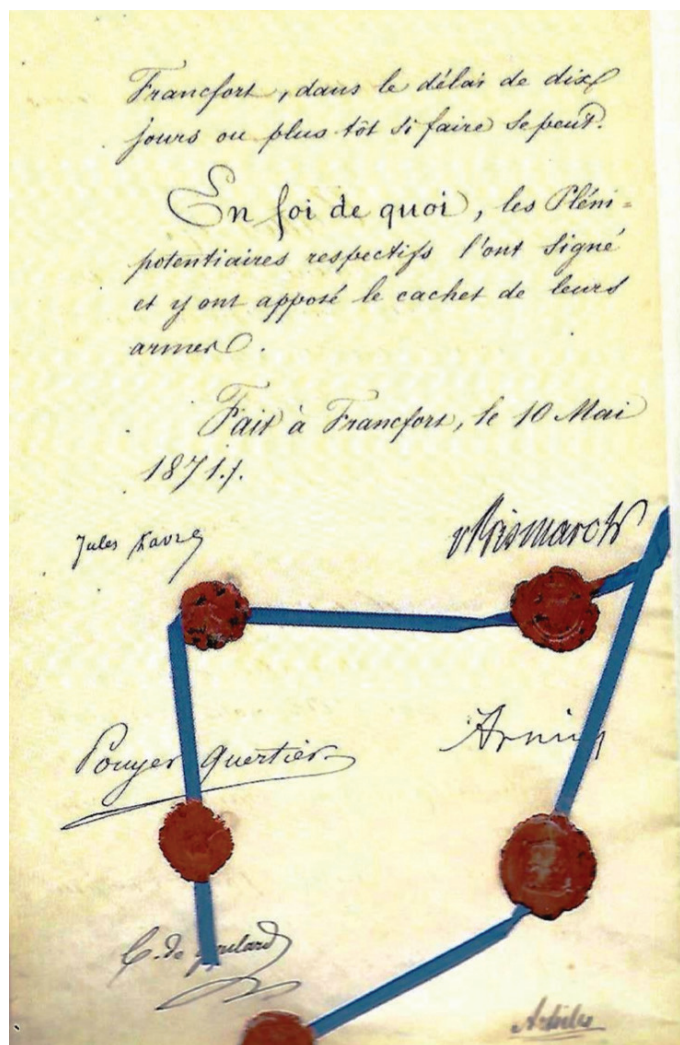


Jean-Jacques Henner (1829-1905), *L'Alsace. Elle attend*, 1871 (musée J.-J. Henner © Photo RMN-Grand Palais - F. Raux. DR)

3 - Mommsen, professeur à l'université de Berlin, soutenait les prétentions allemandes. Dès le 27 octobre 1870, Fustel de Coulanges lui avait répondu : « Il se peut que l'Alsace soit allemande par la race et par le langage ; mais par la nationalité et le sentiment de la patrie elle est française. Et savez-vous ce qui l'a rendue française ? Ce n'est pas Louis XIV, c'est notre Révolution de 1789. Depuis ce moment, l'Alsace a suivi toutes nos destinées ; elle a vécu de notre vie. »

4 - Le célèbre tableau de Jean-Jacques Henner, *L'Alsace, elle attend*, commande d'Eugénie Kestner, épouse d'un industriel, fut offert à Gambetta.

5 - Les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle furent respectivement remplacés par les Bezirke d'Ober Elsass, Unter Elsass, Lothringen.



Traité de Francfort

allemande était la première place forte du Reich. Des manoeuvres avaient lieu chaque année. À l'intérieur du Reichsland le courant protestataire était soutenu par les catholiques, hostiles au Kulturkampf engagé par Bismarck, et par les libéraux francophiles des villes. Il s'exprima officiellement le 18 février 1874 devant le Reichstag, certains députés alsaciens-lorrains étant les mêmes que ceux de Bordeaux : « Plaise au Reichstag de décider que les populations d'Alsace et de Lorraine qui, sans avoir été consultées, ont été annexées à l'Empire germanique par le traité de Francfort soient appelées à se prononcer spécialement sur cette annexion. »⁽⁶⁾ La requête n'eut aucune suite.

1.3 L'intégration progressive de l'Alsace-Lorraine à l'Empire allemand

À partir des années 1890, les générations qui arrivent à l'âge adulte n'ont connu que le Reich et ont appris l'allemand à l'école, c'est-à-dire le haut allemand, différent

des dialectes locaux. L'allemand devint la langue de la vie courante, surtout en ville. Le mulhousien Philippe Husser, qui avait huit ans en 1870, est l'auteur du *Journal d'un instituteur alsacien*⁽⁷⁾ qu'il écrivit en allemand pendant la guerre de 1914-1918. En 1915, dans le village de Dannemarie, reconquis par les Français, 95% de la population ne parlait que l'allemand ou l'alsacien.

L'Alsace-Lorraine bénéficia de la croissance économique soutenue du Reich. Le vignoble alsacien trouvait des débouchés en Allemagne. Des industriels allemands s'installèrent en Alsace-Lorraine avec cadres et ouvriers. Thyssen s'établit à Hagondange. La minette lorraine était envoyée dans la Ruhr. En revanche, les industriels alsaciens gardèrent le contrôle sur le textile, l'industrie mécanique et les brasseries.

Les Alsaciens-Lorrains bénéficièrent, comme les autres Allemands, de la législation sociale bismarckienne, la plus avancée alors en Europe. Pour faire pièce à la montée de la Social-Démocratie, Bismarck avait fait voter des lois instaurant l'assurance maladie, en 1883, la prise en charge des accidents du travail, en 1884, les retraites et l'invalidité, en 1889.

Le pouvoir impérial marqua les villes de son empreinte en édifiant des constructions nouvelles comme les gares imposantes de Colmar et de Metz. Mais le plus grand chantier fut celui de la Neustadt lancé à Strasbourg dès les années 1880 sur des plans de l'architecte strasbourgeois Jean Conrath. Avec son palais impérial, son université, son importante église, sa grande perspective, la Neustadt reproduit l'urbanisme berlinois sur les bords de l'Ill. La population de la ville doubla entre 1871 et 1914, notamment par l'immigration allemande.

Le patrimoine, supposé illustrer la germanité, fit l'objet d'une attention particulière de la part de Guillaume II. Ainsi, le château du Haut-Koenigsbourg fut restauré et doté d'un donjon surélevé par rapport à la construction d'origine. Il fut décoré par le peintre alsacien Léo Schnug (1878-1933), ce qui lui valut la réputation d'être inféodé au régime prussien.

La religion fut aussi un vecteur de germanisation. Pour les luthériens, les prières et les chants de la Confession d'Augsbourg étaient un vecteur de la langue allemande. Au début du XX^{ème} siècle, les catholiques alsaciens s'éloignèrent de la France anticléricale et se rapprochèrent de leurs coreligionnaires rhénans. En revanche, à Metz, le quotidien *Le Lorrain*, dirigé par le chanoine Collin, maintenait un lien étroit avec le catholicisme français.

6 - En ligne : http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1996_num_41_1_402931

7 - Présentation de Alfred Wahl, *Le livre de poche*, 1989

Les partis politiques allemands s'implantèrent en Alsace-Lorraine. Le SPD fut le premier, suivi des partis libéraux et progressistes, qui rassemblaient immigrés allemands et bourgeois protestants, tel Rudolf Schwander, maire de Strasbourg de 1906 à 1918. Les catholiques se rassemblèrent dans un Centre alsacien-lorrain autonome, avec adhésion des élus alsaciens-lorrains (Eugène Ricklin, Charles Hauss, les abbés Xavier Haegy et Emile Wetterlé) au groupe parlementaire au Reichstag. Cependant, en Lorraine, les partisans du chanoine Henri Collin fondèrent un Parti lorrain indépendant avec les libéraux francophones.

Le gouvernement allemand fit preuve d'une certaine tolérance vis-à-vis des manifestations culturelles françaises. La programmation des expositions à Strasbourg reflète une intense activité, tiraillée entre les modèles culturels allemands et français et l'identité alsacienne. En 1906, l'exposition de l'Union rhénane des Amis des Arts (*Verband der Kunstfreunde in den Ländern am Rhein*) fait date. À l'opposé, la Société des Amis des Arts accueille de jeunes artistes de la région, tel Charles Spindler, et des artistes français. Une des plus importantes expositions qu'elle organise, l'exposition d'art français contemporain a lieu en 1907 au palais Rohan. Présidée par Auguste Rodin, elle affiche plus de 400 oeuvres dont, fait rare, des impressionnistes et post-impressionnistes (Monet, Renoir, Cézanne). L'année suivante, elle présente l'Ecole de Nancy (Gallé, Daum, Majorelle)⁽⁸⁾.

Des commémorations françaises ont même lieu. En 1908, un monument est érigé à Noissonville par les

habitants de la région de Metz pour « se souvenir d'avoir été Français » et cela en présence de soldats allemands⁽⁹⁾. En 1909, le Comité du Monument français de Wissembourg, animé par le peintre Auguste Spinner, assisté du Souvenir Français, fit ériger au Geisberg un monument en souvenir des soldats français qui y tombèrent en 1793 et en 1870. Si ces commémorations peuvent surprendre d'un point de vue français, François Roth fait remarquer que : « Pour les Allemands, l'attachement au petit pays (*Heimat*) était conciliable avec l'amour de la patrie (*Vaterland*)⁽¹⁰⁾. »

1.4 La question d'Alsace-Lorraine en 1914 : la réconciliation impossible

L'intégration progressive de l'Alsace-Lorraine au Reich, conduisit le gouvernement allemand à réformer le statut du Reichsland. La « constitution » de 1911 remplaça la Délégation par un *Landtag* avec une première Chambre nommée et une seconde Chambre élue au suffrage universel. Cette nouvelle constitution donnait aux députés le moyen de critiquer l'administration mais ne changeait pas fondamentalement le statut de l'Alsace-Lorraine qui ne devenait pas un État confédéré, comme les autres États allemands. Les « Alsaciens-Lorrains demeuraient des Allemands de seconde zone »

François Roth rappelle une formule de l'époque employée en Lorraine : « Français ne puis, Allemand ne veux, Lorrain je suis. » Pour les Alsaciens-Lorrains, leur particularisme était un patriotisme de substitution. Il favorisa une prise de conscience identitaire à travers la littérature et le théâtre. Ainsi en 1898, Gustave



La Neustadt, Palais universitaire

8 - Les expositions d'art à Strasbourg in «Laboratoire d'Europe, Strasbourg 1880-1930», exposition 2017-2018.

9 - Noissonville possédait déjà un monument aux soldats allemands.

10 - François Roth, *Alsace Lorraine, histoire d'un «pays perdu»*, de 1870 à nos jours, Nancy, Editions Place Stanislas, 2010.

Stoskopf crée une théâtre alsacien dialectal⁽¹¹⁾. De son côté, dans l'avertissement aux lecteurs du premier numéro des *Cahiers alsaciens* paru en janvier 1912, Pierre Bucher⁽¹²⁾ rappelait la composante française de la culture alsacienne et la nécessité de la conserver :

« La culture » alsacienne, telle que nous la voulons concevoir et servir, est faite des apports successifs ou simultanés du génie allemand et du génie français. Ce n'est pas à dire qu'elle soit une double « culture ». Elle s'alimente de deux substances, mais, de cette nourriture mixte, l'organisme alsacien a su et saura faire une matière homogène. Retrancher l'un ou l'autre de ces éléments, en empêcher le renouvellement, équivaldrait à détruire notre essence alsacienne. Nous connaissons fort bien ce qui est dû à la pensée et à la sensibilité allemande, et ne songeons point à en contrarier ou dissimuler les effets. Si notre sollicitude se porte, en premier lieu, vers la « culture française », si nos efforts tendent, surtout, à lui assurer la pertinence dans notre pays, la raison en apparaît clairement à quiconque connaît les choses d'Alsace. La partie allemande est gérée par d'innombrables régisseurs et garantie par des institutions puissantes. Les apports français, par contre, seraient compromis par des préventions ou des défaillances, s'ils n'avaient pour sauvegarde le dévouement de ceux qu'animent l'instinct de la conservation et la conscience de leurs responsabilités. »

Pour le plus grand nombre, l'autonomie est tout au plus une « hypothèse » qui permet, sans préjuger de l'avenir et sans rien sacrifier des fidélités, de sortir d'un état d'exception en refusant le « tout ou rien » et en acceptant l'état de fait. Si l'autonomie renvoie à des visions différentes du particularisme alsacien, c'est qu'elle s'alimente à des sources culturelles diverses : Moyen-Âge et nostalgie du Saint-Empire, Réforme, période Révolution-Empire.

Parallèlement à la disparition de la protestation en Alsace-Lorraine, il faut évoquer la question de la revanche en France qui, à bien des égards, apparaît comme un mythe. Gambetta lui-même, dès son discours de Saint-Quentin, le 16 novembre 1871, avait déclaré à son propos : « En parler toujours, n'y penser jamais ». De fait on a beaucoup plus parlé de l'Alsace-Lorraine qu'on y a vraiment pensé⁽¹³⁾. Pour démentir la résignation générale, on évoque souvent les déclarations du général Boulanger dans l'affaire Schnaebelé

(1887). Mais le ministre de la Guerre savait que ses rodomontades n'étaient destinées qu'à flatter les sentiments cocardiers de l'opinion car le gouvernement⁽¹⁴⁾ ne le suivrait pas. En fait, on chercherait en vain une allusion à la revanche sous la plume ou dans les discours des meneurs les plus décidés, Coppée, Drumont, Rochefort. Elle n'est même jamais convoquée lors de l'affaire Dreyfus. Finalement, c'est Jaurès, dans l'une des formules dont il a le secret, qui trouve les mots justes : « ni guerre, ni renoncement ».

Même les incidents de Saverne qui défrayèrent la chronique en novembre-décembre 1913, dans un contexte international tendu de surcroît, ne déclenchèrent les hostilités : un jeune lieutenant allemand avait humilié et insulté des recrues alsaciennes; ridiculisé par la population et la presse, il fut soutenu par ses supérieurs. Interpellé au Reichstag, le chancelier dut se déclarer solidaire de la hiérarchie militaire. Le Souvenir alsacien-lorrain (monument de Noisseville et de Wissembourg) fut interdit, ses dirigeants furent traînés en justice, ainsi que des responsables de journaux francophiles.

Les Alsaciens-Lorrains espérant le retour à la France, tels les caricaturistes Hansi et Zislin, étaient très rares car ils savaient que ce serait au prix d'une guerre terrible. Mais le souvenir de l'injustice subie en 1871 restait suffisamment présent dans les esprits des Français pour empêcher toute réconciliation avec l'Allemagne ; c'était un obstacle au rapprochement entre les deux pays ; mais elle n'était pas un *casus belli*.⁽¹⁵⁾

2. Le retour de la France

2.1. La reconquête de la Haute-Alsace

Dès les premiers jours d'août 1914, les hautes vallées de la Thur (Saint-Amarin et Thann) et de la Doller (Masevaux), ainsi qu'une partie du Sundgau (Dannemarie), sont reconquises par les Français. En revanche, Mulhouse, occupée quelques jours, est reprise par les Allemands. Surtout, l'armée d'Alsace du général Pau est dissoute et ses éléments envoyés dans le Nord de la France où se concentre l'essentiel de l'effort allemand. Dans les mois et les années qui suivent, jusqu'à la fin de la guerre, les Français tentent, en vain, de descendre en Alsace : c'est la bataille des Vosges.

L'Alsace occupée par l'armée française comprend

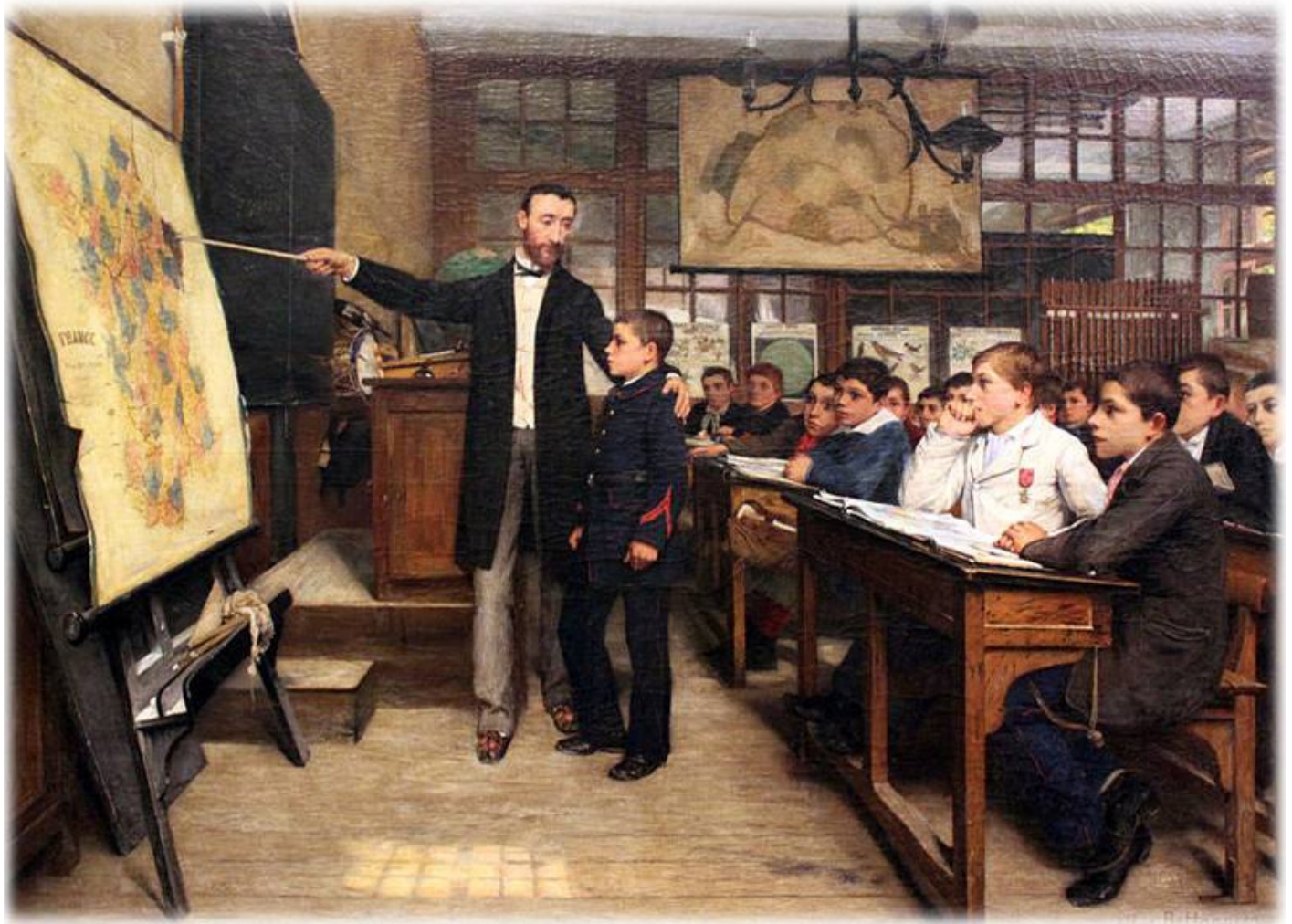
11 - La pièce de Stoskopf, *D'r Herr Marie*, connut un grand succès. Traduite en français, elle fut donnée à Paris. Elle fut même jouée devant Guillaume II.

12 - Pierre Bucher est né en 1869 à Guebwiller dans une famille de négociants. Elevé par son père dans un esprit de résistance, il gardera toute sa vie « le regard tourné vers la France ». En 1890 il est reçu premier à l'Abitur. Durant ses études de médecine à Strasbourg, il rencontre de nombreux artistes, dont les peintres Gustave Stoskopf et Charles Spindler. Il entre ainsi dans le Cercle de Saint-Léonard, du nom d'une ancienne abbaye près du mont Saint-Odile, fondé en 1897 par le mécène Anselme Laugel qui y reçoit les artistes. Avec le concours de Cercle, des frères Dollinger et de la comtesse Pourtalès, il fonde le Musée alsacien de Strasbourg, qu'il dirige de 1901 à 1914. (<http://www.cerclesaintleonard.com>).

13 - Bertrand Joly, « Le souvenir de 1870 et la place de la Revanche », *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*.

14 - Gouvernement de René Goblet sous la présidence de Jules Grévy.

15 - François Roth, *op.cité*



L'école en français. Un élève en uniforme, regarde la carte en deuil avec son bandeau noir. Le 1er de la classe porte la légion d'honneur. Peinture d'Albert Bettannier, lorrain qui a opté pour la France.

le cercle de Thann et celui de Dannemarie, car on a conservé les divisions administratives allemandes, en tout 91 communes comptant 62 527 habitants. Ces territoires sont placés sous administration militaire. Le commandant en chef, Joffre, en visite à Thann le 24 novembre 1914 en définit l'esprit : « Notre retour est définitif ; vous êtes Français pour toujours. La France vous apporte, avec les libertés qu'elle a toujours représentées, le respect de ces libertés à vous, des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions, de vos moeurs. Je suis la France, vous êtes l'Alsace, je vous apporte le baiser de la France. »

Dans une note du 25 décembre 1914, il prescrit de « respecter, dans toute la mesure du possible, les traditions locales et les coutumes des populations alsaciennes, notamment en matière culturelle. » À Dannemarie, le capitaine-administrateur organise le ravitaillement, remet la monnaie en ordre, réorganise les transports. Il nomme une commission municipale provisoire, avec à sa tête l'ancien maire, Henri Steck, en remplacement du conseil municipal considéré comme germanophile. L'enseignement du français est organisé, confié aux

soeurs de Ribeauvillé et à des instituteurs militaires ; dix élèves obtiennent leur certificat d'études primaire en septembre 1916. Enfin, un journal hebdomadaire bilingue, les *Kriegsberichte (Rapports de guerre)*, propose des actualités nationales et internationales, ainsi que des caricatures de Zislin qui en indique clairement l'orientation antiallemande.

Le président de la République, Poincaré, visite l'Alsace reconquise pour la première fois le 12 février 1915. Il note : « À Dammerkirch ou Dannemarie, l'accueil est plus réservé (*qu'à Masevaux*). Je passe en revue des troupes rangées sur la grande place. Les habitants, debout sur le pas des portes, sont respectueux et polis, plutôt qu'empressés. Le général Château, qui commande dans la ville, me dit que la population est encore peu communicative et même, en partie, défiante. Elle a peur que nous ne restions pas et que les Allemands reviennent. »

À partir du 1^{er} juillet 1917, le gouvernement installe à Masevaux la Mission Militaire Administrative chargée de gérer l'ensemble de l'Alsace reconquise. Dirigée par le commandant Henry Poulet à partir de novembre,



Clémentineau

elle ne dépend plus du GQG Est mais du Ministère de la Guerre. Elle prépare la réintégration de l'Alsace-Lorraine à la France.

2.2. En Alsace-Lorraine allemande : du loyalisme au rejet du Reich.

Dès le début de la guerre, les autorités allemandes marquent leur défiance vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine. Craignant pour la loyauté des 250 000 Alsaciens-Lorrains mobilisés dans l'armée du Reich, les Allemands les envoient sur le front oriental et dans la marine. L'Alsace-Lorraine fut considérée comme une zone de guerre et, comme telle, soumise au contrôle de l'armée. La germanisation de l'Alsace-Lorraine fut accélérée par le remplacement de toponymes français par des noms allemands en juillet 1916 et par la suppression de l'enseignement du français.

Bien que le loyalisme des populations ne soit pas remis en cause, le crédit dont jouissaient les autorités du

Reich depuis deux décennies est entamé par la guerre. Les Allemands ayant fusillé des suspects à la suite de l'occupation temporaire de Mulhouse par les Français, le peintre et ébéniste Charles Spindler note : « Les Alsaciens deviennent tous suspects. » L'instituteur Philippe Husser s'interroge dans son *Journal*, à la date du 31 août 1914 : « L'Alsace-Lorraine n'est tout de même pas un territoire ennemi ? »⁽¹⁶⁾ Il continue néanmoins à souhaiter la victoire de l'Allemagne, tout en précisant qu'il ne hait pas la France. Il reste d'ailleurs perméable à la propagande gouvernementale lorsqu'il écrit que « tout le monde est contre l'Allemagne » ou encore, à la date du 8 août 1916 : « L'Angleterre ne veut pas la paix. Elle préfère que les peuples perdent leur sang, en premier lieu la France. »

Dans *Bourgeois et soldats*, novembre 1918, le berlinois Alfred Döblin, qui fut médecin militaire à Haguenau, se fait rétrospectivement l'écho de la méfiance des autorités allemandes à l'endroit des Alsaciens. La scène se passe le 13 novembre 1918 à Strasbourg. Hésitant

16 - Quarante-trois condamnations à mort ont été prononcées par les tribunaux militaires contre des civils alsaciens au cours de la guerre (A.Wahl).

à rentrer dans une Allemagne en proie à la révolution, un commandant demande une chambre dans un hôtel, place de la cathédrale. Le propriétaire, qui vient de sortir de prison, lanterne le client :

« Mille excuses, commandant. À vrai dire, le temps des commandants et des colonels semble bien fini. Néanmoins le titre reste, un titre ça reste longtemps, ça ne s'oublie pas comme ça. De quoi il s'agissait ? (l'hôtelier fait mine de reprendre la conversation). C'était la même chose pour nous tous. Il suffit d'être Alsacien, c'est une tare en soi. Quand on est Alsacien, on est toujours suspect. On ne sait jamais, on n'apprend jamais de quoi au juste on vous suspecte, c'est tout simplement ainsi. Inutile de se fatiguer pour essayer de se débarrasser des soupçons, on ne s'en débarrasse jamais, inutile aussi de se casser la tête pour trouver de quoi on vous soupçonne, les autres inventeront bien quelque chose un jour ou l'autre. (...) »

Je n'ai rien fait à personne. Mais ils sont venus me chercher quand même, j'étais antiallemand, traître à la patrie, c'est pour ça qu'on m'a coffré : depuis le printemps 17, un an et demi commandant. Ils n'ont pas trouvé de pièces à conviction.

Des erreurs ont été commises, murmura le commandant, qui s'était résigné à son sort. »

Tout le monde semble cependant pris au dépourvu par le brusque dénouement de l'automne 1918. Dès le 25 août, tandis que les rapports de gendarmerie font désormais état du rejet de l'Allemagne, Husser note dans son *Journal* : « Le défaitisme gagne ». Le 3 octobre, lorsque Max de Bade forme un gouvernement parlementaire, il se demande : « Où va l'Allemagne ? Que va devenir l'Alsace-Lorraine ? » Le 11 octobre, il note que « Wilson a fait des promesses aux Français » et il s'interroge : « Comment a-t-on pu en arriver là, aussi subitement ? » Il exprime le sentiment d'avoir été trompé : « On déclare aujourd'hui sans ambages que l'invasion de la Belgique a dressé les Anglais contre nous et que nous avons irrité les Américains en nous engageant sans retenue dans la guerre sous-marine. »

À la mi-octobre, le maire de Strasbourg, Rudolf Schwander, est nommé Statthalter : l'Alsace-Lorraine va devenir autonome. Mais, début novembre la perspective de devenir français se précise. Husser note : « La joie prédomine dans les villes (...) On entend aussi formuler toutes sortes de réserves, surtout à la campagne. » Des conseils de soldats se forment à

Strasbourg, Mulhouse, Haguenau, Metz... Il s'auto-dissoudront lors de l'entrée des troupes françaises.⁽¹⁷⁾

2.3 L'armistice et les Flitterwochen, semaines de bonheur, de novembre-décembre 1918⁽¹⁸⁾

À partir du 16 novembre 1918, l'armée française franchit l'ancienne ligne de front, avançant en formation de combat pour éviter toute surprise. Le 17, les poilus entrent dans Mulhouse. Philippe Husser assiste à la scène :

« ...toutes les maisons de la rue de Dornach et des rues adjacentes sont décorées de drapeaux alliés et une foule dense se presse rue de Dornach. Des Alsaciennes en costume, des professionnels de l'accueil, font leur apparition.

À midi et demi, les cloches se mettent à carillonner. Les troupes arrivent. En tête, le général (Hirschauer) et son état-major qui sont accueillis aux cris de « Vive la France ! Vivent nos libérateurs ! » « Vive l'Alsace » est la réponse.

Presque tous les passants portent la cocarde tricolore, même les personnes qui, quelques heures auparavant, arborait le Verdienstkreuz. »⁽¹⁹⁾

Le capitaine Raymond Stern, fils d'un optant mosellan, entré dans Strasbourg le 22 novembre, écrit : « J'ai vu la cathédrale de Strasbourg, et ça n'est pas qu'une image. J'ai pleuré un peu et pensé beaucoup »⁽²⁰⁾. L'approche « des bords du Rhin » impressionne également les poilus, parmi lesquels Louis Aragon, soldat au 355^{ème} d'infanterie, qui baignent les fanions de leurs régiments dans l'eau du fleuve.

« Partout l'accueil des populations libérées fut enthousiaste et chaleureux » note le colonel Perret, chef du 132^{ème} d'infanterie qui entre en Lorraine annexée le 18 novembre, atteint Marmoutier le 21, Brumath le 24, Haguenau le 26. Le capitaine Chambe, qui doit s'assurer que le terrain d'aviation de Niedernai n'est pas saboté, descend la vallée de la Bruche ; il croise des habitants de Saales qui se rendent vers Saint-Dié afin de voir la France.

L'apogée de ces retrouvailles est atteint lors du voyage d'Etat de Poincaré et de Clémenceau à Metz, le 8 décembre, Strasbourg, le 9, Colmar et Mulhouse le 10. La convention d'armistice rappelait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais, porté par la joie et la

17 - Un éphémère Conseil national d'Alsace-Lorraine est proclamé le 13 novembre par Eugène Ricklin (1862-1935). D'abord maire de Dannemarie, il avait été révoqué en 1902 pour ses prises de position autonomiste. En 1911, il devint cependant président de Landtag. Pendant la guerre, il s'engagea comme médecin militaire. Il voulait négocier avec la France un statut d'autonomie pour l'Alsace-Lorraine.

18 - Francis Grandhomme, « Retrouver la frontière du Rhin en 1918 : L'entrée des poilus en Alsace et le retour à la France ». *Revue d'Alsace*, n°139/2013, *L'Alsace et la grande Guerre*.

19 - En Allemagne, Croix du mérite.

20 - Raymond Stern, *Petite chronique d'une Grande Guerre. Journal d'un capitaine du service automobile de l'armée 1914-1918*, Paris, 2003, p. 485.



Défilé de la victoire à Colmar

ferveur manifestées par la population, Poincaré proclame à l'hôtel de ville de Strasbourg : « Le plébiscite est fait ! ». Cependant, pour Francis Grandhomme « la joie était plus provoquée par le retour de la paix que par l'arrivée de l'armée française ». On doit aussi se souvenir des restrictions drastiques auxquelles la population du Reich fut soumise pendant la guerre. Deux jours après l'entrée des poilus à Mulhouse, Philippe Husser note dans son *Journal* : « Aujourd'hui, nous avons eu du pain correct pour la première fois ».

Pour que ces visites se déroulent sans incidents, des officiers de liaison et des émissaires civils sont dépêchés dans les localités et des comités de réception sont mis en place. Les hommes politiques et les populations, à travers patronages, sociétés culturelles ou sportives, sont mobilisés pour régler cortèges, fanfares, visites, discours et autres temps forts des manifestations.

3. La délicate réinsertion de l'Alsace-Lorraine à la France

L'historien de la Lorraine Jean-François Thull remarque : « Passé le temps des embrassades de petites filles en costume folklorique et des discours pontifiants, il apparaît que renouer le fil des « destinées interrompues » est plus complexe que la fiction selon laquelle la Lorraine mosellane n'aspirerait qu'à se fondre dans l'unité nationale française »⁽²¹⁾. Cette remarque vaut pour l'ensemble de l'Alsace-Lorraine.

3.1 La « désannexion »

Le traité de Versailles entra en application le 10 janvier 1920. Mais dès l'armistice la France prit en main l'administration de la région annexée : il s'agissait de réparer au plus vite l'injustice de 1871. Le gouvernement français avait d'ailleurs institué, depuis février 1915, une Conférence d'Alsace-Lorraine présidée par Louis Barthou⁽²²⁾, pour étudier l'ensemble des problèmes que posera le rattachement de l'Alsace-Lorraine à la France. Le 15 novembre 1918, Clemenceau confie l'administration préfectorale à trois Commissaires de la République à Metz, Colmar, Strasbourg, ce dernier assumant, avec le titre de Haut-Commissaire, le fonctionnement des services communs. Jules Jeanneney, sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, envoie à Strasbourg un membre de sa famille (G. Maringer) auquel il assigne pour objectif le rétablissement de la République et le retour au statut départemental⁽²³⁾. On reprit les noms français de Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle, sans toutefois rétablir leurs limites antérieures à 1871⁽²⁴⁾. Les tendances centralisatrices l'emportent. La législation française doit, dans toute la mesure du possible, être introduite en Alsace-Lorraine.

Les Allemands qui n'étaient pas déjà partis furent contraints de quitter l'Alsace-Lorraine, en premier lieu les fonctionnaires d'Empire, les membres des bureaux militaires, les enseignants mais aussi les ouvriers et employés. 100 000 personnes furent expulsées, souvent dans des conditions pénibles. Néanmoins, de

21 - Inist-CNRS — Institut de l'Information Scientifique et Technique, n°2, décembre 2008.

22 - Député des Basses-Pyrénées, Louis Barthou est un républicain modéré qui a occupé de nombreux postes ministériels. Président du Conseil en 1913, il fait voter, avec l'appui de Poincaré, la loi portant le service militaire à trois ans.

23 - Le Reichsland est liquidé. Le 25 décembre 1918, le Landtag est ajourné *sine die*.

24 - La Moselle, amputée de Longwy et de Briey (incorporés à la Meurthe-et-Moselle depuis 1871), conserva Château-Salins et Sarrebourg, anciens arrondissements de la Meurthe ; le Bas-Rhin conserva Schirmeck et Saales, anciens cantons des Vosges ; le Territoire de Belfort resta séparé du Haut-Rhin.



Poincaré et Clémenceau en visite en Alsace. Ici à la sortie de la préfecture de Colmar

nombreux immigrés allemands obtinrent finalement de rester⁽²⁵⁾. Inversement, des Alsaciens-Lorrains, faisant le choix d'un statut social, émigrèrent en Allemagne. Ainsi, Rudolf Schwander devint Oberpräsident de Hesse-Nassau.⁽²⁶⁾

Les mairies d'Alsace et de Moselle reçurent l'ordre d'établir des cartes d'identités provisoires attribuées aux habitants selon des critères héréditaires. L'idée émanait de l'abbé Wetterlé⁽²⁷⁾ (1861-1931), ancien député de Ribeauvillé au Reichstag puis membre de la Commission « Alsace-Lorraine ». Un arrêté du 14 décembre 1918 établit quatre modèles de cartes d'identité.⁽²⁸⁾

- La carte A, avec bandes tricolores, était délivrée aux Alsaciens-Lorrains ayant eu la nationalité française avant 1870 ou à ceux dont les parents ou grands-parents avaient été dans ce cas. Ils étaient réintégrés de plein droit dans la nationalité française mais devaient en faire la demande en mairie.
- La Carte B, avec deux bandes rouges, était remise à ceux qui étaient domiciliés en Alsace-Moselle avant 1870, non originaires des pays ennemis.
- La carte C, avec deux bandes bleues, concernait ceux dont les parents étaient nés dans des pays alliés ou neutres.
- La carte D, sans bande, était attribuée aux étrangers originaires des pays ennemis et à leurs enfants, même nés en Alsace-Lorraine. Considérés comme

indésirables, les titulaires de cette carte durent quitter le pays.

Cette ségrégation engendra des situations douloureuses, en particulier au sein des familles mixtes.

Des commissions de triage furent chargées de l'examen individuel des Alsaciens-Lorrains signalés pour leurs sentiments germanophiles, leurs propos ou leurs attitudes pendant la guerre. Au printemps 1919 l'administration doit faire face aux critiques de l'opinion concernant les procédures arbitraires et la gravité des peines infligées.

Le patrimoine immobilier allemand et la propriété industrielle et bancaire furent séquestrés et liquidés, y compris celui des grandes firmes comme Roehling et Thyssen⁽²⁹⁾. Mais on ne pouvait rompre immédiatement les liens économiques avec l'Allemagne (charbon, fer) : le traité de Versailles avait prévu que les départements recouverts ne seraient intégrés dans le dispositif douanier français qu'au bout de cinq ans.

Le principal problème était celui du ravitaillement. Un office spécialisé fut créé dès le 17 novembre pour améliorer les rations individuelles tant en quantité qu'en qualité. Mais la cherté des vivres empêcha un approvisionnement normal pendant plusieurs mois.

Au cours de l'hiver 1918-1919, de nombreux conflits sociaux éclatèrent, notamment dans les houillères de Lorraine, l'industrie mulhousienne et les filatures de la vallée de la Thur. La situation était aggravée par la

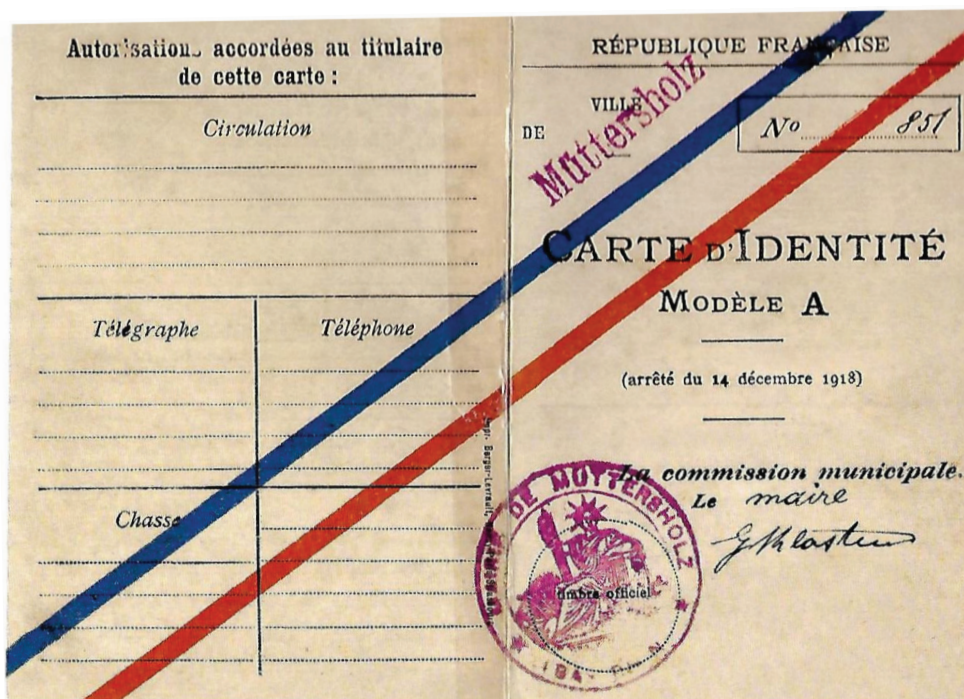
25 - A. Wahl, note in Husser, *Journal d'un instituteur*.

26 - Le gendre de Philippe Husser, qui ne maîtrisait pas le français, émigra également.

27 - En ligne : <http://www.republicain-lorrain.fr/guerre-et-conflit/2017/03/30/les-commissions-de-triage>

28 - Mémorial d'Alsace-Moselle.

29 - Francis Roth (op.cité) remarque : Bismarck avait respecté la propriété privée des Français.



Quatre modèles de carte d'identité pour tirer les alsaciens : les « meilleurs » ayant la carte d'identité A...

présence de démobilisés de l'armée allemande et de mineurs russes qui véhiculaient des idées révolutionnaires. En se montrant attentives aux revendications des grévistes et en s'appuyant sur les syndicats modérés, les autorités désamorcèrent toute dérive révolutionnaire. Le système de Prévoyance sociale allemand étant plus avancé que celui de la France, Clemenceau, par un arrêté du 15 mars 1919, institua à Strasbourg un service général des assurances sociales d'Alsace et de Lorraine appliquant la législation locale.

La francisation de l'Alsace-Lorraine était une priorité⁽³⁰⁾. Des fonctionnaires français furent placés aux postes de commandes⁽³¹⁾. Cependant, l'introduction du français comme langue de l'administration posa des problèmes délicats, pour les fonctionnaires alsaciens comme pour le public qui se trouvèrent brusquement en contact avec une administration dont ils ne comprenaient pas la langue. Les instituteurs venant de l'intérieur utilisaient le français au titre de la « méthode directe »⁽³²⁾ ; des incidents se produisirent comme à Erching, en Lorraine, où la population demanda le départ de l'instituteur. L'action culturelle est orientée vers la connaissance de la langue française à tra-

vers des cours d'adultes, des tournées théâtrales et le cinéma. L'université de Strasbourg est réorganisée avec du personnel français.

Bien que certains Alsaciens-Lorrains aient été favorables à la séparation des Églises et de l'État⁽³³⁾, les services d'Alsace-Lorraine se préoccupent de la réorganisation des différents cultes, en accord avec la législation concordataire restée en vigueur pendant l'annexion. Les catholiques s'inquiètent néanmoins de mesures⁽³⁴⁾ qu'ils perçoivent comme un démantèlement progressif de l'école confessionnelle. L'administration, quant à elle, redoute le magistère moral, voire l'influence politique exercée par le clergé catholique dans les campagnes alsaciennes.

De multiples interventions auprès de Poincaré firent ressortir les inconvénients et les dangers de la politique centralisatrice de Jules Jeanneney. En mars 1919, Clemenceau confia le Haut-Commissariat d'Alsace-Lorraine à Millerand. Dès son arrivée à Strasbourg, le Commissaire général promulgue une ordonnance qui réorganise l'administration régionale en dix directions, qui sont de véritables petits ministères. Un comité consultatif d'Alsace-Lorraine, formé de fonctionnaires

30 - J. Schmauch, *op. cit.*

31 - L'historien Sébastien Charléty (1867-1945) est nommé directeur général de l'Instruction publique des Beaux-Arts à Strasbourg à partir de 1919. Il y reste jusqu'en 1927.

32 - Dès l'été 1919, des instituteurs alsaciens suivirent une formation intensive dans les écoles normales françaises, telles celles de Versailles et de Saint-Germain-en-Laye (AD Yvelines, 37T 235)

33 - Ph. Husser écrit, le 19 février 1919 : « Pour ma part, j'espère et je souhaite que notre Alsace sera traitée à tous les égards comme les provinces françaises, (...) avec séparation de l'Église et de l'État, avec l'école laïque ; nous devrions seulement conserver notre dialecte — et notre rémunération. Sinon, je pourrais me passer des Français. »

34 - Les catholiques s'opposent à la création d'écoles interconfessionnelles (cf. Husser).

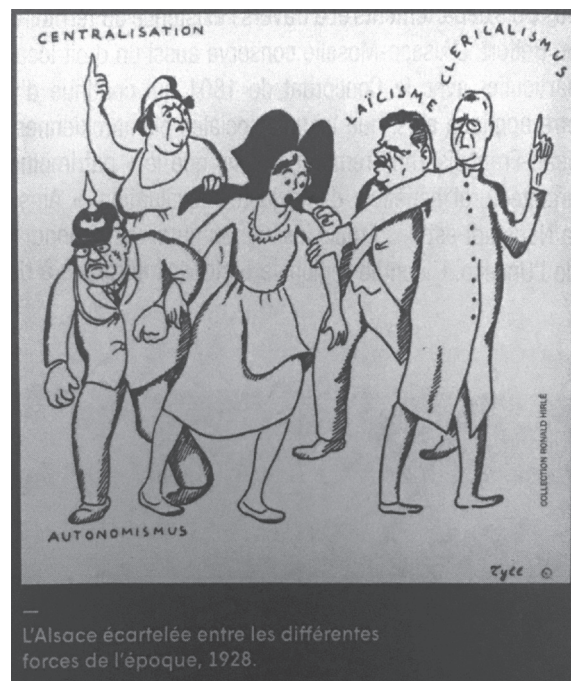
et d'élus, fut réuni à Strasbourg pour préparer l'introduction progressive de la législation française. Le jeune Robert Schuman, député⁽³⁵⁾ de la Moselle, en fut un membre actif, l'un de artisans de l'introduction du code civil.

3.2 Le malaise alsacien et la crise autonomiste

Après le départ des élites allemandes, les emplois vacants attirent les Français « de l'Intérieur ». Les Alsaciens et les Mosellans ont le sentiment d'être des « citoyens de seconde zone » dans leur propre pays. À l'approche des élections législatives de 1924, libéraux et catholiques renouent leur alliance de 1919. Dans sa déclaration-programme du 17 juin 1924, le Président du Conseil Edouard Herriot avait annoncé la suppression du Commissariat général ainsi que l'introduction de l'ensemble de la législation républicaine. Concrètement, cela pouvait signifier l'abrogation du Concordat, c'est-à-dire la fin du statut des membres du clergé, l'arrêt de leur rémunération par l'État et surtout l'introduction de l'école laïque avec ses conséquences préjudiciables pour le rôle du prêtre désormais interdit de séjour à l'école. De leur côté, les autorités protestantes se déclarèrent prêtes à accepter la séparation sous certaines conditions. Mais toutes les instances catholiques se mobilisèrent (grève scolaire et référendum) pour défendre le Concordat et le statut de l'école. D'abord approuvé par la Chambre, Herriot est finalement désavoué par le Sénat le 10 avril 1925.

La mobilisation de 1924-1925 déboucha sur des courants résolument autonomistes. Le signal est donné le 12 mai 1925 par la création à Saverne de l'hebdomadaire *Die Zukunft*, (L'Avenir) qui se présente comme l'organe des Heimatrechte, des droits de la patrie alsacienne : autonomie, utilisation de la langue allemande à l'école, dans l'administration et la justice, ce qui fait dire à Philippe Husser : « Je n'arrive pas à chasser de mon esprit l'idée que la lutte pour les Heimatrechte n'est qu'une lutte pour les Pfaffenrechte. »⁽³⁶⁾ On retrouve dans *Die Zukunft* le docteur Ricklin, directeur, l'imprimeur René Hauss, le journaliste Paul Schall, des catholiques et des pasteurs protestants. Le tirage atteint près de 30 000 exemplaires début 1926. L'hebdomadaire mène un combat passionné en faveur de l'autonomie. Il se heurte à la presse nationale d'Alsace. Mais le directeur de l'*Elsässer Kurier*,

l'abbé Haegy, manifeste une certaine sympathie pour *Die Zukunft*, qui propose la création d'un Etat fédéré dans le cadre français. Ces menées fédéralistes sont à mettre en relation avec les mouvements séparatistes rhénans des années 1920-1923 désireux de rompre avec la tutelle prussienne. Beaucoup d'autonomistes alsaciens et de séparatistes rhénans ont plus ou moins songé à un État rhénan indépendant⁽³⁷⁾. En 1926, Eugène Ricklin, crée le mouvement Heimatbund, qui est dissout. Un parti autonomiste, la Landespartei, est créé en novembre 1927 par Karl Roos.



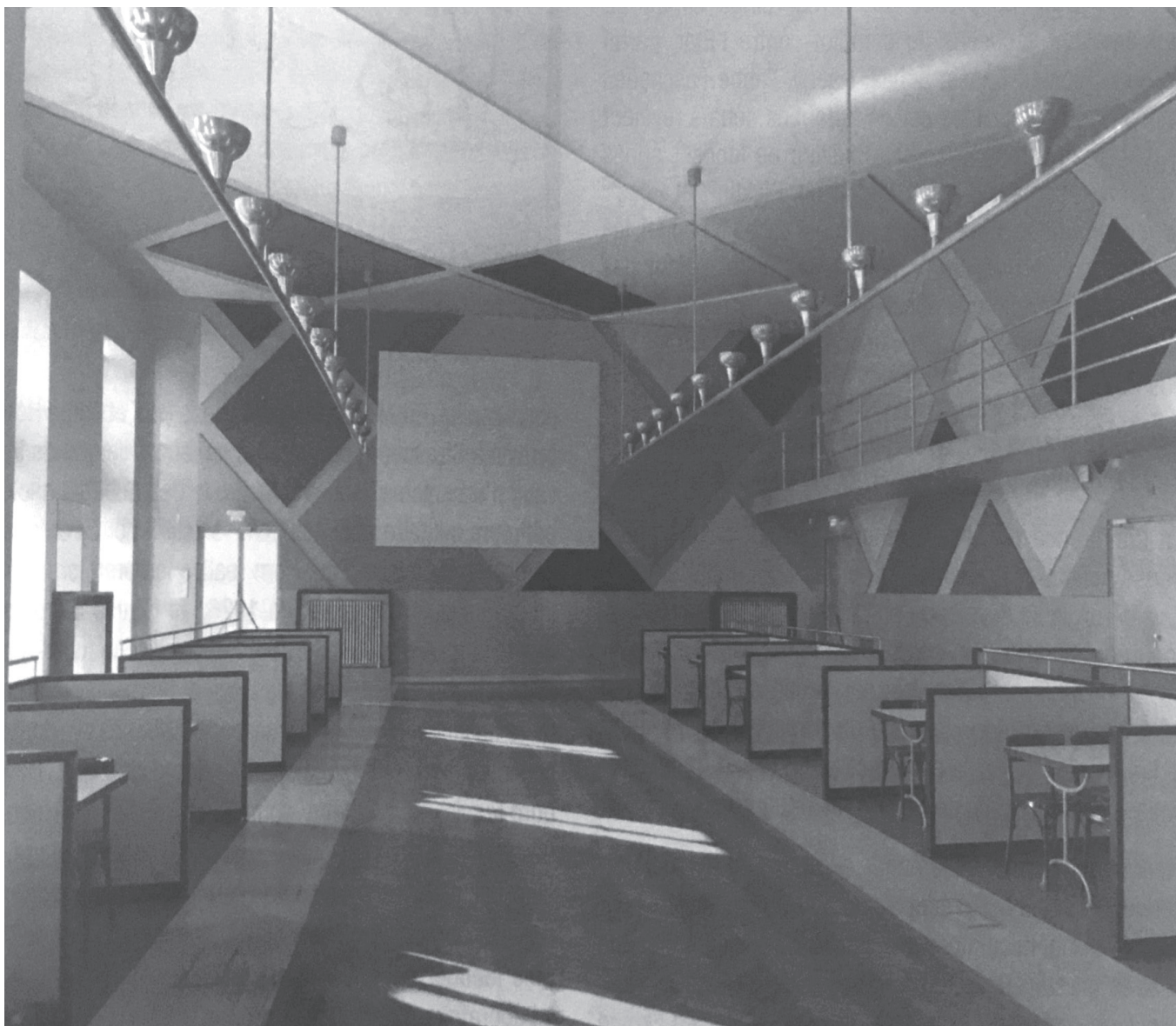
L'Alsace écartelée, Mémorial d'Alsace-Moselle, Schirmeck. DR.

La crise autonomiste atteint son apogée avec l'ouverture, en 1928, du procès de Colmar dirigé contre 22 personnalités accusées de complot contre l'Etat, parmi lesquels Ricklin, Hauss, Schall, Haegy, l'abbé Fasshauer, Agnès Eggemann. Roos est en fuite. Les débats révèlent le rôle de l'Allemagne comme bailleur de fonds⁽³⁸⁾, Agnès Eggemann servant d'agent de liaison. Ricklin⁽³⁹⁾ et Roos⁽⁴⁰⁾ sont condamnés mais le jugement est cassé en appel, les preuves concernant les transferts de fonds n'étant pas étayées de documents concrets. Le procès reprit devant la cour de Besançon qui finalement acquitta tous les accusés.

35 - Les députés Alsaciens-Lorrains furent solennellement accueillis à la Chambre le 8 décembre 1919.

36 - *Pfaffenrecht*, droit des prêtres.

37 - A. Wahl, note au *Journal d'un instituteur*.



L'Aubette, 1928. Ciné-dancing par Théo van Doesburg, Hans Arp, Sophie Tauber-Arp. Photo Paul Stouder. DR.

3.3 Dynamisme économique et culturel de l'Alsace et de la Moselle

La conférence d'Alsace-Lorraine avait conçu une ambitieuse politique économique pour les trois départements. La sidérurgie se développa en Lorraine grâce à la récupération du gisement de charbon de la Moselle. La canalisation du Rhin permettant la navigation de Strasbourg à Bâle fut inscrite dans le traité de Versailles qui permit à la France d'engager la construction du Grand Canal d'Alsace. L'hydrocentrale de Kembs fut inaugurée en 1932.

Fleur de la culture allemande au temps du Reich, l'Université de Strasbourg reçut les dotations nécessaires pour faire rayonner la culture française en Europe centrale. Des chaires prestigieuses furent créées. Marc Bloch (*Rois et Serfs, un chapitre d'histoire capétienne*) et Lucien Febvre (*Philippe II et la Franche-Comté*) y créèrent la revue *Annales d'histoire économique et sociale* en 1929, qui élargit le champ de l'histoire aux données matérielles de l'économie et à l'observation de la société.

Strasbourg retrouva ainsi son rôle de capitale culturelle

38 - Organisation dirigée par Robert Ernst.

39 - Ricklin est condamné à un an de prison et cinq années d'interdiction du territoire, ce qui provoque un tollé en Alsace. Il est gracié mais la Chambre vote la déchéance de son mandat de député. Il est élu conseiller général du canton de Dannemarie en 1929. Il meurt en 1935.

40 - Roos bascule dans le séparatisme. À partir de 1933 il se rapproche des nazis. Arrêté puis condamné pour espionnage, il est fusillé.

cosmopolite. En 1922, les Mulhousiens Paul et André Horn, arrivés à Strasbourg pour mettre en œuvre de grands travaux d'urbanisme, louent l'aile droite de l'Aubette, ancien bâtiment militaire datant du XVIII^e siècle⁽⁴¹⁾, pour y créer un complexe de loisirs. Paul Horn réalise les premiers plans intérieurs puis fait appel, en 1926, au couple d'artistes, Jean-Hans Arp⁽⁴²⁾ (1886-1966) et Sophie Taeuber-Arp⁽⁴³⁾ (1889-1943). Eux-mêmes s'associent au peintre et architecte hollandais, Théo Van Doesburg (1883-1931), dont ils collectionnent les œuvres et qui séjourne chez eux. Doesburg envisage l'Aubette comme un Gesamtkunstwerk, une œuvre d'art total. Les espaces du premier étage, le ciné-bal et la salle des fêtes aux décors géométriques réalisés par van Doesburg⁽⁴⁴⁾, ainsi que le foyer-bar de Sophie Taeuber, ont été restitués à l'occasion de l'exposition « Laboratoire d'Europe, Strasbourg 1880-1930 » qui s'est tenue dans l'hiver 2017-2018.

Que reste-t-il de la période du retour de l'Alsace-Lorraine à la France après la Première Guerre mondiale ? D'abord, une géographie territoriale singulière : l'ancienne frontière de 1871 subsiste à la fois dans les limites occidentales des trois départements et à

travers l'existence du Territoire de Belfort. L'Alsace-Moselle conserve aussi un droit local particulier avec le Concordat de 1801 qui continue d'y être appliqué ainsi que les lois bismarckiennes. Jean-François Thull remarque aussi que le « patrimoine architectural bénéficie d'une juste réévaluation. » Ainsi, la Neustadt est désormais inscrite au patrimoine mondiale de l'Unesco. L'identité régionale reste vivante grâce à de nombreuses créations culturelles, tel le Mémorial d'Alsace-Moselle ouvert en 2005 à Schirmeck, qui couvre la période 1870-1945. Enfin, la vocation européenne de la région est régulièrement rappelée, comme en 2017-2018 par la série d'expositions organisées par le Musée d'Art-Moderne et Contemporain de Strasbourg sous le titre générique évocateur de : « Laboratoire d'Europe, Strasbourg 1880-1930 ».

Paul Stouder,
Historien, Inspecteur d'Académie — Inspecteur
Pédagogique Régional honoraire de l'académie de
Versailles

VOUS VOUS INTÉRESSEZ À L'HISTOIRE SINGULIÈRE
DE NOTRE ALSACE AU 20^{ÈME} SIÈCLE...

Adhérez à L'ASSOCIATION DES AMIS DU MÉMORIAL ALSACE MOSELLE ! (AMAM)

RENSEIGNEMENTS ET CONTACTS

Marcel Spisser
Président de l'AMAM
03 88 34 75 42

Philippe Schuhler
Trésorier de l'AMAM
06 56 88 10 45

amamschirmeck@laposte.net

Participez à nos activités : conférences, cafés
d'histoire, rallyes, rencontres des mémoires,
visites guidées... Et recevez notre revue :
le Courrier du Mémorial.



41 - Son nom viendrait de la relève de la garde qui s'y faisait à l'aube.

42 - Participa à la fondation du mouvement Dada (1916). Son œuvre la plus connue est la *Colonne de rêve*.

43 - Enseigna la danse à Lausanne. Rencontre Hans Arp et participe avec lui au mouvement Dada. Son œuvre plastique la plus connue est le foyer-bar de l'Aubette.

44 - A fondé en 1917 la revue *De Stijl* dans laquelle il diffuse les principes esthétiques du néoplasticisme de Mondrian. En 1924, il introduit une variante à ce système basé.

LA KASERNE DOSSIN L'ANTICHAMBRE DE LA MORT

La terreur nazie en Belgique (suite)

Pour ce deuxième volet sur la Belgique occupée par les Allemands entre 1940 et 1944, je voudrais vous faire connaître un autre Haut-Lieu de la Mémoire : « LA KASERNE DOSSIN à MECHELEN »

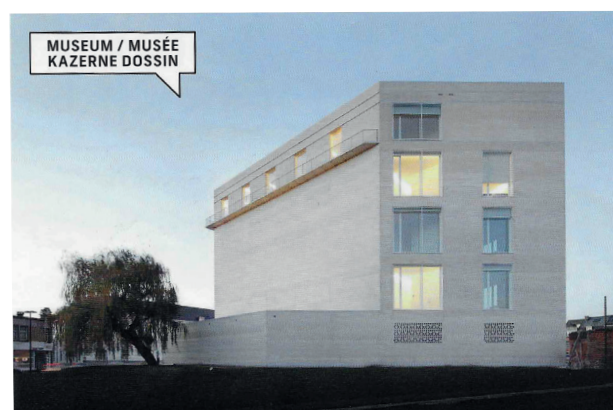


La caserne Dossin

Malines en français : située à mi-chemin entre ANVERS et BRUXELLES, elle fut construite en 1756 pour l'infanterie autrichienne. En 1930, elle sera utilisée par l'armée belge. À partir de juin 1942 les nazis s'y installeront et elle deviendra le « SS SAMMELLAGER MECHELEN » Centre de rassemblement pour la déportation des juifs et des tziganes de Belgique ainsi que du Nord de la France qui dépendait en effet de l'administration militaire allemande en Belgique. Reliée par voie de chemin de fer à la gare de MECHELEN, la Kaserne sera un « vrai point d'aiguillage » idéal pour la déportation, une déportation sans retour ! C'est à partir du 27 mai 1942 que commencera la persécution des juifs belges : ordonnance sur le port obligatoire de l'étoile jaune. Le juif est identifié, enregistré, marqué, confiné à son domicile et prêt pour « la solution finale » Au bout de ce calvaire : les camps d'extermination, les chambres à gaz et les fours crématoires, « Le SAMMELLAGER MECHELEN » n'a d'autre fonction que cette mise en route des trains et convois vers AUSCHWITZ. Ce n'est pas un camp de détention, ses prisonniers n'y ont séjourné au plus qu'une quinzaine de jours, parfois une ou deux journées. À partir de 1944, la Kaserne DOSSIN s'est déjà installée dans la durée : la formation d'un convoi de juifs prend plus de temps : jusqu'à trois mois parfois. Bilan : entre le 4 août 1942, départ du premier convoi et septembre 1944 : plus de 25 000 juifs et tziganes seront déportés et quitteront la Kaserne Dossin en direction d'Auschwitz-Birkenau : au total 28 convois. Seuls 5% en reviendront vivants. Une poignée de nazis ont mis en place cette persécution qui n'a pu avoir lieu qu'avec l'appui inconscient ou volontaire de certaines autorités belges ! Comme le camp de Drancy en France, la Kaserne Dossin devient « Antichambre de la mort » Dans un prochain bulletin de l'AMAM, je vous parlerai de

ce « XX^{ème} » convoi parti de Dossin vers Auschwitz le 19 avril 1943, un fait unique dans l'histoire de l'holocauste, à suivre...

En 1995 : dans le bâtiment d'entrée de l'ancienne Kaserne Dossin a été ouvert « le Musée juif de la déportation et de la résistance » à l'initiative de la communauté juive et avec le soutien du gouvernement Flamand. Le but étant de garder vivant le souvenir, de ces pages sombres. Avec le temps le musée est devenu trop exigu et son contenu demande à être élargi et actualisé. Quasiment victime de son succès à l'automne 2012, un nouveau bâtiment est ouvert en face de la Kaserne : le bâtiment a la forme d'un pentagone avec de grandes surfaces vitrées et est composé de quatre étages : le nouveau « Musée Kaserne » mémorial, musée et centre de documentation sur l'holocauste et les droits de l'homme est né. Depuis il accueille plus de 100 000 visiteurs par an. C'est un musée qui aborde plein de thèmes historiques d'espoir et de résistance mais aussi les violations des droits de l'homme par le passé et aujourd'hui, via des expositions temporaires thématiques. Un lieu vraiment à découvrir ! L'AFMD salue le travail exemplaire accompli par nos amis belges, les remercie chaleureusement et souhaite toujours développer ces contacts amicaux si intéressants. Un grand merci aux personnes suivantes : à Monsieur ADRIAENS, l'ancien Directeur, à Madame Odile REMY, Directrice Adjointe avec laquelle je suis toujours en relation, à MARJAN qui m'a fait découvrir et connaître ce mémorial en 2006, et à Monsieur Christophe BUSH, nouveau Directeur. C'est une grande joie pour moi d'aller à la rencontre de tous ces gens qui défendent cette mémoire et qui nous appelle à être comme eux des passeurs de mémoire, des vigies de l'espérance humaine. ■



Le nouveau musée de l'Holocauste et des Droits de l'Homme en face du mémorial de la caserne Dossin.
Architecte Bob Van Reeth. DR.

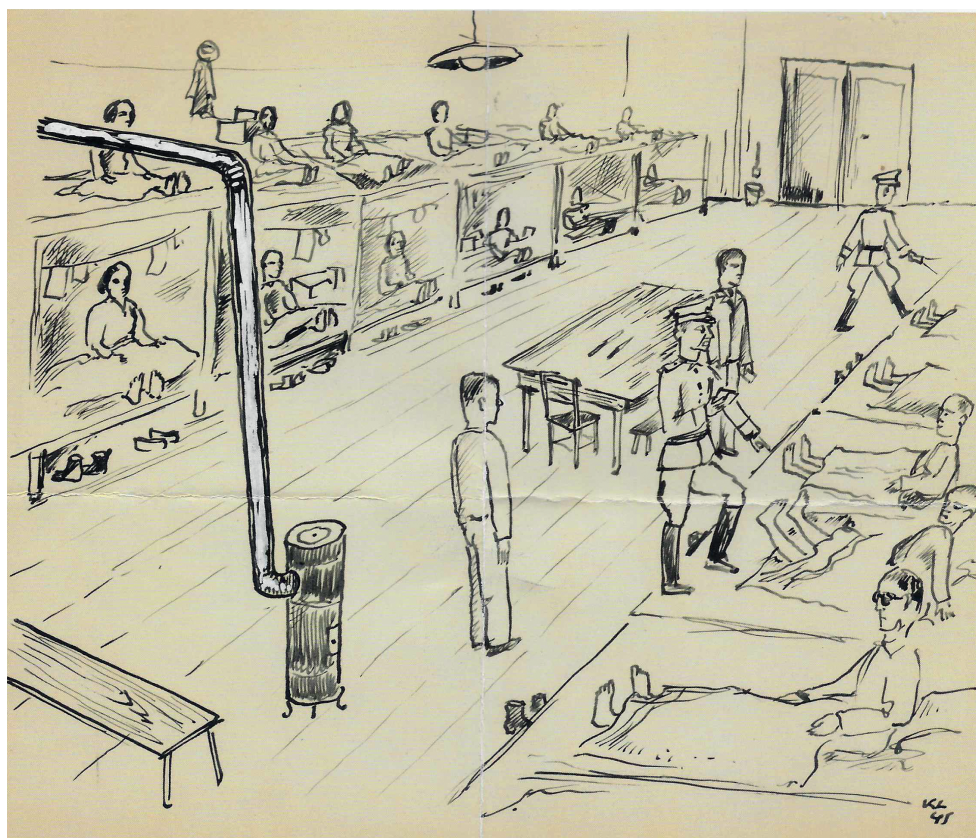
Jean-Michel ROTH

AFMD 67 « Il ne suffit pas de se souvenir mais d'apprendre
à en tirer des leçons pour l'avenir »



« Arrivée d'un convoi de déportés dans la cour de la caserne (1942)

Les Allemands soumettent les internés à des inspections inopinées des pieds. Ceux qui ont les pieds sales risquent des châtiments corporels et autres mauvais traitements. Kurt Lewy, enfermé près d'un mois à la caserne Dossin, a réalisé ce dessin en 1945, après la Libération Osnabrück, *Kulturgeschichte*



Les morceaux choisis de Françoise Du Chaxel

De l'exil à la résistance



« Ce matin, la neige », œuvre de Françoise du Chaxel, est une petite pièce de théâtre à deux voix qui évoque, avec émotion et finesse, l'évacuation des Alsaciens dans le Sud-ouest. Elle se compose de deux monologues qui s'entrelacent et s'éclairent mutuellement : celui d'Anna, l'alsacienne évacuée et celui de Thomas l'hôte, fils de fermiers périgourdins François. (pièce présentée au Mémorial le 31 août 2019) Dans l'extrait ci-après Anna évoque le tournant des années 1942-43

1942 : plus de ligne de démarcation.

Toute la France est occupée
Ceux qui ne sont pas rentrés en Alsace sont considérés comme des émigrés
Mon père me dit enfin pourquoi il ne pouvait pas rentrer
Il avait déserté l'armée allemande pendant la guerre de 14
Il est indésirable comme le sont les Juifs, les Tziganes, les non-conformes
Je suis fière de lui. L'instituteur me fait lire les journaux
La haine à chaque page
La haine et la soumission
Je me sens du côté des indésirables
La famille juive qui vivait chez l'instituteur a disparu
Qui l'a dénoncée ?
Une autre famille est abritée dans la grange de la ferme
À la moindre alerte, ils partiront dans les bois
Depuis que je ne suis plus endormie, une rage m'habite
Je voudrais être juive...

1943 J'ai vingt ans

La guerre n'étouffe pas les désirs
J'ai un corps de femme maintenant qui demande des comptes
Les bals publics sont interdits mais des bals s'organisent dans les granges
Je n'en rate aucun
J'y retrouve des Alsaciens réfugiés dans le canton
Ils avaient rejoint l'Alsace, ils n'ont pas supporté les bottes allemandes
Ils ont déserté
Ils sont revenus, ils ne font pas que se cacher
Une nuit, la grange qui nous accueille est encerclée par des miliciens
Autour de la ferme, les bois Je les connais bien maintenant
Je ne tremble plus en les traversant Ils abritent un maquis de jeunes hommes
d'ici et d'ailleurs
Alsaciens, Lorrains, Gitans, Espagnols, Géorgiens
Et des garçons du village qui refusent le travail obligatoire en Allemagne
La ferme devient un lieu de passage et de ravitaillement
Avec mon vélo je passe partout
On ne se méfie pas de moi
Je porte des messages Je sais qui il faut éviter Je dis non à ma façon.... ■

Françoise Du Chaxel

Directeur de la publication : Marcel Spisser.

Coordination : Monique Klipfel, Philippe Schuhler
et Gérard Zippert.

Rédaction : Régis Baty, Sabine Bierry, Françoise
Du Chaxel, Monique Klipfel, Jean-Michel Roth, José
Schruoffenegger, Philippe Schuhler, Catherine et
François Schunck, Sébastien Soster, Marcel Spisser,
Paul Stouder et Joseph Zimet.

Réalisation : CANDIDOL

Impression : Gyss / Photos : D.R.
Dépôt légal : novembre 2019
N° ISSN 2678-0119

© Tous droits de reproduction réservés.

AMAM
Président Marcel Spisser
Trésorier Philippe Schuhler
amam.schirmeck@laposte.net

www.memorial-alsace-moselle.com

L'AMAM est soutenue par :



et les 260 communes adhérentes

Appel à adhésion

L'Association des Amis du Mémorial de l'Alsace Moselle (AMAM) a besoin du plus grand nombre, élus, anciens combattants ou témoins, artistes, universitaires, enseignants, acteurs économiques, simples citoyens, pour donner au Mémorial son assise populaire, pour le promouvoir et en faire un lieu de Mémoire régionale, d'histoire générale, de sens et de pédagogie.

Adhère à l'AMAM en photocopiant (si possible) le bulletin ci-dessous et en l'envoyant à :
Marcel Spisser / 46 rue de Ribeauvillé / 67100 Strasbourg / spissercatherine@aol.com

NOM PRÉNOM

ASSOCIATION ou COMMUNE

ADRESSE

CP VILLE

TÉL. EMAIL

Adhère à l'AMAM et vous envoie la cotisation de €

à le signature

Cotisations : 25€ pour les personnes physiques
20€ pour les établissements scolaires
30€ pour les associations de moins de 200 membres et les communes de moins de 600 habitants
60€ pour les associations de plus de 200 membres et les communes de 601 à 1 000 habitants
100€ pour les communes et les communautés de communes de 1 001 à 5 000 habitants
200€ pour les communes et les communautés de communes de 5 001 à 10 000 habitants
300€ pour les communes et les communautés de communes de plus de 10 000 habitants